

Le Brésil et l'Argentine
ont conclu
d'importants contrats

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F; Allemagne, 1,40 F; Autriche, 1,40 F; Belgique, 1,70 F; Canada, 2,10 F; Côte-d'Ivoire, 2,20 F; Danemark, 1,70 F; Espagne, 2,00 F; États-Unis, 2,50 F; France, 2,50 F; Grèce, 1,70 F; Iran, 2,20 F; Israël, 2,20 F; Italie, 1,70 F; Japon, 2,50 F; Liban, 2,20 F; Luxembourg, 1,70 F; Norvège, 1,70 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 1,70 F; Royaume-Uni, 2,20 F; Suède, 1,70 F; Suisse, 1,70 F; Tchécoslovaquie, 1,70 F; Turquie, 1,70 F; Yougoslavie, 1,70 F.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS CEDEX 09

C.C.P. 1207-23 PARIS

Tél. Paris n° 65072

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le « détonateur » de Jérusalem

La résolution adoptée le mercredi 20 août par le Conseil de sécurité, condamnant l'annexion de Jérusalem-Est par Israël, ne constitue qu'un premier pas vers la paix. Elle ne constitue pas un « détonateur » de la guerre. Elle ne constitue pas un « détonateur » de la guerre. Elle ne constitue pas un « détonateur » de la guerre.

Les raisons invoquées par le secrétaire d'État américain, Mr. Edmund Muskie, pour justifier l'abandon des États-Unis ne conviennent pas au monde arabo-musulman, que la décision unilatérale d'Israël concernant la troisième ville sainte de l'islam a profondément ému. En témoigne l'appel au « djihad » (guerre sainte) lancé la semaine dernière par l'Arabie Saoudite, pourtant fidèle allié des États-Unis. L'Égypte, malgré la bonne volonté de son président, a été contrainte d'interrompre le processus de Camp David et ne veut reprendre les négociations sur l'autonomie palestinienne qu'après l'élection présidentielle aux États-Unis. En attendant, plusieurs États arabes ou musulmans menacent de rompre leurs relations avec les États qui, « directement ou indirectement », favorisent les projets expansionnistes de M. Menahem Begin.

Ce dernier, en revanche, n'a rien à perdre, du moins en apparence. Il sait que le président Carter ne le « lâchera » pas à quelques semaines de la consultation présidentielle. Il mise sans doute aussi sur sa politique de « fermeté » pour élargir sa propre base électorale qui s'est dangereusement rétrécie ces derniers mois en raison des difficultés économiques et sociales qu'éprouvent les Israéliens.

L'annexion de Jérusalem-Est fait partie d'un tout : la « judaïsation » de la Cisjordanie (la Judée et la Samarie) pour M. Begin, ou l'on a inauguré cette semaine encore une nouvelle colonie de peuplement. L'expulsion des maîtres élus par les Palestiniens des territoires occupés, l'intensification de la répression de toute forme de contestation et, depuis peu, la reprise des attaques contre les bases de fedayin au Liban constituent autant de manifestations d'une politique « tous azimuts » dirigée contre ceux qui « menacent l'existence d'Israël ».

« Il n'y aura plus de représailles contre les terroristes, nous les frapperons les premiers ! » s'exclame mercredi M. Begin, tandis que des formations de chasseurs-bombardiers israéliens pénétraient à Nabyatich et la région de Tyr, dans le Sud-Liban. La veille, des dizaines de parachutistes, appuyés par des fantassins de Tzahal, lançaient contre les faubourgs de Nabyatich l'opération la plus importante depuis l'invasion israélienne du Sud-Liban, en mars 1978, faisant plusieurs dizaines de morts parmi les Palestiniens. Depuis jeudi dernier, il y a tout juste une semaine, le pilonnage d'agglomérations libanaises n'a pas cessé. La nuit dernière, c'était au tour des fedayin de bombarder à la roquette des kibboutzim dans le nord d'Israël.

Stechemine-t-on, comme certains le craignent, vers l'occupation pure et simple d'une partie du Liban par l'armée israélienne, appuyée par les forces maronites ? Le bureau de l'ONU, à Beyrouth, faisait état mercredi d'une « importante » présence militaire de Tzahal à l'intérieur de l'enclave chrétienne, tenue par le commandant Saad Haddad.

Dans ces conditions, le différend sur le statut de Jérusalem — question passionnelle entre toutes — risque fort de servir, à terme, de détonateur à un conflit plus étendu.

(Lire nos informations page 5.)

L'aggravation de la crise polonaise

- Une vingtaine de dissidents arrêtés à Varsovie
- Le comité central se réunira prochainement

La crise politique et sociale s'aggrave en Pologne où la police a procédé mercredi soir 20 août à l'interpellation d'une vingtaine de dissidents habitant Varsovie. A Gdansk, le dialogue de sourds se poursuit entre les grévistes et la commission gouvernementale envoyée sur place, qui refuse de négocier avec le comité de grève inter-entreprises. Le chef des syndicats officiels, M. Jan Seydack, a déclaré à des grévistes que « les autorités n'avaient pas l'intention de remettre le pouvoir dans d'autres mains ni de le partager avec quiconque ».

Alors que les organes d'information polonais insistent sur les dommages causés à l'économie par la grève, soixante-deux intellectuels ont demandé aux autorités de négocier avec le comité inter-entreprises de Gdansk.

A Varsovie, d'autre part, on s'attend que le comité central du parti se réunisse avant la fin de la semaine. En U.R.S.S., enfin, les autorités ont repris le dialogue des émissions de la R.S.C. et de la Voix de l'Amérique (interrompu depuis 1973) manifestement pour éviter tout risque de contagion.

Une situation déchirante pour le parti

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Les autorités polonaises ont pris des mesures concrètes mercredi 20 août : elles ont fait en prisonner une vingtaine de militants de l'opposition, dont les deux dirigeants du KOR, MM. Jacek Kuron et Adam Michnik (1). Ces arrestations ont été faites sans doute au bout de quarante-huit heures de défilé légal de garde à vue. Ou bien on ne les relâchera que pour les arrêter de nouveau, ou bien encore on les incriminera. Il y aura là une bonne indication de tendance, si elle ne s'est pas alors déjà dessinée : une réunion du plénum du comité central est en effet imminente.

En attendant, le deuxième grand port de la Baltique Szczecin, est progressivement gagné par la paralysie. Le premier ministre, s'y rendant mardi soir, s'est contenté de participer à une réunion de la direction locale, et les négociations s'écroulèrent. Les maîtres pour constituer des blocs. Katowice et Nowa-Huta, deux des grands centres industriels, sont gagnés — pour faire la part des rumeurs — par l'agitation. En Silésie (région de M. Giersek et de beaucoup de membres de son équipe), des comités ouvriers autonomes ont été constitués, et les mineurs auraient menacé dans plusieurs puits de se mettre en grève si la force était utilisée à Gdansk, où les bouquets de fleurs.

(1) Et notamment MM. Bogdan Bonkowski, Henryk Wlodek, Piotr Kocik. Derrière Kocicki dans la question a un lieu aussi au domicile de M. Jan Josef Lipinski, un économiste ami de KOR, mais il n'a pas été arrêté.

On dénombre deux cent quatre-vingts entreprises occupées dans la région, et la tentative des autorités de « phagocytiser » le mouvement fait long feu. A en croire la radio, le vice-président, M. Fyka, n'aurait réussi à entamer des discussions, mercredi soir, qu'avec dix-sept usines.

Gdansk tient, fidèle à son comité de grève inter-entreprise (M.R.S.), fidèle à ses vingt et une revendications (comme de tout le pays) et pose la question dont tout dépend : les autorités finiront-elles ou non par accepter le dialogue avec les treize membres du présidium du comité inter-entreprises élu par les grévistes ? Si oui, un pas immense aura été franchi. Terrible dédoublement pour le parti communiste : une

organisation de la classe ouvrière aura été officiellement reconnue dans un pays de l'Est. La décision serait dure à prendre et bouleverserait en profondeur le climat social et politique. Mais dans le même temps, elle permettrait presque à elle seule de dénouer la crise. Car c'est là — s'assurer un contre-pouvoir permanent — le plus important pour les grévistes. Elle normaliserait aussi les relations entre le pouvoir et les ouvriers, faites depuis dix ans à la fois de craintes exagérées (blocage dangereux et permanent des prix) et de soulaines bérus stupéfiantes (fausses assises du jour au lendemain). Elle faciliterait enfin le rétablissement de l'économie, impossible à réaliser sans l'établissement d'un contrat social.

Réve ? Après tout, toute communiste et allié de Moscou qu'elle soit, la Pologne populaire a su apprendre à laisser quartier presque libre à l'Église : à accommoder du maintien de la paysannerie privée ; et même depuis trois ans à tolérer, bon an mal an, une opposition.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

La situation et l'avenir du tiers-monde

- Sécheresse et inondations réduisent de près de 10 % la production agricole chinoise.

(Lire, page 19, l'article de notre correspondant Alain Jacob.)

- La session de l'ONU sur la stratégie du développement va donner lieu à de multiples affrontements politiques.

(Lire, page 19, l'article de Gérard Viratelle.)

AU JOUR LE JOUR

Le prix de la viande

Grosse émotion un peu partout, mercredi, à l'annonce que les troupes soviétiques étaient entrées en Pologne. Vérification faite, on s'est aperçu qu'elles s'y trouvaient déjà depuis trente-cinq ans.

Cette anecdote, qui n'est qu'un mot d'ordre, montre à quel point les ouvriers polonais ne sont pas seulement des gènes pour le Krennik ou pour M. Giersek, mais pour tout le monde, et notamment pour les Occidentaux, qui veulent bien parler de la liberté des autres, en général, à condition qu'elle ne menace pas leur confort, en particulier.

Décidément, le jour où tous ces gens se sont mis en grève pour protester contre le prix de la viande, ils auraient mieux fait de devenir végétariens.

BERNARD CHAPUIS.

« Saïd et moi »

roman-reportage de Poirot-Delpech

AUJOURD'HUI

IV. - Le ch' maître de maison

(Lire page 15.)

Point de vue

La gauche plurielle

par HUGUETTE BOUCHARDEAU (*)

Il n'existe dans ce pays que deux possibilités de gagner pour la gauche. Ou bien, faisant fi de ses divergences, obéissant pour un temps la vieille opposition des familles qui la composent, elle décide de faire bloc. Ce fut 1936, ce fut aussi l'espoir du programme commun. Ou bien, constatant les divergences, elle trouve moyen d'imposer une majorité relative autour de quelques propositions.

L'incantation à l'unité P.C.-P.S. ne sert à rien aujourd'hui. Tout nous montre, à l'évidence, que cette unité-là ne se fera pas avant 1981. Peut-on penser alors que, à ce dynamisme de l'espoir, la gauche peut substituer une volonté raisonnée ?

Il ne s'agit pas d'oublier ce qui divise, il ne s'agit pas d'ignorer les concurrences... Il s'agit au minimum de reconnaître les différences et de les respecter.

Jusqu'ici, les partenaires de la gauche ont joué l'écrasement de l'adversaire. Le parti communiste compte bien faire la démonstration de sa force. Dès aujourd'hui, il s'emploie à montrer à toute occasion que, malgré la réputation sur sa position affaiblie, comme vient de le faire M. Barre en annonçant l'intervention de la marine nationale, ni de renvoyer le dossier à Bruxelles, comme le tenta M. Le Theule en rendant publique sa lettre à la Commission européenne.

Certes, il y a un problème européen de la pêche. Chez nous comme chez nos partenaires, les pêcheurs doivent à la fois lutter contre la hausse du coût du fuel et contre l'appauvrissement de leurs lieux traditionnels de capture.

Le retour en nombre — et en qualité — du roman traditionnel, où personnages et histoire donnent l'illusion du réel, l'essor de l'autobiographie avec sa charge de « vécu », l'estompage des débats sur la forme en littérature que le Nouveau Roman avait portés au premier plan, les effets du décret Monory sur la liberté du prix des livres qui favorisent les ouvrages de grande audience et de fort tirage, semblent menacer les recherches auxquelles la littérature doit prétendre si elle est un des beaux arts.

La critique universitaire accompagne la littérature dans cette exigence. Elle initie, sinon le public, du moins les étudiants, à recevoir différemment des textes conçus pour s'opposer à des normes périmées. Ces textes, on les rassemble d'ordinaire sous la vocable commode, mais douteux, de « littérature expérimentale », « d'avant-garde ».

Le récent remodelage des uni-

versités, mené tambour battant par Mme. Alice Sautier-Séité, semble correspondre au refus de renouvellement de la forme écrite. Certes, tout n'est pas volubile en ce domaine mais témoigne du désir de prendre en compte la modernité. Ce sont ces tentatives de renouvellement que présente en pages 12 et 13 « Le Monde des Livres ».

Henri Meschonnic, un de nos meilleurs spécialistes en « analyse du texte littéraire », qui vient de voir supprimée sa préparation au D.E.A. à l'université de Vincennes, s'interroge sur les effets de cette disparition. Jean Ricardou, exégète du Nouveau Roman (Nouveau Roman, hier, aujourd'hui UGE, 10/18) suit la postérité de cette école littéraire où le roman s'est pénétré de poésie. Philippe Sollers, à travers l'œuvre de Valère Novarina, infatigable de la littérature vers un autre pôle : la « mise en tremblement » de la langue.

Le récent remodelage des uni-

versités, mené tambour battant par Mme. Alice Sautier-Séité, semble correspondre au refus de renouvellement de la forme écrite. Certes, tout n'est pas volubile en ce domaine mais témoigne du désir de prendre en compte la modernité. Ce sont ces tentatives de renouvellement que présente en pages 12 et 13 « Le Monde des Livres ».

Henri Meschonnic, un de nos meilleurs spécialistes en « analyse du texte littéraire », qui vient de voir supprimée sa préparation au D.E.A. à l'université de Vincennes, s'interroge sur les effets de cette disparition. Jean Ricardou, exégète du Nouveau Roman (Nouveau Roman, hier, aujourd'hui UGE, 10/18) suit la postérité de cette école littéraire où le roman s'est pénétré de poésie. Philippe Sollers, à travers l'œuvre de Valère Novarina, infatigable de la littérature vers un autre pôle : la « mise en tremblement » de la langue.

Le récent remodelage des uni-

versités, mené tambour battant par Mme. Alice Sautier-Séité, semble correspondre au refus de renouvellement de la forme écrite. Certes, tout n'est pas volubile en ce domaine mais témoigne du désir de prendre en compte la modernité. Ce sont ces tentatives de renouvellement que présente en pages 12 et 13 « Le Monde des Livres ».

Henri Meschonnic, un de nos meilleurs spécialistes en « analyse du texte littéraire », qui vient de voir supprimée sa préparation au D.E.A. à l'université de Vincennes, s'interroge sur les effets de cette disparition. Jean Ricardou, exégète du Nouveau Roman (Nouveau Roman, hier, aujourd'hui UGE, 10/18) suit la postérité de cette école littéraire où le roman s'est pénétré de poésie. Philippe Sollers, à travers l'œuvre de Valère Novarina, infatigable de la littérature vers un autre pôle : la « mise en tremblement » de la langue.

Le récent remodelage des uni-

Le blocus des ports français

L'intervention de M. Barre entraîne la mobilisation des syndicats

Après l'échec de la rencontre entre M. Josi Le Theule, ministre des transports, et les responsables des marins-pêcheurs, le mercredi 20 août à Paris, le blocus des ports français s'est étendu à Fos.

Le blocage de Rouen mis en place le mercredi 20 dans l'après-midi a été levé par les pêcheurs le 21 en fin de matinée.

La décision de M. Raymond Barre d'assurer la libre circulation des pétroliers si nécessaire « avec le concours actif de la marine nationale », provoque de vives réactions politiques et syndicales.

Si les Neuf...

La grogne des marins-pêcheurs a pris une telle dimension que le ministre des transports, tuteur de la pêche, ne pouvait plus rester seul à la barre. Sauvegarde de l'emploi, maintien d'une activité traditionnelle, conséquence de la hausse du fuel, politique européenne... Sont réunis tous les éléments d'un vaste débat où l'action du premier ministre est au banc des accusés. Les leaders politiques et syndicaux ne s'y sont pas trompés. A neuf mois de l'élection présidentielle, chacun utilise ce conflit pour justifier ses démonstrations.

Le gouvernement ne peut se contenter de taper du poing sur la table, comme vient de le faire M. Barre en annonçant l'intervention de la marine nationale, ni de renvoyer le dossier à Bruxelles, comme le tenta M. Le Theule en rendant publique sa lettre à la Commission européenne.

Certes, il y a un problème européen de la pêche. Chez nous comme chez nos partenaires, les pêcheurs doivent à la fois lutter contre la hausse du coût du fuel et contre l'appauvrissement de leurs lieux traditionnels de capture.

THIERRY BRÉHER.

(Lire la suite page 12.)

Petites manœuvres

M. Raymond Barre est sorti de son silence. Pour se saisir d'un dossier qui met en cause sa politique économique ? Non. Simplement pour faire donner la marine contre les pêcheurs en colère. Nos approvisionnements pétroliers sont-ils déjà si gravement menacés ? Ne s'agit-il pas, plutôt, de faire — une fois encore — preuve d'autorité ?

Sur le fond, le gouvernement semble se contenter de décaler sa responsabilité. Voyez Bruxelles, dit M. Le Theule, c'est là que l'affaire est bloquée. « Tant pis si un sentiment anti-européen se développe chez tous les producteurs français de produits alimentaires. » Tentez d'arranger les choses avec vos prébendes, ajoute le ministre, qui promet que, dans ce cas, l'État pourrait faire un geste financier. Diviser ses adversaires pour mieux les réduire n'a rien d'original. La méthode est rarement couronnée de succès.

Il est aussi dangereux de laisser s'envenimer un conflit. Même si l'on espère que l'opinion publique se retournera contre des grévistes qui bloquent l'activité des ports de commerce et gênent les plaisanciers en vacances. On suggère même que leur donner satisfaction entraînerait une augmentation de l'essence pour tous les autres... Pourquoi s'enliser dans ce problème des pêcheurs ? Pourquoi avoir tant attendu ? Les agriculteurs ont bien le droit, eux, à une conférence annuelle présidée par le premier ministre. Mais ils paient, il est vrai, très exactement cent fois plus dans la balance électorale.

Pour faire face à l'effondrement des cours

LES ÉLEVEURS
DE PORCS DEMANDENT
DES AIDES FINANCIÈRES
IMMÉDIATES

(Lire page 22.)

CRITIQUES ET CRÉATEURS

La recherche en littérature

Le retour en nombre — et en qualité — du roman traditionnel, où personnages et histoire donnent l'illusion du réel, l'essor de l'autobiographie avec sa charge de « vécu », l'estompage des débats sur la forme en littérature que le Nouveau Roman avait portés au premier plan, les effets du décret Monory sur la liberté du prix des livres qui favorisent les ouvrages de grande audience et de fort tirage, semblent menacer les recherches auxquelles la littérature doit prétendre si elle est un des beaux arts.

La critique universitaire accompagne la littérature dans cette exigence. Elle initie, sinon le public, du moins les étudiants, à recevoir différemment des textes conçus pour s'opposer à des normes périmées. Ces textes, on les rassemble d'ordinaire sous la vocable commode, mais douteux, de « littérature expérimentale », « d'avant-garde ».

Le récent remodelage des uni-

versités, mené tambour battant par Mme. Alice Sautier-Séité, semble correspondre au refus de renouvellement de la forme écrite. Certes, tout n'est pas volubile en ce domaine mais témoigne du désir de prendre en compte la modernité. Ce sont ces tentatives de renouvellement que présente en pages 12 et 13 « Le Monde des Livres ».

Henri Meschonnic, un de nos meilleurs spécialistes en « analyse du texte littéraire », qui vient de voir supprimée sa préparation au D.E.A. à l'université de Vincennes, s'interroge sur les effets de cette disparition. Jean Ricardou, exégète du Nouveau Roman (Nouveau Roman, hier, aujourd'hui UGE, 10/18) suit la postérité de cette école littéraire où le roman s'est pénétré de poésie. Philippe Sollers, à travers l'œuvre de Valère Novarina, infatigable de la littérature vers un autre pôle : la « mise en tremblement » de la langue.

Le récent remodelage des uni-



Le Monde

idées

KHOMEINISME

L'ayatollah est-il un intégriste ?

L'irruption du « khomeinisme » sur la scène internationale suscite bien des interrogations. Pour Nikki R. Keddie, l'imam Khomeiny n'est pas un « intégriste » mais un « fondamentaliste » : au lieu de préserver les traditions de l'Eglise chiite, il leur donne une inflexion politique qu'elles n'avaient jamais eue. Denise Masson estime que le patriarche de Qom trahit le Coran en se prenant pour Allah lui-même. Quant à Jérôme Grynepas, il considère que la Mosquée rend un fier service aux multinationales en remplaçant une tyrannie par une autre et en poursuivant la politique du chah : étrangler la démocratie.

QUAND on parle de l'ayatollah Khomeiny, les mots « intégriste » et « fondamentaliste » sont devenus des épithètes interchangeables. Pourtant, leur sens n'est pas le même, et aucun des deux ne rend fidèlement compte des idées et de la pratique de Khomeiny.

Le « fondamentalisme », dans l'usage anglo-saxon, dénote une croyance, au sens littéral de l'écriture et des prophètes. Dans le sens français, l'« intégrisme » met plus d'insistance sur la préservation des pratiques traditionnelles de l'Eglise. Khomeiny peut être considéré partiellement comme un « fondamentaliste », en ce qu'il insiste sur beaucoup des formulations, des prescriptions et des châtiments consignés dans le Coran et les traditions du Prophète, auxquelles, pourtant, il ajoute beaucoup de nouveau. Mais il n'est nullement un intégriste, si l'on entend par là quelqu'un qui veut préserver les traditions de l'Eglise chiite. Bien plutôt, il a altéré (peut-être inconsciemment) ces traditions, surtout dans le sens d'un accroissement important du pouvoir du sien propre. Il a aussi mis l'accent, sous des formes nouvelles, et plus que cela n'avait été fait depuis des siècles, sur les aspects politiques du chiisme.

Naturellement Khomeiny, comme la plupart des guides religieux, regarde ses doctrines comme les seules vraies. Pourtant, en fait, aucun penseur chiite de premier plan avant lui n'a dit que les olémas devaient disposer du pouvoir d'Etat et que leur chef devait gouverner. Le chiisme ancien croyait au règne héréditaire des imams, descendants d'Ali, le gendre du prophète. Dans la branche duodécimale du chiisme, religion d'Etat de l'Iran depuis 1501, le douzième imam est censé avoir disparu sur terre et doit revenir pour la période paradisiaque qui inaugurera les

par NIKKI R. KEDDIE (*)

derniers temps. En son absence, les douze olémas ont observé des attitudes très diverses envers les gouvernements sunnites et chiites, depuis l'acceptation au départ jusqu'à une hostilité croissante pendant la plus grande partie du siècle passé. Mais les olémas ont revendiqué tout au plus le droit de contrôler le pouvoir des chahs, jamais celui de régner eux-mêmes. La forme de contrôle choisie en dernier lieu a une base islamique fort mince. Ce fut une constitution imposée aux chahs en 1906-1907, copiée pour une large part sur la Constitution belge. Sa disposition « chiite » la plus mar-

Un vaste courant

Pour bien comprendre les aspects fondamentaux de la pensée de Khomeiny, il faut le considérer comme s'insérant dans le vaste courant de réaction contre la politique des Pahlavi et contre la soumission croissante de l'Iran à la domination occidentale et spécialement américaine. La modernisation du droit, de l'éducation, des institutions de protection sociale par Reza Chah, sa nouvelle politique économique réduisaient le prestige et les revenus des olémas. De même, les mesures similaires prises par Mohammad Reza Chah. Cette politique créa une classe d'iraniens occidentalisés dont les mœurs et l'opulence irritèrent les olémas, les bazaris et les classes populaires. La présence et le pouvoir des Occidentaux en Iran, l'aide iranienne à Israël, la tyrannie royale, le mépris vite affiché pour les coutumes islamiques, en même temps que la suppression des éléments laïques d'opposition, donnèrent une force renouvelée aux olémas contestataires comme Khomeiny, plus difficiles à faire taire.

Depuis sa première œuvre, le *Devolement des mystères* (1944), Khomeiny a critiqué violemment les monarchies. Mais ce n'est que dans les années 60, spécialement dans son recueil de conférences, *Pour un gouvernement islamique*, qu'il a appelé clairement à la suppression de la monarchie comme non islamique et à un gouvernement dirigé par un juriste musulman du premier rang (Faghih) et des olémas. Il ajoutait qu'il n'était pas besoin de législation puisque tout se trouvait dans le Coran et dans les traditions du Prophète.

On peut certes trouver quelques textes musulmans qui vont dans un sens antimonarchique à l'époque des débuts de l'Islam. Mais, à travers presque toute l'histoire sunnite et chiite, les olémas ont accepté le gouvernement de monarches séculiers. Pour les chiites duodécimales, les seuls gouvernements vraiment légitimes furent les olémas imams. Par la suite, de nombreuses solutions politiques furent proposées, mais aucune ne fut unanimement acceptée. Aucun dirigeant chiite

quant ne fut jamais mise en pratique : il s'agissait de l'instauration d'un comité d'olémas, qui devait contrôler la compatibilité des lois votées par le Parlement avec l'Islam. Le mouvement constitutionnel, englobant des participants « cléricaux » et laïques, peut être considéré comme un exemple des tendances de beaucoup d'olémas chiites à innover. Certains, comme l'ayatollah Na'ini, trouvaient des justifications islamiques convaincantes à posteriori pour ces innovations, alors que des olémas conservateurs anticonstitutionnalistes comme l'ayatollah Fazelollah Nozri (dont les idées sont maintenant en vogue à nouveau) les rejetaient.

avant Khomeiny n'a proclamé que les monarchies étaient sans légitimité, devaient être déposées et que les olémas devaient exercer directement le pouvoir d'Etat.

Sur ce point capital, Khomeiny est un innovateur qui pousse à la limite des tendances plus modernes, qu'on peut déceler chez certains olémas précédents. Lui et son cercle innovent également en mettant l'accent à ce point sur la politique, l'anti-impérialisme et les relations internationales, se faisant ainsi l'écho sur de nombreux points des thèses « tiers-mondistes » telles qu'on les trouve dans la résistance palestinienne ou dans les milieux étudiants français, mais guère dans le passé du chiisme. Bien entendu, ce « tiers-mondisme » n'est pas de la variété gauchiste.

Si l'on veut trouver un « traditionalisme » parmi les dirigeants iraniens récents, ce n'est pas vers Khomeiny qu'il faut tourner les yeux, mais plutôt vers quelqu'un comme l'ayatollah Khomeiny Chahri, très avant-gardiste, de la doctrine et de la tradition chiites, partisan de la théorie de la Constitution de 1906-1907, selon laquelle les olémas doivent opposer leur veto à des mesures non islamiques, mais non exercer directement le pouvoir. Assurément, cette tradition-là n'est vieille que de soixante-trois ans, du moins en ce qui concerne sa composante constitutionnaliste. Mais elle est encore plus vieille que la « tradition » instaurée par Khomeiny tout récemment, et elle reflète une opinion quelque peu plus ancienne sur le degré de contrôle que devraient exercer les olémas sur les gouvernements.

Un autre partisan de longue date de la restauration de la Constitution de 1906-1907, avec les limitations strictes qu'elle imposait au pouvoir du chah, fut le défunt ayatollah Mahmoud Taleghani (mort en 1979). Ce n'était pourtant pas un traditionaliste. Il était ouvert, grâce à ses enfants et aux contacts qu'il eut en prison, à une interprétation partielle de l'Islam dans un sens moderniste et de gauche.

Une grande variété de conceptions

Des interprétations plus radicales de l'Islam, venant en général de gens dépourvus d'instruction théologique poussée, ont trouvé beaucoup d'écho en Iran depuis les années 60. Il s'agit notamment de celles qui proposent la confiscation populaire d'édifices religieux, d'Al Chahri (mort en 1977), et de celles des *moftehin* à Khomeiny. Certaines idées de ces derniers viennent de Chahri, d'autres révèlent une influence du tiers-mondisme de gauche ou du marxisme. A l'extrême du spectre, des olémas, comme l'ayatollah Behabadi, se sont montrés bien peu dotés de cet ascétisme et de cette compassion pour les pauvres et les opprimés qui ont tant aidé à la popularité de Khomeiny, ainsi que son courage et son optique manichéenne et utopique.

Le chiisme iranien englobe une grande variété de conceptions, dont aucune n'est purement traditionaliste. « Intégriste » ou « fondamentaliste ». Toutes reflètent les difficultés politiques et sociales auxquelles les Iraniens essayent de trouver une issue, avec moins de succès que beaucoup ne l'avaient espéré. L'expérience d'un « gouvernement islamique » peut enseigner à la fois les dangers qu'il y a à fonder les espoirs sur les croyances et pratiques religieuses d'un peuple, comme ceux qui sont inhérents aux réactions qui déclenchent ce mépris. La marche dans la voie d'une utopie islamique, sous la direction de gens de peu d'expérience politique ou économique, munis de théories simplistes, a échoué à créer une politique ou une économie fonctionnelle. En même temps, l'application rigide de la loi « religieuse » crée des problèmes d'une gravité croissante. Malgré sa sincérité et sa sympathie pour les pauvres, qui sont indéniables, l'ayatollah Khomeiny n'a trouvé de solution aux problèmes fondamentaux de l'Iran ni dans son retour à fondamentalisme aux prescriptions coraniques ni dans ses nombreuses innovations par rapport au passé chiite.

(Traduit par MAXIME RODINSON.)

LE TYRAN EST MORT VIVE LA TYRANNIE !

par JÉRÔME GRYNPAS (*)

EN soi, la mort du chah n'est pas un événement important. Mais elle l'est à quelques réflexions salutaires. Reza Pahlavi avait tout pour réussir. Il a tout raté. L'histoire jugera, dit-on. C'est chose faite. Toutefois, ce scandaleux échec, il serait abusif de le faire endosser par le seul « roi des rois ». Il serait injuste de se contenter d'accabler le seul Etat-Uni d'avoir tout manqué en pure perte. Il serait imbécile de penser que la succession était fatale entre la dictature corrompue de l'ex-empereur et le chaos sanglant de Khomeiny. Une troisième voie était possible. Un moment même, elle a été esquissée. Puis elle a été volontairement barrée. Ce fut la tentative du docteur Mossadegh. Son échec, curieusement, m'a laissé que peu de trace dans la mythologie de la gauche « anti-impérialiste » d'Occident. Preuve d'une incapacité intellectuelle de comprendre son époque. Pourquoi ? C'est une autre histoire. Rafraîchissons nos mémoires engourdies. Après la dernière guerre, l'Iran connaît un début de démocratisation. Le Front national accède au pouvoir. Mossadegh nationalise le pétrole et accélère le processus de démocratisation. On connaît la

suite : intervention des Etats-Unis, remise en selle du chah, instauration d'une dictature féroce et corrompue. Pendant des décennies, elle allait se donner libre cours... avec le résultat que l'on sait. Par contre, ce qu'on fait — à gauche comme à droite — c'est le contenu politique de la répression : briser les reins au progrès démocratique, national, à l'occidentale (en exalta-t-elle jamais d'autre ?). De ce silence, par ignorance, par sottise, par mauvaise foi, nous nous sommes tous rendus coupables. La droite jubila. Le « complot communiste » de Mossadegh était démasqué. Ses noirs desseins inspirés de Moscou étaient déjoués par Superman-C.I.A. Une bonne dictature pour les « bourgeois » et pour nous l'atmosphère feutrée propice aux affaires.

De son côté, la gauche se lamentait selon un rituel bien au point qui faisait sien le manichéisme de la droite en se contentant d'inverser les épithètes morales. Le complot impérialiste avait triomphé, provisoirement, comme il se doit ; mais, puisque « le peuple uni jamais ne sera vaincu », demain l'émancipation et le socialisme gagneront nécessairement.

Extirper la démocratie

Pendant ce temps, à l'intérieur, le régime impérial poursuivait méthodiquement sa politique de consolidation, basée à la satisfaction de tous les courants intellectuels : « lutte contre le communisme ». Certes, le parti communiste local (le parti Tudeh) n'en menait pas large, mais, quoi qu'on en ait dit en Occident pendant des années tant chez les amis que chez les adversaires du régime, ce n'était pas lui la cible véritable : c'était l'activité démocratique. Que voulait détruire la police du chah ? L'union soviétique, la théorie de la socialisation des moyens de production, l'idée que le matérialisme dialectique explique le matérialisme historique (ou inversement) ? C'est peu probable. Ce qui était pourchassé concrètement, c'est la liberté d'opinion et d'association, l'activité syndicale, l'indépendance du judiciaire, le droit de chacun d'être un citoyen à part entière. Bref, la démocratie. La nôtre. Il n'y en a pas d'autre. Cet unique point de convergence des haines de toutes les dictatures.

A cet égard, vingt à vingt-cinq ans de dictature impériale ont été efficaces. Le potentiel humain qui aurait permis l'épanouissement d'une vie démocratique a été brisé. La grosse bourgeoisie s'est ralliée au trône. Le reste s'est enfoncé dans la corruption, on a parlé de libéralisme (en terme général), on a dit aux « déshérités » : l'amélioration de votre sort est la priorité des priorités. Les millions d'individus qui ont manifesté, puis renversé le chah, ont agi pour ces motifs. Pas pour fonder la République islamique ou porter le tohead.

On s'étonne maintenant de la mansuétude de l'ancien pouvoir à l'égard de la mosquée. On a tort. Son appréciation de base était correcte. L'ennemi qu'il faut écraser, pensaient le chah et ses conseillers étrangers, c'est l'esprit démocratique, la rationalité, la volonté de progrès. La mosquée est totalement étrangère à tout cela. Elle ne pouvait pas prévoir qu'ayant bloqué toutes les autres issues — l'imprévisible charisme de Khomeiny aidant — l'immense colère, l'immense désespoir des foules iraniennes allaient donner le pouvoir à la fraction intégriste du clergé chiite.

Grâce à la révolution islamique, la droite a sauvé l'essentiel selon ses normes pragmatiques : une structure non démocratique pour continuer — si pas aujourd'hui, demain — à s'affairer aux affaires. L'Iran a du pétrole et 35 millions d'habitants. Il peut se fermer au monde, comme l'Arabie, au prix d'une dictature féroce. Pourquoi pas ? L'austérité ne déplaît pas à Khomeiny. Quant aux citoyens de ce pays, leur avis ne sera pas véritablement sollicité. Cela durera ce que cela durera. Le monde des affaires prendra son mal en patience. Il en a vu d'autres.

Dans les autres « cas de figure », l'imam — ou ses successeurs — devront vendre du pétrole pour acheter les produits qu'ils n'ont pas. Ils passeront nécessairement par les multinationales pour répartir la pauvreté. Si, pour tourner l'obstacle, ils font de l'U.R.S.S. le pourvoyeur étranger, c'est l'extrême pauvreté

qu'il leur faudra gérer. Mais pourquoi ne pas envisager dans le cadre de cette République islamique une prospérité « sobre » qui fructifie en se développant ? Parce qu'un tel développement passe à travers le seul cadre d'une vie démocratique, comme toute l'histoire de l'après-guerre le montre. Cela suppose un climat auquel ne résisterait pas l'Elat théocratique. Comme dans tous les pays où règne une oligarchie, le choix serait vite fait. Il ne serait pas en faveur de la démocratie.

C'est pourquoi on peut penser que, dans le désordre actuel, les privilèges du monde des affaires seront fondamentalement préservés. Soyons de bon compte. La Révolution n'étant pas sur le point d'écarter, les régimes de Pinochet, de Mobutu, de Brejnev, de Khomeiny, de Sékou Touré n'empêchent pas les multinationales de faire dans ces pays, et grâce à leurs dirigeants, d'excellentes affaires.

Jusqu'à nouvel ordre, ce qui menace concrètement la rentabilité des capitaux ce sont les coûts salariaux toujours « excessifs » provoqués par les exigences des travailleurs d'obtenir librement dans leurs syndicats. Pareil « danger » ne peut se produire que dans et grâce aux structures démocratiques d'un Etat de droit. Est-ce que la République islamique n'est pas près d'accepter.

Quant à la gauche, elle se contentera de stigmatiser les atteintes aux droits de l'homme dont se rendra (dont se rend déjà) coupable le nouveau régime. Elle oubliera d'y ajouter les droits bafoués du citoyen. Ainsi, elle ne devra pas s'interroger sur son propre néant idéologique qui, depuis des décennies, la pousse à saluer comme des victoires tout ce qui n'annonce que d'inévitables défaits.

(*) Journaliste, directeur de l'hebdomadaire *Notre temps* (Bruxelles).

USAGE DE FAUX

par DENISE MASSON (*)

L'appartenance à un non-musulman, fût-il monothéiste, de prendre la défense du Coran, livre sacré de l'Islam. Cependant, il se croit autorisé à poser des questions aux docteurs de sciences islamiques. Nous voulons parler de ces Khomeiny.

Chacun sait que l'attribut divin sur lequel le Coran revient, pour ainsi dire, à chaque page, est la miséricorde. Le pardon est accordé sans cesse par Allah au pécheur repentant ; à celui qui « revient vers lui ».

D'après le Coran, Allah se réserve, la plus souvent, le soin de punir lui-même, dès cette vie, et, plus tard, dans la géhenne, les inéduqués, les polythéistes, les renégats, les hypocrites... Cependant, Muhammad et les croyants doivent combattre et tuer les infidèles qui attaquent la communauté musulmane et la mettent en danger.

Ceux qui font la guerre contre Dieu et contre son prophète... seront tués ou crucifiés, ou bien leur main droite et leur pied gauche seront tranchés, ou bien ils seront expulsés du pays... à moins qu'ils se repentent. Le texte ajoute : « Sachez que Dieu est miséricordieux. » (Cor. VI, 33-34.)

La lutte contre les ennemis de l'Islam est donc un devoir absolu. Il est écrit : « Combatez les polythéistes totalement, comme ils vous

combattaient totalement » (IX, 38) ; mais s'ils cessent le combat, « Dieu leur pardonnera... il voit parfaitement ce qu'ils font. » (IX, 38-39.)

Au contraire : « Il n'appartient pas à un croyant de tuer un autre croyant... ; celui qui tue volontairement un croyant aura la géhenne pour rétribution. » (IV, 92-93.)

En cas de conflit entre deux groupes de croyants, on devra s'efforcer de rétablir la paix entre eux ; puis il faudra « lutter contre celui qui se rebelle, jusqu'à ce qu'il s'incline devant l'ordre de Dieu ». (XLIX, 9.)

Le Coran prévoit des châtiments corporels : pour les femmes adultères, la séquestration jusqu'à la mort « à moins que Dieu ne leur offre un moyen de salut ». (Cor. IX, 16.) « La débauchée et la débauchée recevant chacun cent coups de fouet... en présence d'un groupe de croyants ». (Cor. XXIV, 2) ; mais ceux qui portent des accusations mensongères contre des femmes honnêtes recevront quatre-vingt coups de fouet ». (Cor. XXIV, 4.)

L'expression : « la lapidation » est appliquée dans le Coran au démon, comme un terme de souvenance mépris ; mais il n'est pas question de lapidation comme moyen de châtimement. C'est la loi juive qui prévoyait la lapidation publique, « jusqu'à ce que mort s'ensuive » des adultères. (Deut. XVII, 2, 5.)

Un nouveau Coran ?

Le Coran dit encore : « Les mains du voleur et de la voleuse seront tranchées. » (Cor. V, 38.)

On voit, d'après les textes cités, que le Coran ne condamne à mort que les infidèles en guerre contre Allah, son prophète et les croyants. Il semble donc que Khomeiny se

prend non seulement pour un « signe d'Allah », mais pour Allah lui-même lorsque il ordonne le meurtre au nom du Coran. Il est permis de penser qu'il a inventé un nouveau Coran, à sa mesure, ignoré, jusqu'à ce jour, de la communauté musulmane et de l'Occident.

Il apparaît normalement, sur le plan politique qu'un gouvernement se défend comme il peut, en usant de moyens plus ou moins sévères ; mais l'attitude à la loi musulmane doit se rendre coupable de dictature, qui se sert de l'Islam à des fins personnelles, au lieu de le servir, nous semble particulièrement odieuse.

Respectueux de l'Islam, tout en lui restant étranger, qu'il nous soit permis de déplorer ces graves atteintes aux valeurs essentielles de la religion islamique.

(*) Auteur de la traduction du Coran éditée par la Pléiade.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Généraliste : Jacques Favret, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, rue de Valenciennes
PARIS-IX^e
1979

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 31457.

à Tiende

TRUPE

L'aggravat

Une sît

LA DOCTRINE...
les chars du pacte de Varsovie ont

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue de Valenciennes
75001 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
1 mois 6 mois 12 mois
—
FRANCE - DOM. - T.O.M.
202 F 331 F 451 F 595 F
T.O.U.S. PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
207 F 336 F 456 F 595 F

ÉTRANGERS
(par mandat postal)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
234 F 364 F 484 F 628 F
II - SUISSE - TURQUIE
205 F 335 F 455 F 595 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par mandat postal (trois virements) versent leur mandat par chèque à leur demande.

Changement d'adresse dénoter
ou préavis (15 jours)
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
numérique à toute correspondance.
Veuillez nous adresser vos
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

مكتبة الأمل

EUROPE

L'aggravation de la crise polonaise

Les événements de Pologne provoquent de très nombreuses réactions dans le monde. En U.R.S.S., après sept ans d'interruption, les Soviétiques ont repris le mardi 19 août le brouillage des radios occidentales pour empêcher l'écoute des émissions en russe de la « Voix de l'Amérique » et de la B.R.C. Le brouillage a continué durant la journée de mercredi. Cette mesure met fin à la période de tolérance ouverte peu avant le début des négociations sur la C.S.C.E. (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), à l'époque de la détente entre Moscou et Washington.

● AU VATICAN, le pape Jean-Paul II a fait allusion pour la première fois, mercredi soir, aux événements devant une vingtaine de milliers de fidèles rassemblés place Saint-Pierre, dont quelque neuf cents Polonais. Il a chanté avec eux un hymne qui avait notamment été utilisé par les résistants polonais à l'époque de l'occupation allemande, et dont un passage dit : « Dieu qui, pendant tant de siècles, a protégé la Pologne, bénis notre patrie libre ». Puis, il a récité des prières invoquant

« la liberté pour l'Eglise et la Paix pour la patrie », et « la protection du peuple contre tout danger ». Avant de quitter la place Saint-Pierre, Jean-Paul II a demandé en italien à tous les fidèles de prier « pour ma patrie, la Pologne ».

● DANS LES PAYS DE L'EST, la presse, qui a commencé il y a plusieurs jours à mentionner l'existence de troubles en Pologne, publie ses premiers commentaires. A Moscou, la « Pravda » souligne que M. Gierek « s'est refusé à toute concession sur les questions de principe ». En Yougoslavie, le journal « Politika Express » note que les grévistes polonais représentent « la liberté de la presse et la formation libre d'organisations syndicales ». A Prague, la presse souligne le danger que représentent, selon elle, « les forces antisociales en Pologne ».

En Chine, le « Renmin Ribao » et « Chine nouvelle » commentent avec bienveillance les revendications des grévistes.

● AUX ETATS-UNIS, le chef du groupe républicain au Sénat, M. Baker, a estimé que

l'envoi éventuel de troupes soviétiques en Pologne serait « une très grave menace pour la paix du monde », qui pourrait conduire les dirigeants américains à serrer les rangs autour du président. De son côté, Alexandre Soljenitsyne a rendu hommage aux grévistes polonais dans un message qu'il leur a adressé de sa résidence de Cavendish (Vermont).

● EN AUTRICHE, le chancelier Kreisky a jugé les événements de Pologne accablants pour les communistes européens, et « aussi importants que ceux de 1956 en Hongrie et de 1968 en Tchécoslovaquie ».

● EN ESPAGNE, M. Carrillo, secrétaire général du P.C., a déclaré que les grèves résultaient de l'absence de démocratie dans le système politique polonais.

● EN R.F.A., où l'on s'interroge sur le maintien du P.C., a déclaré que MM. Schmidt et Honecker, prévus pour les 28 et 29 août, le candidat chrétien-démocrate à la chancellerie, M. Strauss, estime, dans une interview

publiée ce jeudi par la « Bild Zeitung », qu'une invasion soviétique en Pologne « mettrait fin à la détente une fois pour toutes ».

Les milieux syndicaux, dans différents pays, continuent d'autre part, à exprimer leur solidarité avec les travailleurs polonais. Aux Etats-Unis, l'A.F.L.-C.I.O. a publié une déclaration dans laquelle elle « soutient de toutes ses forces les travailleurs polonais dans leur juste et brave combat ». La confédération, qui compte près de quatorze millions de membres, ainsi que le syndicat des dockers, ont invité les Américains à boycotter les produits polonais. Les commissions ouvrières espagnoles, la confédération syndicale danoise L.O., ainsi que la Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie, ont également exprimé leur solidarité aux grévistes polonais. A Paris, la Confédération des syndicats libres « dénonce les fausses distinctions opérées par les autorités polonaises pour séparer l'inséparable, l'exercice du droit de grève étant bien entendu incompatible avec l'existence de la censure et l'absence de liberté syndicale ».

LE COUT DES GRÈVES SELON L'AGENCE PAP

Soixante-trois bateaux sont bloqués dans le port de Gdansk et Gdynia depuis le lundi 18 août, a indiqué l'agence officielle polonaise PAP dans un communiqué sur les retombées économiques de la grève sur le littoral de la Baltique. Quelque 130 000 tonnes de pétrole brut attendent d'être déchargées, 75 000 tonnes de céréales (fruit rare sur le marché polonais) menacent de pourrir et des cargaisons entières de fourrages sont dans l'impossibilité de livrer.

La situation, qualifiée l'agence, coûte de 30 000 à 40 000 zlotys (1 000 à 13 000 dollars) par jour pour un bateau polonais et de 1 500 à 5 000 dollars pour un bateau étranger et 7 500 dollars dans le cas d'un pétrolier.

Pour l'exportation, tout départ est bloqué pour 140 000 tonnes de charbon, 20 000 tonnes de soufre, 3 000 tonnes de bois de construction, 37 000 tonnes de ciment, 12 000 tonnes d'engrais et 9 000 tonnes de produits sidérurgiques.

Les pertes à la production des chantiers navals de Gdynia sont évaluées à 2,1 millions de zlotys (200 000 dollars) par jour, celles des chantiers de Gdansk seraient plus élevées.

Cette situation, conclut l'agence, dont la dépêche est reproduite dans la presse polonaise mercredi matin, ne fait que reculer le moment où une amélioration des conditions de vie sera possible. — (A.F.P.)

(Suite de la première page.)

La reconnaissance des libertés syndicales ne constituerait pas dans ses conditions un séisme alors qu'aucune des forces influentes du pays — consciente de ce qu'est l'équilibre européen — ne songe à remettre cet équilibre en cause.

Si c'est non, si le refus aujourd'hui catégorique est maintenu, deux scénarios sont possibles. Première hypothèse : le mouvement de grève ne continue pas à s'étendre géographiquement. Les autorités jouent le pourrissement, tablent sur le désengagement de Gdansk accentuant en même temps la pression policière en empêchant par exemple les délégués des usines de se rendre aux réunions du comité de grève interentreprises et organisent en plus du blocus téléphonique, la disette. Parallèlement, pour répondre à l'énorme mécontentement général et faire un geste de bonne volonté, elles accordent une certaine autonomie aux syndicats officiels, démocratisent leur fonctionnement et mettent en œuvre quelques réformes susceptibles de leur assurer un soutien, une neutralité tout au moins, des cadres intermédiaires. La grève s'étioffe à la longue ; c'est le retour à la normale. La Pologne n'a pas pris le tournant indispensable à la solution de ses difficultés, mais le parti peut souffler. C'est la hypothèse rose, celle du pouvoir s'effaçant, celle qui fonde pour l'instant la tactique officielle.

Petit chef-d'œuvre de propa-

gande bien faite, le journal télévisé de mercredi soir était ce que l'on pouvait faire de mieux dans cette optique : vues de Gdansk et de Szczecin ; les deux grèves y durent (tout le monde le sait, pourquoi le cacher ?), le vice-président essaya de négocier. C'est difficile et surtout difficile pour les écoliers qui n'ont pas pu se rendre à l'école le jour de la rentrée des classes ; les employés qui doivent se lever deux heures plus tôt pour aller à leur bureau ; les retraités ; les mères de famille ; pour tous, en fait, à cause des pertes importantes apportées à l'économie nationale par l'inactivité des usines. Suivit un tour des principales villes industrielles au travail, sous forme de courtes « tables rondes » avec des représentants des différentes couches sociales.

Extraits de ces débats, on demeurait presque alertes et parfois à la limite des critiques admises : « La vie est vraiment dure en ce moment mais il n'y a qu'un seul moyen de nous en sortir : travailler » ; « Nous faisons tout notre possible mais il nous manque des pièces bloquées par les grèves » ; « La planification est mal faite, il faudrait décentraliser la gestion de l'industrie, définir des perspectives à plus court terme et cesser de croire que les réformes sont impossibles tant que les déséquilibres persistent » ; « Les syndicats sont très actifs dans toutes les activités d'assistance sociale mais ne remplissent pas leur rôle ».

Venait ensuite une interview des membres de la direction des

syndicats ; il y a bien des choses qui ne vont pas dans notre fonctionnement, nos militants manquent d'audace dans leurs activités, nous faisons quand même beaucoup, mais... la presse passe notre action sous silence. Et enfin, une interview des responsables d'un groupe catholique officiel qui a cité une déclaration du cardinal-primat prononcée dimanche au cours d'un pèlerinage à Wambierzyce et qui n'avait pas été publiée par l'épiscopat jusqu'à maintenant. Cette déclaration parle dans le même temps du « monde ouvrier qui tente d'obtenir les droits sociaux, moraux, économiques et culturels dus à la nation » et de la nécessité de « bien travailler en pleine conscience et responsabilité » sans « dissiper les dons de la nation ». Mgr Wysynski doit recevoir ce jeudi l'évêque de Gdansk, le cardinal de Poznan, pourrait être précisée à cette occasion.

L'intelligentsia un peu dépassée

Deuxième hypothèse : les grèves s'étendent en dehors du littoral baltique. Cela pourrait être le cas à Varsovie même, où des délégations ouvrières se sont rendues chez le maire, porteurs de revendications et assez menaçantes. Ce peut être le cas à chaque instant, n'importe où. Le pouvoir se crispe alors dans une attitude de négociation. L'affrontement devient vite inévitable ; la dynamique de la violence imprévisible s'enclenche et, même limitée, c'est la tragédie pour tous. La Pologne qui, déjà bien malade, mettrait très longtemps à se remettre d'une effusion de sang.

Anxieuse, un peu dépassée par les événements, l'intelligentsia libérale tente depuis mardi de faire entendre sa voix en appelant le parti à des réformes réelles et les grévistes au réalisme. Le D.P., groupe oppositionnel modéré, qui aurait préféré ne pas voir se réaliser si vite tout ce qu'il prédit depuis deux ans, estime que « la responsabilité de ce qui se passe actuellement incombent totalement au pouvoir » et se crée un jeu politique démocratique. Dans le même esprit, les membres de l'Académie des sciences, appellent la direction à négocier sans tarder avec le M.S.K. de Gdansk.

Varsovie politique, comme un songe pour celui qui sort de quatre jours à Gdansk, trémit, elle, de rumeurs sur le prochain plenum du parti qui devrait se

M. ROCARD NE CROIT PAS A UNE INTERVENTION SOVIÉTIQUE

M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du P.S., a été interrogé, mercredi soir 20 août, au micro de R.M.C. sur l'hypothèse d'une intervention soviétique en Pologne. M. Rocard a notamment indiqué : « Les chances de succès d'une éventuelle intervention soviétique en Pologne seraient faibles, et comme les dirigeants soviétiques sont des gens responsables, je n'y crois pas ».

Le député des Yvelines a cependant ajouté que, si l'U.R.S.S. intervenait, le gouvernement français devrait témoigner au peuple polonais la solidarité de la France et devrait réagir ainsi : « Ne pas attendre douze heures avant que la position de la France soit connue, et elle ne peut être qu'une éternique désapprobation ; recevoir dans les locaux de l'ambassade (de France à Varsovie) quiconque écoperait une érainte pour sa vie, recueillir toutes les formes de manifestations de la Pologne et l'Union soviétique, de façon à faire payer un prix aux Soviétiques dans cette affaire ».

ARRESTATION DU MARI DE LA CORRESPONDANTE A VARSOVIE

DU « DAILY TELEGRAPH »
Londres (A.F.P.). — La police polonaise est intervenue, mercredi 20 août, au domicile de la correspondante du « Daily Telegraph », Mme Lucywo, dont le mari a été arrêté, rapporte le quotidien conservateur britannique. Mme Lucywo raconte qu'elle était en train de dicter un article lorsque les policiers ont presque enfoncé la porte de son appartement. Son mari ayant ouvert aux forces de l'ordre, quatre policiers en civil et un uniforme ont pénétré dans l'appartement, ajoute-t-elle. La fouille a duré cinq heures. A l'issue de la perquisition, Helena Lucywo a été laissée en liberté, mais son mari a été arrêté. La journaliste indique qu'elle a été suivie par une voiture quand elle est sortie de chez elle, mais qu'elle a réussi à la « semer » avant d'aller dicter son article chez des amis.

BERNARD GUETTA.

Le voyage du chancelier Schmidt en R.D.A. n'est pas remis en question à Bonn

De notre correspondant

Bonn. — Les dramatiques développements de la situation en Pologne pourraient-ils contraindre M. Schmidt à ajourner son rendez-vous de la semaine prochaine avec le président du Conseil d'Etat est-allemand, M. Honecker ? Du côté gouvernemental, certes, on s'efforce de démentir que le voyage du chancelier dans l'autre Allemagne puisse être remis en cause. Le scepticisme n'est pas dissipé pour autant. L'évolution de la crise polonaise restant imprévisible, des raisons sérieuses d'annuler la rencontre pourraient surgir à n'importe quel moment et le dirigeant ouest-allemand observant la marche des événements, avec ce que le quotidien de Bonn General Anzeiger appelle « une respiration suspendue ». Ils s'emploient cependant à maintenir que rien n'est changé sur le plan des rapports avec Berlin-Est et avec Varsovie, notamment en ce qui concerne le prêt d'un milliard deux cents millions de deutschmarks qu'un consortium bancaire vient, en principe, d'accorder au gouvernement polonais. L'opposition chrétienne-démocrate n'a pas perdu de temps pour demander que l'assistance financière promise au régime polonais soit suspendue (le Monde du 21 août). Les milieux financiers de la République fédérale, qui avaient déjà beaucoup hésité à accroître leurs avances à la Pologne, se demandent plus encore indispensables avant que l'argent promis aux Polonais soit transféré.

L'embarras des autorités est évident. Après avoir déjà proclamé à plusieurs reprises ces derniers jours que la République fédérale mise sur la « stabilité » en Pologne, le porte-parole adjoint du gouvernement a fait savoir mercredi à l'issue du conseil de cabinet que le gouvernement de Bonn s'abstenait de faire la moindre déclaration pouvant être interprétée comme une ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne.

Les dirigeants des syndicats et du parti social-démocrate (S.P.D.) s'en tiennent à des attitudes équivoques. Le président du syndicat I.G. Metall, M. Loderer, a assuré les grévistes polonais de la solidarité des travailleurs ouest-allemands. Mais il n'a pas question, selon lui, de le mouvement syndical de la République

fédérale accordant une aide concrète aux ouvriers de Gdansk. De son côté, le président du S.P.D., M. Brandt, a estimé que la tâche des pays occidentaux était de voir comment une assistance économique efficace pourrait être fournie à la Pologne et a exprimé le vœu — pieux — que la crise polonaise ne devienne pas un thème électoral en République fédérale.

Le président du Conseil d'Etat est-allemand, M. Honecker, ne va-t-il pas juger le moment peu favorable pour une rencontre avec le chancelier ouest-allemand ? Même si la situation économique de la R.D.A. est beaucoup moins précaire que celle de la Pologne, le danger d'une contagion ne peut pas être exclu. Aussi brèves que soient les occasions offertes à M. Schmidt d'entrer en contact avec la population est-allemande à Gdansk et à Hoscok, il est donc possible que les autorités de Berlin-Est ne souhaitent pas voir le train spécial du chancelier ouest-allemand traverser leur pays. Enfin, M. Schmidt pourrait-il décider de rencontrer M. Honecker si, au même moment, la répression s'accroît sur les ouvriers polonais ?

A un mois et demi des élections au Bundestag, le chancelier comptait sur ses rencontres avec M. Gierek et avec M. Honecker pour apparaître plus encore comme le champion de la détente. Mais l'image du dirigeant polonais qui avait toujours été présenté ici comme un interlocuteur privilégié, est désormais très dévaluée. Quant à M. Honecker, il passe pour être dans le camp oriental, l'un des partisans les plus décidés de la manière forte. Jusqu'à présent, M. Strauss n'avait pas vraiment réussi à se démarquer de M. Schmidt en ce qui concerne la politique de la R.F.A. vis-à-vis de l'Est. Un affrontement sérieux en Pologne lui permettrait d'illustrer ses thèses selon lesquelles la politique de détente de M. Schmidt est « illusoire ».

JEAN WETZ.

● Les échanges commerciaux entre la R.D.A. et l'Allemagne fédérale ont augmenté de 37 % durant les six premiers mois de 1980 par rapport à la même période de 1979 pour atteindre 8,7 milliards de marks. Selon le ministère fédéral de l'économie, le montant total des échanges devrait pour l'ensemble de 1980 être de 15 milliards de marks, contre 9,5 milliards en 1979, à la suite d'un ralentissement de leur croissance lors du second semestre. — (Reuters.)

IL Y A DOUZE ANS

Les chars du pacte de Varsovie entraient à Prague

Il y a douze ans, les armées de cinq pays du pacte de Varsovie mettaient fin au « printemps de Prague » et à la tentative d'instauration d'un « socialisme à visage humain » en envahissant la Tchécoslovaquie dans la nuit du 21 août 1968. Les Soviétiques avaient prétendu alors que leur « aide fraternelle » avait été demandée par des « communistes honnêtes » qui n'ont pas été identifiés à ce jour.

Les Soviétiques espéraient aussi pouvoir rapidement constituer une équipe de renchange pour remplacer M. Dubcek et ses collaborateurs, ils n'avaient pas pris, comme pour l'Afghanistan, la précaution de mettre sur pied un préalable un gouvernement à leur solde. La Tchécoslovaquie entière, incrédule, se souleva et résista passivement. Il fallut encore huit mois aux Soviétiques pour mettre au pas leur allié et confier à M. Gustav Husak le soin de « normaliser » la situation.

Depuis, tant bien que mal, les autorités tchécoslovaques ont tenté de regagner l'audience du monde extérieur. Les relations d'Etat à Etat ont bien été rétablies, mais la situation interne est telle que l'estime n'est pas encore au rendez-vous. Bien au contraire, la communauté internationale surveille de près tous les actes de répression à l'encontre des partisans du « printemps de Prague », chassés de partout et exclus de la vie normale, comme des défenseurs des droits civiques réunis sous la bannière de la Charte 77 ou

du V.O.N.S. (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies).

Aussi, par exemple, les autorités tchécoslovaques ont annulé un colloque international sur la logique symbolique qui devait se tenir à Prague du 24 au 30 août à l'Institut de mathématique de l'Académie des sciences de Tchécoslovaquie. Le motif officiel : « Des circonstances techniques imprévisibles ». En fait, la Société française de logique, de mathématique et de philosophie des sciences avait, l'hiver dernier, estimé « inacceptable » la condamnation du logicien Vaclav Benda et de ses amis du V.O.N.S. Et dans une lettre à l'ambassadeur de Tchécoslovaquie à Paris, elle attirait l'attention « sur le problème de conscience que ne manquerait pas de poser à de nombreux logiciens leur participation au colloque international de logique organisé à Prague durant l'été prochain, au moment où l'un des leurs s'y trouverait emprisonné dans de telles conditions ».

Une médaille d'or pour l'atelier Grapus

D'autre part, Grapus, un atelier de création collective (affiche, graphique et édition), dont les membres appartiennent au P.C. français, a reçu cette année une médaille d'or à la Biennale internationale des arts graphiques de Brno pour les journaux du Théâtre de la Salamandre. Cet atelier avait obtenu en 1978, à Brno, le grand prix de la Biennale pour l'affiche « Marx auto-stopper » des Jeunesses communistes. Les membres de l'atelier se sont rendus, en juin 1980, à Brno, pour recevoir les deux médailles. Celle de 1978 était assortie d'une bourse de 20 000 couronnes.

De passage à Prague, les membres de l'atelier Grapus ont rencontré des

représentants de la Charte 77. Leur action en vue du strict respect de la légalité et de la défense des libertés en Tchécoslovaquie, de l'arrêt des procès politiques, de l'arrêt des répressions et des discriminations politiques, de la mise en liberté des prisonniers politiques, notamment de Vaclav Havel et de Jaroslav Sabata, et de l'amnistie politique, leur paraissent entièrement fondées, ils ont remis aux responsables de la Charte 77 le montant de leur bourse de la Biennale de Brno 1978.

L'Humanité, enfin, tient à rappeler que sa « désapprobation » de l'invasion persiste : « Douze ans, déjà, douze ans qui n'ont pas entamé notre désapprobation, écrit l'organe central du P.C.F. Le socialisme était en péril, s'est-on dit pour expliquer l'intervention militaire. Or tel n'était et n'est toujours pas l'avis des communistes français. La P.C. de Tchécoslovaquie était engagée à l'époque dans un processus de développement de la démocratie socialiste. Avec ses imperfections, avec aussi son originalité. Et ses espoirs. Bien entendu, des forces hostiles au socialisme ont tenté de l'attaquer au système social qui, malgré oppositions et freinages, engendrait linéairement les libertés, toutes les libertés. Et les manipulations venues de R.F.A. et d'ailleurs n'ont pu se transformer en une intervention directe de l'impérialisme. Dès lors, le peuple tchécoslovaque et son parti n'avaient-ils pas les forces suffisantes pour combattre les adversaires du socialisme ? Et n'était-ce pas à eux, et à eux seuls, d'agir afin de préserver et renforcer les conquêtes du socialisme ? Nous persistons à croire que oui ».

Mais pourquoi les communistes français ont-ils jugé utile de changer la « réprobation » exprimée si tôt après l'événement pour un vocabulaire moins critique. Celui de « désapprobation » ? — Amb.

LE TYRAN EST MORT
VIVE LA TYRANNIE

PROCHE-ORIENT

AFRIQUE

Israël

L'expulsion de trois personnalités cisjordanien Le verdict de la Haute Cour n'exclut pas un nouveau recours

De notre correspondant

Jérusalem. — Le recours présenté par les trois personnalités de la région d'Ébron (Cisjordanie) expulsées en mai, a été rejeté (Le Monde du 20 août). Toutefois, la décision rendue le 19 août par la Haute Cour d'Israël n'est pas aussi tranchée qu'il y paraît au premier abord. Elle a laissé perplexes beaucoup de ceux qui, tout en Israël, qu'en Cisjordanie, attendaient avec inquiétude depuis plus d'un mois. Cette confusion n'aurait-elle pas été voulue par des magistrats soucieux d'éviter des réactions violentes dans les territoires occupés ?

À la lecture de l'arrêt, on découvre qu'une porte étroite a été laissée entrouverte pour un nouveau recours des maires d'Ébron et de Khalkhoul : MM. Fahed Kawasneh et Mohamed Milhem. Conduites à la frontière libanaise quelques heures après l'arrestation, les trois personnalités avaient été empêchées de comparaître devant une commission militaire d'appel. Cette commission, qui devait être constituée par la Haute Cour, n'avait donc pas eu la possibilité de se défendre. L'un des membres de la Haute Cour a estimé que cela suffisait pour justifier l'annulation de l'expulsion mais les deux autres juges, eux, considéraient qu'il y a un moyen différent de réparer l'erreur commise : il s'agit de recommencer la procédure en autorisant cette fois les maires d'Ébron et de Khalkhoul à se présenter devant la commission. Mais les magistrats n'ont pas dans quel délai cette commission pourrait se réunir.

D'autre part, ils posent une condition préalable : les deux maires devraient accepter de transmettre une déclaration écrite démentant ou expliquant les propos qui leur ont été reprochés. Ils devraient en outre affirmer qu'ils acceptent l'autorité du gouvernement militaire israélien en Cisjordanie. L'avis des juges sur ce point semble prendre un tour politique car, avec une telle condition, la Haute Cour laisse entendre

que le bénéfice de la justice israélienne ne peut être accordé qu'à ceux qui ne contestent pas le régime militaire en Cisjordanie.

Pour rétablir ce principe, le président de la Haute Cour se réfère à un arrêt rendu en 1966 qui interdisait à une liste socialiste arabe de se présenter aux élections législatives israéliennes parce que les partisans de cette liste défendaient des opinions remettant en cause l'existence d'un État juif. C'est aussi en vertu de ce principe que le cas du cheikh Rajab Tammil, président du forum islamique d'Ébron, a été dissocié de celui des deux autres ; il ne pourra pas profiter de la proposition faite par la Haute Cour car les propos qu'il a tenus ont été jugés trop violemment hostiles à l'État d'Israël.

C'est avec une amère résignation que les Palestiniens de Cisjordanie ont accueilli la nouvelle du refus opposé par la Haute Cour. Comment pourrait-on encore avoir des élections ? Tel était le ton de la plupart des commentaires. Il y a eu toutefois quelques hésitations à propos de la nature de l'offre faite aux maires d'Ébron et de Khalkhoul. Mais, dans les milieux politiques de Cisjordanie, on a vite conclu que cette offre n'était qu'un faux-semblant destiné à tromper l'opinion, et qu'il était donc inutile de la discuter. Mais, dans les milieux politiques de Cisjordanie, on a vite conclu que cette offre n'était qu'un faux-semblant destiné à tromper l'opinion, et qu'il était donc inutile de la discuter.

Francis Cornu.

Le blocage de la négociation sur l'autonomie

Le Caire n'aurait plus confiance dans le délégué américain

De notre correspondant

Le Caire. — Le gouvernement égyptien est actuellement l'objet de pressions diplomatiques américaines pour reprendre les négociations avec Israël sur l'autonomie palestinienne. Celles-ci ont été suspendues le 2 août par le refus pour protester contre la consécration de Jérusalem réunifiée comme « capitale éternelle » de l'État juif.

Une rencontre ministérielle israélo-égyptienne sous l'égide américaine et consacrée aux territoires arabes occupés est actuellement convoquée à l'automne par Washington, même si, comme c'est probable, elle devra être purement formelle. Les responsables égyptiens, d'habitude si pleins de bonne volonté à l'égard de desiderata américains refusent cette fois de satisfaire leur demande.

Il y a eu au moins trois raisons. D'abord le Caire estime, sans doute à juste titre, que M. Carter serait moins que jamais, en fin de campagne électorale, en mesure d'obtenir un assouplissement des positions israéliennes en faveur des Palestiniens. Ensuite, l'Égypte ne voudrait pas, en représentant l'arabe, donner le sentiment à l'opinion arabe et internationale qu'elle accepte le fait accompli à Jérusalem.

Mais la raison qui, dans l'immédiat, explique le mieux le ralliement du Caire réside, selon les milieux arabes égyptiens, dans la disparition au sein d'une bonne partie de ceux-ci de la confiance qu'ils avaient en M. Sollicito, représentant américain aux discussions sur l'autonomie.

Tout en reconnaissant les qualités de négociateur de M. Sollicito, les milieux arabes égyptiens se plaignent in petto de son attitude non impartiale penchant de plus en plus délibérément en faveur d'Israël. Ils reprochent à son succès rapide, au prix de nouvelles concessions uniquement égyptiennes. Il voudrait parvenir à un accord même partiel, même éphémère, uniquement dans un but électoral et pour satisfaire ses ambitions personnelles, soulignent-ils au Caire.

Est-ce à dire que le gouvernement égyptien ne verrait plus d'un bon œil la réélection de M. Carter ? Il est difficile de répondre dans les mêmes cercles égyptiens, car elle nous permettrait d'économiser les deux mois nécessaires à l'élaboration d'une nouvelle administration américaine. On ajoute au Caire : « Un accord obtenu artificiellement ne durerait personne et n'aurait finalement qu'une fausse route ».

Ce dernier est, comme MM. Kissinger et Strauss (auxquels l'Égypte est allée lorsqu'ils étaient respectivement secrétaire d'État et ambassadeur américain à Jérusalem), de confession israélienne, mais à aucun moment le Caire ne met en doute l'impartialité de ces deux personnalités. Le « profil » de M. Sollicito, diplomate surtout spécialisé dans les affaires sud-américaines, n'est en rien celui d'un « sioniste ». Sa seule activité en Israël, son habitude de présider le conseil de surveillance du séminaire théologique juif américain.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

A Paris

CONFÉRENCE DE SOLIDARITÉ AVEC LES JOURNALISTES ÉGYPTIENS

Organisée sous l'égide de la Fédération générale des journalistes arabes (F.G.J.A.), la Conférence de solidarité avec les journalistes égyptiens a ouvert ses travaux le mercredi 20 août à Paris.

Dans son allocution d'ouverture de cette réunion de deux jours, le président de la F.G.J.A., M. Saad Hamoudi, a attaqué les accords de Camp David, qui, selon lui, « portent atteinte à l'avenir, voire à l'existence même des Arabes » et fait l'éloge des journalistes égyptiens « qui ont refusé de se soumettre ». M. Hamoudi a rappelé « la lutte de ces journalistes et des journalistes arabes en général, dont certains ont donné leur vie pour défendre la liberté et le bonheur de leurs concitoyens ».

Le président de la F.G.J.A. a indiqué que l'Irak se proposait d'accorder un passeport irakien à tout journaliste égyptien à qui le Caire retirait le passeport et de lui garantir le libre passage, le travail dans un organe de presse irakien.

M. Gérard Gatnot, membre de l'Organisation internationale des journalistes et de la C.G.T., ainsi que M. Michel Lemerle, représentant du Syndicat français des journalistes étrangers (S.F.J.E.), se sont déclarés solidaires avec les journalistes égyptiens persécutés dans leur pays.

Tunisie

Le mouvement de l'unité populaire repousse les avances du gouvernement

De notre correspondant

Tunis. — Le mouvement de l'unité populaire (MUP), qui se réclame de la politique socialiste qu'aurait, avant 1970, M. Ahmed Ben Salah, n'a pas l'intention de répondre favorablement, pour le moment, aux avances que le gouvernement a fait ces derniers mois en direction de l'opposition (Le Monde du 5 août).

Dans un communiqué diffusé le mardi 19 août à la suite d'une « conférence nationale » qu'il a tenue à Tunis en juillet, le MUP considère que « malgré les changements apparus dans la personnalité et dans le style », il n'y a pas lieu de participer à des tentatives de solutions politiques ponctuelles ou partielles tant que ne seront pas apparues les prémices d'un changement fondamental et réel, tel que l'annulation générale et le respect des libertés publiques. Il rejette les propositions des autorités tendant à associer tous les courants d'opinion à des consultations sur certains grands problèmes, tel celui de la préparation du prochain plan de développement.

Lors de cette « conférence nationale », indique le communiqué, il a été recommandé d'introduire un amendement en vue d'obtenir un visa pour la constitution d'un parti politique et, à cette fin, un « conseil national » et un « bureau politique » ont été élus. L'identité des membres de ces deux instances n'a pas été rendue publique mais, par contre, il est précisé que M. Ben Salah, toujours réfugié à l'étranger, a été confirmé dans ses fonctions de secrétaire général du mouvement.

Enfin, le MUP a décidé de poursuivre ses démarches en vue d'obtenir l'autorisation de demander depuis plus de deux ans de publier un journal.

Cette prise de position, la première exprimée nettement et officiellement par l'un des mouvements se situant en marge du régime, intervient alors que le pouvoir s'efforce de démonter — non sans succès — à l'opinion que les mesures politiques sont en train d'évoluer radicalement. C'est ainsi qu'au sein du parti, les hommes réputés jusqu'ici « rattachés », souvent considérés — à tort ou à raison — comme les menaces de « moudjahid » dont l'existence a cependant toujours été niée, se voient aujourd'hui frappés de mesures d'expulsion, imputées dans des affaires de justice, quand ils ne sont pas purement et simplement condamnés, comme ce président d'une cellule de la banlieue sud de Tunis, auquel viennent d'être infligés quatorze mois de prison pour coups et blessures, atteinte à la propriété d'autrui et vol.

Qu'un Tunisien veuille donner ou rendre la tête d'une bande et s'essayer à des manœuvres d'intimidation, cela ne passe pas, a déclaré récemment le premier ministre, M. Mohamed Mzali. Je veux assurer en commençant par le haut, car nous devons donner l'exemple. Et il y a tout lieu de penser que cette « campagne de moralisation » — le mot de purge est rejeté par les officiels — va se poursuivre dans les semaines à venir, parallèlement aux tractations en cours en vue d'un déblocage de la crise syndicale. Celle-ci a d'ailleurs connu de nouveaux développements ces derniers jours avec la prise de position de plusieurs membres de l'actuelle direction de la centrale ouvrière — désormais divisée — en faveur des anciens dirigeants condamnés après les émeutes du 26 janvier 1978. Quatre des douze membres du bureau exécutif et les représentants d'une quinzaine de fédérations professionnelles ont en effet demandé à M. Bourguiba de les amnistier, afin qu'ils soient de nouveau en mesure d'exercer leurs activités syndicales et de participer à la préparation du prochain congrès prévu pour le premier trimestre 1981.

MICHEL DEURÉ.

Maroc

ANNONÇANT D'IMPORTANTES RÉFORMES Le roi Hassan II désavoue l'action de ses ministres du logement et de l'éducation

De notre correspondant

Rabat. — Le roi Hassan II a prononcé, mercredi soir 20 août, à l'occasion de l'anniversaire du départ de son père Mohammed V, en exil — date commémorée au Maroc sous le nom de « révolution du roi et du peuple » — un discours qui ne manquera pas d'avoir un grand retentissement. Il a ordonné son propos autour de trois problèmes : logement, construction et éducation, à propos desquels il a indirectement critiqué voire désavoué l'action de son gouvernement et même des partis gouvernementaux.

Le premier problème concerne les loyers. L'Assemblée des représentants marocaine en avait débattu en avril, pour aboutir, au mépris des propositions et des protestations de l'opposition socialiste (U.S.F.P.) et communiste (P.P.S.), à une nouvelle confirmation de la liberté du marché.

À la veille de la session de printemps, le Parlement avait été saisi de quatre projets, dont deux venaient des deux principaux partis gouvernementaux (Rassemblement national des indépendants et Istiqlal) et les deux autres des deux partis d'opposition.

Ces derniers visaient à limiter automatiquement les hausses des loyers ou même à les bloquer en partie ou en totalité. Mais, finalement, M. Abbas Fassi, ministre du logement (Istiqlal) a voté un projet qui maintenait la liberté du contrat et accordait peu de garanties nouvelles aux locataires.

Mais étant donné l'exiguïté du marché dans un pays où règne une démographie galopante et où le nombre de foyers modestes, dont les revenus n'atteignent même pas le SMIC (800 dirhams), est énorme, il est évident que le marché aboutirait à une aggravation constante de la crise du logement et à une augmentation effrénée des loyers (2). Elle trahit d'autant plus durement les foyers modestes qu'un nombre de plus en plus grand de logements neufs sont destinés aux classes aisées ou moyennes.

Dans ce contexte crucial, le roi Hassan II a visiblement décidé de frapper un grand coup. Après avoir déclaré qu'il voulait « rendre la vie plus facile » aux familles les plus défavorisées, il a annoncé que les loyers seraient réduits d'un tiers pour tous ceux qui gagnent moins de 1 500 dirhams par mois. En outre, une exonération fiscale totale pour quinze ans serait accordée aux constructeurs de logements à usage d'habitation, de façon à favoriser l'édification du bâtiment et à créer des emplois nouveaux.

À propos de l'éducation — dont le ministre, M. Abdelhak Laraki (Istiqlal) a souligné récemment (Le Monde du 7 août) un concert de protestations en limitant le nombre des admissions dans les universités — le roi a annoncé qu'il allait réunir, avant la fin du mois, les représentants des organisations politiques, syndicales, estudiantines, de parents d'élèves et des autres secteurs concernés pour discuter du problème. « Que cela dure dix jours ou un mois, s'est-il écrit, ces journées de l'éducation devront aboutir à une plus-justice. Si nous élaborons un programme, celui-ci tranquilliser nos enfants sur leur avenir et les débarrassera du doute et de l'inquiétude ».

Ce langage tranche avec l'assurance et l'optimisme du ministre de l'éducation. Il s'agit dans ce domaine, comme dans ceux du logement et de la construction, d'une véritable reprise en main par le souverain de politiques qu'il juge sans doute susceptibles de provoquer de redoutables crises sociales.

ROLAND DELCOUR.

(1) 1 dirham = 1,10 F.
(2) Le RUD évaluait, dans un rapport publié en avril, à deux millions le nombre des citoyens qui ne disposaient même pas de 1 200 dirhams par an et se trouvaient au-dessous du seuil de la pauvreté absolue.

OCÉANIE

Australie

Augmentation importante des dépenses militaires

Le gouvernement australien a décidé d'augmenter de 17 % ses dépenses militaires, en raison des inquiétudes causées par l'expansionnisme militaire soviétique en Asie. C'est ce qui ressort, nous l'avons vu, de notre correspondant à Sydney, du nouveau budget qui a été présenté au Parlement mardi 19 août. Plus de 2,5 milliards de dollars australiens ont été affectés à la défense ; il s'agit, semble-t-il, d'un premier pas vers un accroissement des crédits de défense.

Cet accroissement des dépenses militaires montre que le gouvernement compte utiliser le thème de l'expansionnisme soviétique dans la campagne électorale en vue des élections législatives qui doivent se dérouler avant la fin de l'année, peut-être en octobre. Le budget est typiquement un budget électoral, on y trouve aucune hausse des taxes ou du prix du tabac et de l'alcool, et pour la première fois depuis sept ans, il sera équilibré.

D'autre part, M. Ian Sinclair, qui avait dû abandonner son poste de ministre des industries primaires, après avoir été accusé de fraude fiscale, a été déclaré innocent par le tribunal de Sydney. Il a réintégré le gouvernement comme représentant spécial pour le commerce chargé des relations avec la C.E.E.

Quant au premier ministre des Nouvelles-Galles du Sud, M. Neville Wran, il a été élu au début d'août à la présidence du parti travailliste, en remplacement de M. Neil Batt, qui avait quitté son poste en juillet pour prendre la tête de la mission de l'UNICEF au Bangladesh. M. Wran est une des personnalités les plus populaires du Labour.

Toutefois, selon le Guardian

En échange d'une aide économique de Riyad

UNE DIVISION PAKISTANAISE POURRAIT ÊTRE MISE À LA DISPOSITION DE L'ARABIE SAOUDITE

Des conversations sont en cours entre le Pakistan et l'Arabie Saoudite sur le thème d'un échange de troupes pakistanaises en territoire saoudien, a-t-on appris à Washington dans les milieux proches du gouvernement cités par le New York Times et l'A.P.P. Plusieurs milliers de soldats de haut rang se sont récemment rendus à Riyad pour discuter de ce projet. Selon ces informations, une division pakistanaise forte de 12 000 hommes pourrait être envoyée en Arabie Saoudite, dont les dirigeants s'inquiètent de l'instabilité dans la région, en particulier avec la crise iranienne, et dont l'armée est encore peu nombreuse et inexpérimentée. En échange de cette assistance militaire, le Pakistan réclamerait une somme de 1 milliard de dollars.

Le département d'État se refuse à confirmer ces informations, mais il est probable, estiment les milieux américains bien informés,

que les États-Unis accueilleraient favorablement un tel accord, « il est dans l'intérêt de l'Arabie Saoudite de voir une Arabie Saoudite aussi forte que possible », a déclaré un haut fonctionnaire du département d'État. Jusqu'à présent, l'Arabie Saoudite s'était opposée à la présence sur son territoire de troupes étrangères, notamment américaines.

[Le Pakistan a déjà fourni une assistance militaire à plusieurs pays du Proche-Orient. Des pilotes et de techniciens pakistans ont déjà été envoyés dans des pays du Golfe et en Jordanie, tandis que de nombreux travailleurs venus du sous-continent indien pallient le manque de main-d'œuvre de la région. Par ailleurs, le Pakistan, qui connaît une situation économique difficile et qui a rejeté récemment une offre d'aide américaine, a grand besoin de l'assistance étrangère et, en particulier, de celle des pays islamiques.]

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

● LE CHANCELIER KREISKY a annoncé, mercredi 20 août, que l'Autriche n'honorerait pas le contrat passé par la firme Steyr-Daimler-Fuch avec le Chili, portant sur le livraison à ce pays d'une centaine de chars légers Kuirassier. Ce contrat, jugé dans certains milieux contraire à la neutralité de l'Autriche, avait soulevé de nombreuses protestations (Le Monde du 13 août). — (A.F.P.)

Argentine

● LE FILS DE NOEMI ESTHER GIANOTTI DE MOLINO, l'une des « folles de la place de Mai », à Buenos-Aires, disparue à Lima le 12 juin et retrouvée morte à Madrid le 21 juillet, affirme que les « rivaux » de sa mère sont « des agents du régime terroriste de Videla secondés par des membres des services secrets péruviens ».

Colombie

● UN SOUS-OFFICIER ET ONZE SOLDATS DE l'armée colombienne ont été pris en otage le lundi 18 août par des guérilleros des FARC (Forces armées révolutionnaires) qui leur avaient tendu une embuscade, a annoncé le mercredi 20 août le ministre de la Défense colombien. Au cours de l'affrontement, trois soldats ont été tués et trois autres

blessés. L'armée a lancé une opération de recherches, à laquelle participent cinq cents soldats et trois avions. — (A.F.P.)

El Salvador

● DIX-SEPT GUÉRILLEROS ont été tués mercredi 20 août dans l'est du pays au cours d'un des affrontements les plus durs des jours derniers, a annoncé le porte-parole du ministère de la Défense salvadorien. Plusieurs unités de l'armée, a-t-il précisé, ont lancé une opération contre les Ligues populaires 28 février (L.P. 28). D'autre part, cinq cadavres de jeunes gens, criblés de balles, ont été découverts à l'est de la capitale. — (A.F.P.)

Guatemala

● UN DIRIGEANT DEMOCRATE CHRISTIEN GUATEMALTEQUE a été assassiné,

mercredi 20 août, devant ses élèves, par un commando d'extrême droite, dans le département de San Marcos, à l'ouest du pays. M. Ruben Merida Escobar était représentant du parti démocrate chrétien dans son département et avait été candidat aux élections législatives en 1978. En juin, le parti démocrate chrétien avait fermé tous ses locaux et retiré ses députés du Parlement « pour des raisons de sécurité ». Cependant, cette semaine, il avait repris ses activités et appelé à un vaste dialogue national « sur la violence et le rétablissement de la paix ». D'autre part, les corps de onze jeunes gens, présents dans des tracts de surveillance et de tortures, ont été découverts, mercredi, dans les environs de la capitale. Les cadavres, dont deux seulement ont pu être identifiés, ont été trouvés sur les lieux de l'attentat dont avait été victime, mardi 19, le vice-ministre de l'Intérieur, M. Juan de Dios Reyes (Le Monde du 21 août).

Un homme libre

Se Monde
LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Spiridon
Règle internationale de course à pied créée en 1971
La plus complète et la plus illustrée des règles sportives. 432 pages en 1979. En vente par abonnement : 70 F (M. Bourquin, 20, av. de Champs, 9340 Le Raincy, C.P. 111442). À Paris, Bourquin ou à la Librairie des Sports, 10, rue du Faubourg Montmartre, Paris 9e.

Le Monde

société

Une femme, garde du corps

Le métier de garde du corps peut être dangereux. Ken Poteil le sait. Qu'il importe il y a deux ans, une petite annonce proposant une formation d'agent de protection rapprochée — il faut entendre par là garde du corps — lui donne l'occasion inespérée de faire le métier dont elle rêve depuis longtemps. Elle abandonne, sans coup férir, son emploi d'agent publicitaire, s'inscrit pour un stage de huit mois et ouvre sans tarder son cabinet à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il ne s'agit, pour Ken Poteil, ni d'un coup de tête, encore moins d'un projet fantaisiste, mais d'une authentique vocation pour la sécurité et la protection des individus.

C'est peu dire que Ken Poteil n'a nullement le physique de l'emploi : mince, de taille moyenne, rien ne s'apparente chez elle au profil de ceux que l'on nomme communément les « gorilles ». Ce mot, dit-elle, le fait frémir : « Je veux combattre les réticences des femmes. Être garde du corps requiert avant tout des qualités de discrétion et de rigueur que les femmes ont tout autant que les hommes. Elles sont, de surcroît, plus à même de passer inaperçues. » Deux critères président au choix de ses clients : une enquête qu'elle fait à leur insu et dont elle ne veut pas dévoiler les modalités et l'argent : la sécurité n'est pas un bon marché ; 250 F, c'est ce que coûte une heure des services de Ken Poteil. « Il faut bien faire une sélection, rétorque-t-elle, l'argent en est une, peut-être pas la plus mauvaise. De toute façon, je suis prête à déjouer quiconque m'appréhende. Mais je suis la seule femme garde du corps pour toute la population de Paris. »

Les missions qu'elle exécute sont très diversifiées. Plus que des individus, ce sont des fonds qu'elle protège. Elle accompagne ses clients à leur banque, puis les reconduit à leur domicile. Avec la plus grande discrétion, elle sait tout voir, observer tout le monde, repérer l'individu suspect — qui pourrait représenter un danger. « Je suis prête à intervenir à tout moment, et je peux, s'il le faut, immobiliser l'agresseur quelle que soit sa taille. Bien entendu, je n'utilise pas d'armes, les techniques de défense suffisent amplement », assure-t-elle. Par bonheur, rien de tel ne s'est produit. Ce travail, devenu une routine, lui est indispensable pour vivre et se faire connaître, mais elle souhaite désormais mener à bien son projet initial : défendre plus particulièrement les femmes et les enfants, parce que, dit-elle, « ce sont les plus menacés et, paradoxalement, les moins protégés. »

POLICE

Une campagne de protestation de deux syndicats

« Ces C.R.S. que l'on appelle S.S. »

« Nous assistons à l'ouverture d'un large conflit entre les organisations syndicales autonomes de la police nationale et le ministère de l'Intérieur », avait annoncé au début du mois de juillet les représentants de la F.A.S.P. (Fédération autonome des syndicats de police) à l'issue d'une entrevue avec M. Christian Bonnet à propos des sanctions frappant dix gardiens de la C.R.S. n° 60 basés à Avignon (Vaucluse) pour « participation à un acte d'insubordination collective » (Le Monde des 28 juin et 4 juillet).

Cent seize policiers de la C.R.S. n° 60 avaient refusé d'occuper un cantonnement lors du dernier Festival du film à Cannes estimant que les normes minimales d'hygiène imposées par une instruction ministérielle n'étaient pas respectées. Après ce refus quasi unanime, onze policiers ont été traduits en conseil de discipline et dix ont été effectivement sanctionnés : six révoqués, deux rétrogradés et deux mutations d'office.

Une campagne d'information publique

La F.A.S.P. à laquelle s'est joint le S.N.A.P.C. (Syndicat national autonome des policiers en civil), considère que ces hommes sont des « otages » et que cette affaire constitue « une atteinte grave aux droits d'expression dans la police ».

C'est pour dénoncer ces atteintes au droit syndical dans la police que ces deux syndicats (1) organisent, vendredi 22 et samedi 23 août, une campagne d'information publique au cours de laquelle seront distribués des tracts dans les aéroports, aux postes-frontières, dans les stations balnéaires et aux abords du ministère de l'Intérieur, intitulés « Ces C.R.S. que l'on appelle S.S., sans que touristes ».

CIRCULATION

SOIXANTE-DOUZE MILLE AUTOMOBILISTES TUÉS EN EUROPE EN 1978

Soixante-deux mille personnes ont été tuées en 1978 dans dix-huit pays européens à la suite d'accidents de la route, selon les dernières statistiques de la Conférence européenne des ministres des transports.

En 1978, au total, on a dénombré dans les pays européens 71 633 tués et 2 104 455 blessés pour un parc automobile de cent millions de véhicules. Par rapport aux années précédentes on note une diminution sensible des tués au Luxembourg, en France, aux Pays-Bas, en Finlande, une diminution légère en R.F.A., en Italie et en Norvège, une augmentation sensible pour l'Irlande, l'Espagne, la Yougoslavie et une augmentation légère pour la Belgique, la Grande-Bretagne et le Portugal.

VINGT-NEUF SALARIÉS SONT MENACÉS DE LICENCIEMENT

Un P.-D.G. de Druguignan a disparu

Les vingt-neuf employés de la société Promotion immobilière dracenoise, à Druguignan (Var), ont occupé du 1^{er} au 12 août le siège de cette société, attendant le retour du P.-D.G., M. Romulus Fieschi, disparu depuis le 28 juillet. Ce retour se faisant attendre, le tribunal de commerce de la ville a décidé de mettre l'entreprise en règlement judiciaire.

De notre correspondant

Toulon. — M. Fieschi, homme affable âgé de cinquante ans, travaille dans l'immobilier depuis une vingtaine d'années. Il a mené à bien de grands programmes et livré plus de trois cents logements sur la seule ville de Druguignan. Au moment de sa disparition, il travaillait à deux réalisations importantes : la première pour l'ASSÉDIO, à Fréjus, ainsi qu'à un groupe de deux immeubles à Druguignan, « les Hélices ». Dans les deux cas, le promoteur en était à la phase finale des travaux, et aucun problème n'avait surgi. Pourtant, vendredi 8 août, date de l'échéance de la paie, il ne s'est pas présenté au siège de la société.

On devait apprendre ce même jour que M. Fieschi avait déposé chez un notaire un certificat médical faisant mention d'une dépression nerveuse. Ce qui ne justifie pas que lui-même, sa femme

et son fils se soient réfugiés, comme divers indices le laissent penser, en Uruguay. Pourquoi, sous le coup d'une simple dépression, M. Fieschi a-t-il disparu ? On estime que la situation financière de son entreprise était précaire. Certes, il avait eu des difficultés à payer l'ORSSAF volé un an, mais il les avait surmontées. En revanche, il semble que la chute du chah lui ait fait perdre le bénéfice d'une importante opération en Iran. Son déconfort bancaire, qui serait proche de 10 millions de francs, correspondrait, en grande partie, aux prêts obtenus pour mener à bien ce programme. On murmure qu'un groupe étranger devait racheter la société, mais cette affaire n'était pas conclue. Disparu, le P.D.G. laisse derrière lui vingt-neuf salariés qui risquent d'être licenciés. (Interim.)

BIBLIOGRAPHIE

« Une informatique pour les administrés ? »

de Françoise Gallouedec-Geny

L'ordinateur tout-puissant, « le robot informatique qui ne sourit pas », nous livre, à travers des administrés, son point de vue sur les erreurs de facturation, des poursuites injustifiées au point de regretter parfois le temps des préposés revêches, par exemple, à tout prendre que les moustres froids auxquels ils ont cédé la place.

Partant de cette constatation, des chercheurs ont tenté de cerner l'influence de l'informatique sur la qualité des services que rend l'administration et sur les relations administration-administré. Des études de cas ont été menées, en 1976 et 1978 en Algérie, en Belgique, au Canada, en France, en Italie et en Tunisie, dont Mme Françoise Gallouedec-Geny, maître de recherches au Centre national de la recherche scientifique, tire dans ce livre les conclusions.

Le recours à l'informatique ne répond pas partout aux mêmes nécessités. Dans les pays en voie de développement, où le personnel compétent est rare, l'utilisation de l'ordinateur permet d'augmenter les fonctionnaires en sur-nombre à des tâches plus utiles à la collectivité. Dans les pays développés, l'informatique permet de limiter l'accroissement naturel des effectifs de l'administration.

Gain de personnel et de productivité sont les deux avantages recherchés. Sans l'informatique, la ville de London, au Canada, aurait été dans l'incapacité de faire face à l'augmentation des opérations de recouvrement de l'impôt foncier. Partout, l'informatique fait gagner du temps, de l'argent et réduit les marges d'erreurs.

Il ne faut pas croire, néanmoins, qu'elle a bouleversé en profondeur l'administration. Il en faudrait davantage. Les nombreuses études auxquelles a donné lieu cette enquête montrent qu'« on automatisait plus qu'on ne réformait », autrement dit que la gestion s'est améliorée mais que les structures sont restées intactes : « L'autorité des chefs dirige les frontières ; le cloisonnement administratif ne tombe pas devant l'informatique. La crainte de quelques glissements de pouvoir lui donnerait plutôt une vigueur accrue. » Les centres de décisions sont rarement touchés.

Les administrés, enclins à ne voir dans l'administration qu'une source d'ennuis et de tracasseries, ont vu les services des litiges entre des chèques postaux d'Algérie n'être saisi en moyenne que de 50 réclamations pour 100 000 abonnés. Autrement dit, l'information permet de débusquer infamusement les fraudeurs, même si ce résultat n'est pas du goût de tous les contribuables.

Bien sûr, elle accroît les pouvoirs de l'administration sur l'administré, renforce le poids des fonctionnaires face aux élus, mais elle est un facteur d'égalité fiscale et réduit le contact direct entre l'administration et l'administré, généralement appréhendé négativement par les deux parties.

Sans prendre position sur les méfaits et bienfaits de l'informatique, Mme Gallouedec-Geny semble croire à la possibilité d'une « bureaucratie intelligente » que le recours à l'ordinateur débarrasserait des préjugés et des dangers qu'il entraîne dans son sillage, mettrait au service des administrés. A supposer que les deux termes soient pas antinomiques, il en faudrait beaucoup pour que l'informatique améliore les relations administration-administré, dont ce livre montre qu'elle n'est nul part le seul maître de ceux qui y ont recours. — B. L. G.

* Une informatique pour les administrés ? de Françoise Gallouedec-Geny. Editions Oujes, 125 pages, environ 47 F.

FAITS ET JUGEMENTS

Des vigiles mal surveillés.

Lyon. — Roger Foggiolini dit « Tony », vingt-huit ans, voulait contraindre son amie à se prostituer : il a été arrêté le mercredi 13 août. La veille, les gendarmes d'Annecy arrêtaient deux hommes : Jacques Marty et Pierre Lormeau, alors qu'ils tentaient de revendre des briquets Dupont, préalablement soustraits à l'entreprise qu'ils avaient pour mission de surveiller (Le Monde du 15 août). Les trois hommes ont un point commun : tous étaient employés par l'Agence lyonnaise de sécurité (A.L.S.) dont le directeur est M. Charles Javillier, ancien chef de la brigade criminelle de la police judiciaire. M. Javillier avait été mis en cause dans plusieurs affaires de proxénétisme, avant d'être relaxé en appel en 1974.

« Il n'y a pas de quoi fouetter un chat, nous a-t-il déclaré. Foggiolini était le père de sept enfants et Marty ont volé dix-sept briquets : ce n'est pas l'affaire du train postal. D'ailleurs, Lormeau a été remis en liberté », manifestement, M. Javillier ne veut pas que ces « bavures » ternissent l'image de la société de gardiennage qu'il dirige. A trois ans sur la carte, cette agence d'employés dans toute la région Rhône-Alpes, ce n'est pas un pourcentage déshonorant. Imagines que l'on fusse de même chez Berliet, chez P.T.T., à la S.N.C.F. ou ailleurs. On ne parle pas de l'employeur à chaque délit.

« Nous n'embauchons pas des polytechniciens, assure-t-il, mais des gens du niveau gardien de la paix. » Comparaison n'est pas raison : avant d'être recrutés, les futurs policiers doivent démontrer qu'ils ont un passé sans tache. — (Corresp. rég.)

Importantes saisies

de drogue en Colombie, à Milan et aux Etats-Unis.

350 kilos de cocaïne très pure, d'une valeur d'environ 120 millions de francs, ont été saisis mercredi 20 août par la police dans le sud-ouest de la Colombie, six trafiquants ont été arrêtés et un laboratoire découvert. Un ressortissant libanais a été appréhendé à Milan le même jour alors qu'il transportait 12 kilos d'héroïne, estimés à 5 millions de francs, dissimulés dans le double fond d'une valise. Enfin, la police de l'Etat de New-York a annoncé avoir saisi plus d'une tonne et demie de haschisch, estimée à 200 millions de dollars, soit une des plus importantes prises de « hash » sur le territoire nord-américain. — (A.F.P., A.P.)

On a retrouvé les œuvres d'art de Richard Anthony.

Des œuvres d'art que le chanteur Richard Anthony avait confiées à ses beaux-parents, les époux Bernaux, lorsqu'il est parti s'installer aux Etats-Unis et qui avaient été dérobées au domicile de ceux-ci, 58, rue de Turenne à Paris (18^e), dans la nuit du 5 au 6 août, ont été retrouvées en partie chez le demi-frère de la femme de l'artiste, M. Stéphane Boquet, vingt-sept ans, et le reste chez un ami de ce dernier, M. Richard Christmann, trente-trois ans. Il s'agissait de trois toiles de maîtres, d'une tapisserie d'Aubusson et d'un vase chinois de l'époque Ming.

M. Boquet, qui était évadé de la prison de Nice où il purgait une peine de six ans de réclusion infligée en 1977 pour vol qualifié, a déclaré avoir réalisé ce vol en compagnie de son camarade, M. Yves Mayeux, vingt-sept ans, également repris de justice. Tous deux ont été inculpés, le 20 août, de vol qualifié et M. Christmann de recel, par M. Alain Verrière, premier juge d'instruction. Les trois hommes ont, en outre, été inculpés de proxénétisme : ils sont soupçonnés de profiter des revenus de prostituées algériennes. Tous ont été placés sous mandat de dépôt.

Deux auditeurs de justice prennent la défense de MM. Bidalou et Michel.

Deux auditeurs de justice en stage au tribunal grande instance de Carcassonne ont pris l'initiative d'adresser à leurs collègues un texte regrettant les mesures d'adresses prises à l'encontre de MM. Jacques Bidalou, juge d'instance à Bayange et Jean-Pierre Michel, magistrat à la chancellerie (Le Monde du 12 juillet). Ce texte, précisent-ils, « est actuellement proposé à la signature de l'ensemble des auditeurs de justice dans les juridictions qui sont des centres de stage. Il a aussi été communiqué au garde des sceaux, qui aura connaissance de la liste des signatures desquelles aura été établie. »

A propos des sanctions contre les deux magistrats, les auditeurs de justice écrivent : « De même que les textes réformant notre justice pénale sont préparés dans le secret, l'habitude est désormais prise de poursuivre à la saignée, voire en l'absence des magistrats juges indubitablement par la hiérarchie judiciaire. (...) Par ces mesures, le garde des sceaux confirme sa volonté de « façonner une justice aux ordres » gérée par une magistrature soumise. »

Mme Curiet est protégée par la police.

Après l'attentat commis le 13 août (Le Monde des 15 et 16 août) contre le domicile de Mme Rosette Curiet, soixante-six ans, la police a renforcé sa surveillance pour la libération des peuples du tiers-monde, pour le socialisme et pour la paix, a assassiné le 4 mai 1978 à Paris, la préfèteure des polices a décidé d'assurer la protection de celle-ci. Un gardien de la paix est posté sur le palier de son appartement le jour et deux autres la nuit. Mme Curiet s'étonne qu'on puisse lui en vouloir alors qu'elle n'a aucune activité politique. Elle explique que c'est peut-être en raison du fait que le bulletin de l'association Henri-Curiet à son siège à son domicile.

D'autre part, le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a répondu à la question écrite de M. Jean-Yves Le Poulain, député socialiste du Morbihan, qui attirait l'attention du ministre sur un article paru le 3 février dernier dans le Sunday Times, journal de Cape-Town, selon lequel le ministre de l'Intérieur, M. Michel Maurice-Bokanowski, a déclaré qu'il appartenait au juge d'instruction, et non au procureur, de procéder à des vérifications auprès du journal sud-africain qui a publié cette information. Quant au ministre de l'Intérieur, M. François-Poncet, il n'estime pas utile de répondre à de telles insinuations, aussi odieuses que ridicules.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a renvoyé à huis clos, mercredi 20 août, la notification des plâtres traités de l'italien aux sept terroristes présumés du groupe Prima Linea, dont les autorités de la péninsule demandent l'extradition (Le Monde du 10 juillet). Les magistrats de la chambre d'accusation et la défense ne disposent pas encore, en effet, de la traduction complète des pièces transmises par la justice italienne.

L'accident d'avion de Ryad. — Le bilan définitif de l'incendie d'un Tristar de la compagnie Saudia, sur l'aéroport de Ryad le mardi 19 au mercredi 20 août, s'établit à trois cent un morts. Les enquêteurs orientent leurs recherches vers la découverte, dans le compartiment réservé aux passagers, de deux réchauds à gaz généralement utilisés par les pèlerins se rendant à La Mecque. — (Reuters.)

Le Monde
DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

LES DÉVOREURS DES CÔTES BRETONNES

Malgré les efforts entrepris, les côtes bretonnes sont grignotées par les résidences secondaires.

Enquête d'André Meury

UN GRAND TROU DANS LA FORÊT

Un milliardaire américain se taille un royaume dans la forêt amazonienne.

Par Jean Rollin

LE MONDE
chaque jour à la disposition de
des lecteurs des rubriques d'annonces
et de vos services particuliers
LES BUREAUX
que vous recherchez

هكذا من الأصل

RELIGION

RÉUNIE A AUXERRE

La communauté chrétienne Béthania veut se donner une charte

Les quelque soixante-dix membres de la communauté chrétienne Béthania, qui se trouvent actuellement en France, se réuniront à Auxerre vendredi 22 août en chapitre pendant une dizaine de jours. Outre la réflexion qu'ils mèneront sur les activités de l'année passée, pour la première fois depuis les onze

ans que cette communauté chrétienne existe, ils voteront un texte, sous forme de charte, dans lequel ils énonceront de façon précise, avec l'aide de Mgr Eugène Ernoult, archevêque de Sens et d'Auxerre, chargé par l'épiscopat français de suivre Béthania, la spécificité de cette expérience originale.

« Vivre l'Évangile sans transiger »

De notre envoyé spécial

Chalonnay. — C'est un village oublié par le temps, perché sur une colline au fond d'une vallée de la Haute-Loire. Les rues pavées étroites serpentent vers le château en ruine, flanqué d'une petite église romane, qui domine un paysage rendu magique par le jeu des moulins à papier. Mais, comme beaucoup des villages de la région, Chalonnay fut abandonné après la première guerre mondiale, et il commence à revivre, c'est d'ailleurs grâce aux propriétaires de résidences secondaires qui aux quatre ou cinq habitants permanents.

Mais il existe, aujourd'hui, à Chalonnay, une troisième « race » d'habitants dont se méfient aussi bien les natifs que les estivants, qui les appellent, avec une pointe de mépris, « les hippies » ou encore « les curés ».

Il s'agit des membres de la communauté de Béthania, auxquels plusieurs maisons du village, achetées autrefois par une association fondée par un prêtre appelé Charlier, ont été prêtées. Restaurées, ces maisons servent d'accueil, de retraite spirituelle et de théâtre pour des sessions d'été. Béthania — la maison de Marie et de Marie, selon l'Évangile, où Jésus aimait se reposer et recevoir les pauvres, — c'est le nom adopté par une communauté de chrétiens qui ne sont ni des moines, ni des charismatiques, ni un mouvement d'action catholique, ni une communauté de base, ni un tiers ordre. C'est une famille de chrétiens, le plus souvent mariés ou célibataires, avec quelques prêtres (1), ou encore, comme le dit Thierry : « Ce n'est pas d'abord une forme de vie, mais une forme de cœur ».

Mai 68

Tout a commencé en 1969, quand Bernard, fort jeune marié par malade, décide, avec un ami, Jean-Claude, de vivre l'Évangile à la lettre, en mettant tout en commun et en essayant de respecter le grand commandement de Jésus : l'amour de Dieu et du

prochain. Peu à peu, d'autres jeunes, garçons et filles, attirés par cet idéal se joignent à eux. Aujourd'hui, les quelque quarante membres de Béthania sont répartis dans des petites fraternités à Malakoff (2), à Paris, à Nice, à Vézelay, à Lyon, à Chalonnay, mais aussi en Belgique, au Brésil et en Centrafrique.

Il n'est pas facile de définir l'esprit de Béthania. Ses membres ne font pas de prosélytisme, ne se donnent pas en exemple et ne parlent même pas de « témoignage ». Ils ne se proposent pas d'aider les « pauvres », ni d'offrir un refuge aux fragiles. Ils ont choisi tout simplement de « vivre l'Évangile sans transiger » (Thierry), de « s'écouter, ainsi que les autres, tel que l'on est : d'avoir des rapports de vérité avec les gens » (Bernard), de « vivre en toute franchise, en toute transparence » (Thierry).

Cela peut paraître banal, mais, prise au sérieux, une telle attitude mène loin. Quelques exemples : un prêtre, qui avait un poste de responsabilité dans son diocèse, accepte de rentrer à Béthania pendant un an, d'abandonner son « personnage », de vivre à l'égalité avec les jeunes, partageant tout avec eux, jusqu'à ses pensées les plus intimes. « Nous autres prêtres, avoue-t-il, nous ne savons pas vivre en frères, en laissant l'autre les mener ».

Une jeune fille-mère rentre à Béthania avec son petit garçon. Rejetée par son milieu bien-séant, elle trouve amour et compréhension. Personne ne la juge, puisque tous ont conscience de leur propre pauvreté. « J'ai l'impression d'avoir trouvé une famille authentique, dit-elle. Évidemment, je ressens la manque d'un père pour mon fils, lui aussi sans doute, mais je me sens entourée, soutenue ». Un jeune garçon du milieu artistique a du mal à assumer son homosexualité. A Béthania, il peut parler sans honte et sans crainte de ses difficultés, car il ne se sent ni rejeté, ni exploité. « J'ai appris à

l'accepter, dit-il, et à vivre dans la miséricorde de Dieu et de mes frères. Je ne suis plus « en recherche » mais « en attente ».

Pas d'Eglise parallèle

Se méfiant des structures et des services, Béthania a grandi sans trop se soucier de se doter d'un règlement. Chaque fraternité (une dizaine de personnes) a un responsable appelé le « garant d'unité », qui est élu pour une année, renouvelable ; jusqu'à présent, seuls les six plus anciens se sont engagés définitivement. Chaque fraternité entretient des liens de fidélité et d'amitié avec l'église locale, et les responsables ont toujours dit qu'ils acceptaient de se soumettre à la volonté de la hiérarchie. C'est pourquoi les fraternités s'insèrent dans les structures paroissiales existantes et refusent de créer une Eglise parallèle.

La spiritualité de Béthania, qui s'inspire en partie de celle des Focolari de Chiara Lubich (3), se ramène à l'essentiel : messe quotidienne, prières matin et soir, retraites dans des monastères. « Nous sommes proches de la spiritualité de sainte Thérèse de Lisieux », dit Bernard : simplicité, dans un lieu simple, et « charité » dans les moments durs. Cependant, la communauté se trouve aujourd'hui à un tournant de son histoire : saura-t-elle capter, dans un lieu simple, et « charité » l'essentiel de sa vie, sans étouffer l'Esprit, qui souffle où il veut ?

ALAIN WOODROW.

(1) Béthania compte sept couples, une quarantaine d'hommes, une vingtaine de femmes et quatre prêtres.
(2) Renseignements : Béthania, c/o de Lorraine, 82040 Malakoff, Tél. : (1) 638-95-07.
(3) Le mouvement des Focolari, appelé aussi l'« Œuvre de Maria », fut fondé en Italie par Chiara Lubich après la deuxième guerre mondiale. Initialement l'activité de la communauté consistait à découvrir l'Évangile dans la vie, et maintenant répandu dans le monde, et surtout en Italie.

ÉDUCATION

La formation de la nouvelle carte universitaire

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux. Elle comprend les habilitations qui viennent d'être décidées et celles qui, n'étant pas soumises à renouvellement cette année, se trouvent encore en sursis (ces universités apparaissent en italique).

Malgré l'absence d'informations officielles, nous publions, au risque de lacunes et d'erreurs, la liste des formations supprimées et de celles qui sont créées sans pour les doctorats de troisième cycle.

Les listes précédentes ont été publiées dans nos éditions des 30, 31 juillet, 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 19 et 21 août.

Physique

Deuxième cycle

PHYSIQUE

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Aix-Marseille-III, Amiens, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, Limoges, Lyon-I, Le Mans, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Poitiers, Reims, Rennes-I, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.
● Est supprimée : Angers.
● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Aix-Marseille-III, Amiens, Besançon, Bordeaux-I, Brest, Caen, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, Limoges, Lyon-I, Le Mans, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Nice, Orléans, Pau, Poitiers, Reims, Rennes-I, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.
● Est supprimée : Angers.
● Est créée : Le Mans.

SCIENCES APPLIQUÉES

● Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Clermont-Ferrand-II, Limoges, Metz, Nantes, Tours, Paris-XI.
● Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, Limoges, Lyon-I, Metz, Montpellier-II, Nantes, Rennes-I, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.

PHYSIQUE APPLIQUÉE

MESURES ET CONTRÔLES

● Licence et maîtrise préparées à la rentrée 1980 : Metz.

OPTIQUE PHYSIOLOGIQUE ET OPTOMÉTRIE

● Licence préparée à la rentrée 1980 : Paris-XI.

Physique

Troisième cycle

PHYSIQUE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-II, Lyon-I, Nice, Strasbourg-I, Paris-VI, Paris-XI, Paris-XII.
● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-II, Lyon-I, Nice, Reims, Strasbourg-I, Paris-VI, Paris-XI, Paris-XII.

PHYSIQUE NUCLÉAIRE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Grenoble-I, Paris-VII, Paris-XI.

● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Clermont-Ferrand-II, Grenoble-I, Lyon-I, Strasbourg-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

PHYSIQUE THÉORIQUE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Paris-VI, Paris-XI.

● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Paris-VI, Paris-XI.

préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I, Aix-Marseille-II, Nice, Montpellier-II, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

PHYSIQUE ATOMIQUE ET MOLÉCULAIRE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Paris-VI, Paris-XI.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Grenoble-I, Lyon-I, Paris-VI, Paris-XI, Paris-XII.

PHYSIQUE DES GAZ ET DES PLASMAS

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Grenoble-I, Nancy-I, Orléans, Toulouse-II, Paris-XI.

● Doctorats de 3^e cycle préparés à la rentrée 1980 : Grenoble-I, Nancy-I, Orléans, Toulouse-II, Paris-VI, Paris-XI.

PHYSIQUE DES LIQUIDES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Toulouse-II.

dies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Paris-VI et Ecole supérieure de physique chimie industrielle (E.S.P.C.I.), Paris-VII.
● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.

PHYSIQUE DES SOLIDES

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, Limoges, Lyon-I, Metz, Montpellier-II, Nantes, Rennes-I, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.

● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Montpellier-II, Strasbourg-I, Toulouse-II, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.

DES MATÉRIEAUX

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, Limoges, Lyon-I, Metz, Montpellier-II, Nantes, Rennes-I, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.

● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, Limoges, Lyon-I, Metz, Montpellier-II, Nantes, Rennes-I, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.

DES MÉTIERS

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, Limoges, Lyon-I, Metz, Montpellier-II, Nantes, Rennes-I, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.

● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II, Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, Limoges, Lyon-I, Metz, Montpellier-II, Nantes, Rennes-I, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.

PHYSIQUE DE LA MATIÈRE ET DU RAYONNEMENT

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 : Caen, Grenoble-I, Lille-I.

● Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Caen, Grenoble-I, Lille-I.

PHYSIQUE RADIOLOGIQUE

● Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 : Toulouse-II.

Le Monde

politique

La gauche plurielle

(Suite de la première page.)

Elle ne peut triompher qu'en reconnaissant cette diversité. On ne rassemble pas le « peuple de gauche » en niant les débats qui le traversent. On n'aura de « rassemblement populaire » autour du candidat du second tour contre Giscard que si l'on discerna, chez ce candidat, la volonté de ne pas imposer, en jouant de la règle majoritaire, l'écrasement des différences.

Car la gauche ne peut espérer être majoritaire qu'à deux conditions :

La première est que le changement qu'elle propose ne soit pas seulement une question d'alternance au pouvoir. Elle doit, en cela, balayer ses illusions. S'il ne s'agit que de changer d'équipe, sans que l'on voie clairement quels changements immédiats et profonds propose cette équipe, elle n'entrainera aucune adhésion. Les slogans du type « 10, 20 ou 30 ans... ça suffit ! » n'ont jamais entraîné que l'accord de ceux qui espèrent à remplacer eux-mêmes le pouvoir en place. Pourquoi ne pas préférer la stabilité quand on ne voit pas la nature du changement proposé ? Je pense en particulier aux femmes. Va-t-on enfin prendre au sérieux ce que suppose de remises en cause profonde leur double volonté du droit au travail et de la réduction du temps de ce travail. Saura-t-on voir ce que

supposent de transformations leurs revendications aux salaires égaux, à la diversité des qualifications, au partage des tâches ménagères ?

Va-t-on continuer, sur la hiérarchie des revenus, sur les inégalités sur le temps de travail à tenir les discours vagues que Giscard maintient aussi bien qu'on autres ? On saura-t-on proposer, pour marquer le début d'un septennat de gauche, des mesures limitant un abaissement important de la durée du travail et la priorité donnée à la création d'emplois ? Est-on prêt à remettre en cause la politique d'investissement actuelle dans le nucléaire et à mettre à la disposition des citoyens d'énergie non dangereuses — les énergies renouvelables en particulier — les fonds ainsi dégagés. La gauche va-t-elle se contenter de débattre sur l'atlantisme ou sera-t-elle capable de chercher une autre voie que la politique des armes nucléaires, par une autre logique des rapports économiques et politiques — avec les peuples du tiers monde ? Continuerons-nous à nous satisfaire d'équilibrer notre balance commerciale par les ventes d'armes ?

Dans le domaine de l'information, veut-on ou non remettre en cause le double monopole de l'Etat et de l'argent. Valquer, sera-t-on encore partisan des radios libres ?

● RECTIFICATIF. — M. Augustin Chanvet (R.P.R.), dont le nom figurait dans la liste des députés qui envisagent d'être candidats aux prochaines élections sénatoriales, est élu du Cantal et non de l'Aisne comme il était indiqué par erreur typographique dans le Monde du 21 août.

sortiront la société autogestionnaire, le projet écologiste, la fin du sexisme et de la division des rôles entre hommes et femmes. A partir de là, on peut faire de la littérature. Quelques attaques bien placées contre la technocratie, un couplet sur la mort des partis, quelques envolées sur la convivialité et le bonheur ne tiendront jamais lieu de raisonnement politique. Se dire « d'ailleurs » c'est admettre que la vie politique ne devrait pas se résumer à l'affrontement gauche-droite à travers les seuls partis traditionnels. Mais ce ne peut être l'occasion de fermer les yeux sur cet affrontement et refuser de choisir.

L'écologie politicienne risque d'être lourdement fautive si, en se lançant dans l'arène politique, elle fait semblant d'ignorer les réalités. Comme risque d'être coupable aussi — et coupable de son enfoncement dans l'échec — une gauche qui refuserait de voir qu'elle n'a plus qu'un moyen de gagner : laisser s'exprimer, côté d'elle, les nouvelles aspirations profondément de gauche, qui se sont fait jour depuis dix ans. Et savoir aussi qu'elle ne pourra convaincre de sa volonté réelle de changer qu'en ouvrant le débat, sur des propositions réalistes, avec les composantes de la « gauche différente ».

HUGUETTE BOUCHARDEAU.

M. Rocard plaide pour un P.S. « rassemblée »

M. Michel Rocard, qui était mercredi 20 août l'invité de l'émission de R.M.C. « Concret », a une nouvelle fois dénoncé l'action de MM. Giscard d'Estaing et Barre, avant d'indiquer qu'il entend que son éventuelle candidature à l'élection présidentielle intervienne « dans les conditions les plus favorables pour battre M. Giscard d'Estaing ».

M. Michel Rocard a tout d'abord affirmé que la France vit « sous le gouvernement de l'imprévoyance... et du court terme ». « Nous payons actuellement d'un prix effroyable leur refus de prévoir l'avenir », a-t-il fait remarquer, ajoutant que c'est « sur le plan de l'emploi que l'action du gouvernement est la plus critique ».

Évoquant divers conflits sociaux (Manufacture, Dufour, les marins-pêcheurs), M. Rocard a déclaré :

« Un gouvernement qui érige en principe l'idée qu'il n'a pas à s'occuper de ces affaires, laisse échapper des éléments du patrimoine national. Le député des Yvelines a insisté sur la nécessité de « créer des activités et des entreprises » comme moyen prioritaire pour aider le pays à sortir de la crise. Il a réclame l'ouverture « dès la rentrée » de négociations portant sur l'augmentation du SMIC et la reprise des discussions sur la réduction de la durée du travail.

En ce qui concerne la vie interne du P.S., M. Rocard a souligné que M. François Mitterrand « a bien servi » les intérêts du socialisme. « Le doublement du potentiel électoral, le doublement des effectifs militants, la conduite d'une union politique de la gauche et, grâce à elle, l'écrasante victoire que les forces de gauche ont remportées dans les élections locales de notre pays, tout cela s'est fait sous l'autorité de François Mitterrand », a-t-il ajouté.

Interrogé sur la participation éventuelle des communistes au gouvernement, M. Rocard a fait valoir que cette présence « se mérite ». « La politique choisie par les communistes français ne va pas dans ce sens, a-t-il souligné, c'est à eux de changer avant que la question ne se pose ».

Évoquant enfin sa possible candidature à l'élection présidentielle, le député des Yvelines a déclaré : « J'entends que ma candidature intervienne dans les conditions les plus favorables pour vaincre M. Giscard d'Estaing, que le P.S. soit rassemblée et que le choix se fasse au sein du parti en respectant les procédures ».

POUR LA PREMIÈRE FOIS

A l'occasion d'un important exercice de mobilisation qui aura lieu à la mi-septembre au camp de Caylus (Tarn-et-Garonne), la 11^e division parachutiste va convoquer sa division de réservistes, baptisée 11^e division d'infanterie. C'est la première fois que cette unité aéroportée, forte de quinze mille hommes, dont la moitié d'appelés volontaires, procédera à une telle manœuvre.

La 11^e division parachutiste organise un important exercice de mobilisation

En dépit de ses interventions récentes au Liban, au Zaïre, au Tchad et en Centrafrique, la 11^e division parachutiste, stationnée dans le Sud-Ouest et en Corse, n'a pas pour seule mission l'action extérieure, principalement en outre-mer, où elle maintient en permanence un effectif de l'ordre de deux mille hommes. Depuis 1982, où elle a été installée en France, la 11^e division parachutiste a toujours été prévue — au terme de ses missions dites secondaires — pour des engagements opérationnels sur le théâtre européen, aux côtés des corps d'armées ou dans le cadre de la défense du territoire.

Selon le général Lemaire, qui commande la 11^e division parachutiste, la mise sur pied, en septembre, au camp de Caylus, de la 11^e division d'infanterie de réserve « viendra concrétiser la réalité de la vocation territoriale » de cette unité.

CINÉMA

« LA PETITE SIRENE », de Roger Andrieux

Simple et complexe, déroulant et attachant, *La Petite Sirène*, de Roger Andrieux, est l'adaptation d'un roman de Yves Dangerfield, les *Petites Sirènes*. Coproduction U.G.C. et Europe 1, il marque l'avènement d'un cinéma ultra-professionnel, coulé de main de maître par un homme blanc par un cinéaste formé à l'UCLA (université de Californie à Los Angeles), qui a appris l'importance de l'écriture du scénario et de la direction d'acteur. La naïveté, malgré la référence explicite au conte de Hans Christian Andersen, n'est pas son fort. Et pourtant la fascination joue souvent chez le spectateur.

Une fillette de quatorze ans, enfant de la bonne bourgeoisie, Isabelle (Laure Alex), s'ennuie d'un ouvrier mécanicien, Georges (Philippe Léotard), qui l'a hérité un jour, alors qu'elle passait dans la rue. Elle croit avoir découvert le prince charmant de son conte favori. Avec une candeur perverse, elle va tout mettre en œuvre pour débayer le terrain autour de l'île, la prendre aux rits de sa logique onirique. Isabelle a pourtant une vie familiale, une maman très bien (Marie Dubois) et des sœurs, mais elle n'en fait déjà qu'à sa tête. Georges vit au jour le jour : divorcé, il a une petite amie qu'Isabelle efface très vite de son chemin. Ses copains vivent parallèlement au ras du sol, dans un quotidien populaire, familier, chaleureux.

Georges refuse d'abord l'absurdité d'une situation dont il a parfaitement conscience, puis se laisse petit à petit circonvenir, cependant qu'Isabelle coupe les ponts avec l'école, la famille, se fabrique un monde à elle, où son ami puis amant n'est plus qu'un fous, le jouet de son

Imaginaire. Un jour, la corde casse, Georges revient violemment à la réalité, rejette cet amour impossible. Mais Isabelle n'en continuera pas moins à fabriquer, à tout recoudre de son rêve en miettes, à placer l'imaginaire aux commandes.

Si Roger Andrieux salue son film et nous touche, c'est grâce à ses effets de rupture narrative et à sa direction des deux principaux acteurs. Isabelle entraîne littéralement Georges derrière elle, l'oblige à sortir de ses gonds, le raille et le provoque parfois avec une cruauté tout droit échappée de l'enfance. La scène du restaurant au bord de la mer est un modèle du genre, Isabelle y déploie une violence insensée, elle met son partenaire sur les genoux. La réclame progresse ainsi en dents de scie, ignorant la sentimentalité, mais non la tendresse.

Deux acteurs remarquables soutiennent, portant à bout de bras une histoire sans eux. Indéfinissable, Laure Alex, une jeune Américaine bilingue de quatorze ans, n'a rien du petit génie savant, n'est pas davantage une teen-ager disco libérée, elle veut donc elle-même. Et elle-même Philippe Léotard par le bout du nez, comme on dit, un Philippe Léotard inspiré, qui s'adonne à l'énigmatisme jusqu'au jour où les limites rationnelles de son personnage éclatent.

Nouveau filon de la « qualité française » retrouvée, dont il est beaucoup question ces temps-ci ? Remises à l'honneur d'un plaisir du récit dont on croyait avoir perdu le secret ? *La Petite Sirène* inaugure habilement la nouvelle saison cinématographique.

LOUIS MARCORELLE.

★ Voir les films nouveaux.

EXPOSITIONS

AU MUSÉE BOURDELLE

La tête près du bonnet

Et si l'on commençait par tirer son chapeau au musée Bourdelle. Début facile, diriez-vous, puis qu'il y est question de chapeau. Soit, mais c'est tout de même mieux d'un simple salut dit en passant, qu'un petit signe étriqué de la main. Plus cordial, plus distingué, plus généreux. Cette exposition mérite un peu de largesse dans la geste, voire, carrément un grand mouvement du bras et du corps, une de ces courbes comme on n'en fait plus, faute de chapeau et de plumes, pour la décrire.

Chapeau bas donc, au musée Bourdelle — l'ancien atelier du sculpteur, — petit musée égaré à l'ombre de la tour Montparnasse, maintenant que Montparnasse n'est plus foyer de création ; et touché, comme beaucoup de musées, sinon comment expliquer que cet étonnant endroit soit un lieu vivant ; où il en faut beaucoup pour faire oublier les méchancetés sans grâce, les parquets sans cire, les taches d'humidité et l'odeur de moisi qui plane ici et là. Ce qui est fait. Avec cette exposition surprenante et drôle, qui, de couvre-chef en couvre-chef, fait enjamber allégrement les siècles et les continents pour, au fond, proposer une astucieuse approche du portrait. Comme on l'avait fait il y a deux ans avec la barbe et les barbues.

Evidemment, l'exposition n'est pas exhaustive — où serions-nous allés ? — ni systématique, elle n'a rien de l'inventaire ou alors ce sera de celui de Prévert, ni d'historique — quel ennui ! — mais elle est, à la fois, avec ce que l'on avait, c'est-à-dire Bourdelle en bonne quantité, il aimait les chapeaux, en portrait, en buste, en médaillon, en médaillon, et des prêts parisiens — Louvre, Carnuschi, Rodin, Petit Palais, Orsay, Carrière, Musée d'Art Moderne de la Ville, Centre Pompidou, etc. Au total, ce n'est pas rien, plus de deux cent cinquante œuvres — peintures, sculptures et dessins, — qui ne sont pas toutes des chefs-d'œuvre. Mais les propos n'est pas vraiment là. Ce qui est proposé, par proximité et contraste, un peu pour susciter un regard autre, familier, de sympathie, amusé, et non d'esthétique blé, un peu comme on l'avait fait au Musée des arts décoratifs avec « La famille des portraits ».

Et c'est ainsi que telle inconnue de Marie Laurencin voisine avec Mme de Sévigné sur un buste de la bonnet de nuit de J.-J. Henner avec Odéon, Regulus, Fragonard avec Van Dongen, etc. Et tel, avec Mme Darras, de Renoir, avec un Picador torse par Garçon, de M. de la Vierge, sur un coussin d'argente, de Bugatti, avec un bonnet phrygien monté sur une pique, les capelines romantiques avec les casques militaires, les parisennes avec les déesses antiques.

Non, on ne s'ennuie pas. Chaque chapeau raconte un cas qui mérite attention. Même le plus innocent d'entre eux n'est jamais tout à fait innocent. Il situe son homme, sa femme, son dieu, dans le temps, les modes, l'espace, dans sa fonction sociale, ses mœurs, sa psychologie. Le voile, le chapeau, qui, tour à tour, est à la fois, égaré, parait, étriqué, coïncé, gêné, ouvert, mystérieux, altier, divin, déhâché, véhément, guerrier, emphatique, coquard... Il vaut bien un nez dans la perspective d'un visage. Son format, sa forme, sa situation dans l'espace, son inclinaison, ses lignes, sa simplicité, ses ornements, les toppings... tout cela signifie. Dis-moi quel chapeau tu mets, je te dirai qui tu es, devrait dire le proverbe, ou encore dis-moi comment tu te mets, etc.

Le chapeau résume, souligne. Dans le langage journalistique on le sait, en principe, on le terme chapeau désigne « un texte court, qui surmonte et présente un autre texte » (P. Robert). Quant aux artistes, ils connaissent la question sur le bout des doigts... Il y aurait beaucoup à dire sur le rôle du chapeau dans une composition, comme relate la figure avec le fond, comme moyen commode de prolonger l'ovale d'une joue, de donner du nerf à où il n'y en a pas toujours, ce que le chapeau ne permet pas tout à fait ; ou d'expliquer un peu d'ombre qui donne plus de profondeur à un regard ; ou de finir une silhouette, de lui donner sa juste mesure dans la page, dans l'espace.

De paille, de feutre, de fur ou d'or, mou, dur, à bords, sans bords, à plumes, à poils, à fleurs, à fruits, à volutes, à plumes, à cerf, à guêpe, haut-de-forme, gibus, melon et panama, tube, cloche, toque, chariot, capeline, bavette, cabriolet, bibi, galure, blous, kaléidoscope, aboie, kammuri, pan... Des formes que tout cela, des formes utiles, qui vous terminent un personnage, vous l'enveloppent dans ses pensées ou son absence de pensées — les artistes ne sont pas toujours tendres avec leur sujet.

THÉÂTRE

En compagnie de Guillaume Apollinaire

« Jeunesse, adieu, voici le temps où l'on connaît l'avenir sans mourir de sa connaissance... »

Mardi 26 août, Guillaume Apollinaire aurait cent ans. Cent années qui se fondent et se dissipent comme « cent fourrages ne font qu'un manteau », comme ces milliers de blessures ne font qu'un article de journal, et comme toutes les paroles prononcées dans ce montage poétique fusionnent pour offrir qu'un long et douloureux poème.

Trois voix de femmes hiératiques venues d'une toile de Delvaux se partagent poèmes et vers, partagent aussi dans une communion presque mystique le culte et l'amour du « guesier mélancolique » ressuscité une heure, ou enterré par ces silhouettes statiques, de blanc de noir, presque immobiles, tels « les acteurs inhumains » qu'évoque le poète.

Trois femmes se métamorphosent insensiblement, tour à tour femmes aimées et prisonnières, chanteuses de femmes ou de fleurs, corps vibrant sous la caresse des mots, ou « cortège de femmes long comme un jour sans pain ». Guillaume le multi-talents ou tout simplement actrices pénétrées de mots et de sonorités, qui jonglent avec les murmures et les cris, variant les inflexions et les gammes jusqu'à la chanson.

La froideur des corps renués, des mains et des pieds nus qui jamais ne se frotteront, contraste à dessein avec l'extrême émotion qui transpire les voix et les regards vides, empués jusqu'aux larmes.

Henri Saigne a pris le parti de pratiquer des coupures et des juxtapositions dans l'œuvre du poète afin d'en faire ressortir les diverses facettes. On est parfois un peu déconcerté dans un chassé-

SANDRA JOXE.

★ Lucernaire Forum, 18 h. 30.

La compagnie Barrault-Renaud présentera deux créations en 1981, au Théâtre du Rond-Point, où elle va prochainement réinstaller, après son départ de la gare d'Orsay : l'une est un spectacle à la gloire de Paris, évocation historique et poétique ; l'autre, dont le texte a été écrit par le poète, est une adaptation de Max-Pol Fouchet, aura pour thème l'histoire de Fayard et pour titre « L'Amour de l'Amour ou l'Apologie du plaisir ». Les deux spectacles seront donnés en alternance avec « Le Soulier de satin », de Claudel.

VARIÉTÉS

MAGIE and Co à l'Olympia

En préface à la rentrée de septembre, l'Olympia renoue une fois de plus avec la tradition de l'illusion, de la manipulation, de la présidification. Conçu et réalisé par Jean-Claude Hilla, « Magie and Co » offre un spectacle bien différent, qui réunit dans la variété des numéros d'adresse dans la logique de construction d'un divertissement où l'humour, le rire, le rêve, ont leur place à côté de l'habileté de l'homme du spectacle.

Tous les numéros, il faut le dire, sont d'une qualité exceptionnelle : le ventriloque Georges Schick, qui assure la présentation du spectacle ; Colla, jeune illusionniste sensible qui aime la stylisation dans le geste ; Arturo Brachetti, qui renouvelle avec délicatesse le vieux spectacle de la transmutation ; Vito Lopez, pionnier plein de douceur et de punch ; Johnny Loun, qui donne la note burlesque avec le jeu systématique de sa manipulation ; Michel Presti à la fois sobre et éblouissant, et d'une étonnante agilité digitale dans le virtuosisme des bougies allumées ; les Bandes qui apportent la couleur exotique avec la pratique singulière du yoga.

Enfin, il y a John Calvert, physicien à la Clark Gable, qui présente, entouré d'une petite armée d'assistants et d'assistantes, un véritable show-digne de Las Vegas où quelques-uns des classiques de la présidification (décapitation, nombre de variations, etc.) à la carabine les yeux bandés sont exécutés avec brio, humour et rapidité.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Olympia, 20 h. 45.

USC HARRITZ - USC MARREFF - USC CAMERO - USC OPEA - USC OBER - BRETAGNE - HASTAL - PARMOUNT GALAXIE - 3 MURAT - 14 JUILLET BEAUGREUILLE - 14 JUILLET BEAUGREUILLE

SÉLECTION OFFICIELLE VENISE 1980

PHILIPPE LEOTARD LAURE ALEXIS



ROGER ANDRIEUX
LAURE ALEXIS
EVELYNE DRESS
MARIE DUBOIS

FONDATION PHILIPPE MORRIS

« Sans proposer aucune œuvre originale de création pour le film de Cannes, il avait notamment enregistré un album de musique country aux États-Unis. »

Joe Dassin avait été victime d'une première crise cardiaque le 18 juillet dernier. — C. F.

PHOTO

LES YEUX DU MUR

La première trace humaine, dit Brassaï, avant même l'empreinte négative de mains posées sur une paroi, comme un cri inhumain, n'était pas un rond avec quatre pattes, un téard comme on l'affirme parfois, mais deux yeux, deux trous parallèles creusés dans la pierre, les yeux du mur. Il les a photographiés, chaque fois qu'il en a rencontré, comme ses célèbres graffiti, et ces orbites aveugles, perçues dans une spirale de craie ou d'argile, ces têtes enfantes couronnées de soleils pointant le dernier numéro de la revue *Culture et communication*, approche de la photographie. Une récidive : le précédent numéro comportait déjà une interview de Brassaï, des photos d'Edouard Boubat, Jacques Niepce. Ils parlent. On les a fait parler, d'une façon un peu rapide et pas très fouillée, mais cela donne une voix plus et diversifiée, et surtout une voix fervente, qui balaye loin le mythe selon lequel le photographe est un imbécile, un muet, qui n'a que ses yeux pour voir.

Et puis il y a les gens qui gravitent autour des photographes, les historiens, les conservateurs, les collectionneurs, les simples amoureux. Les interviews de Michel Tournier, Agathe Galliard et André Jammes, des textes très fins de Jean-Claude Lemagny, Franck Christ et Paul Ray, des citations du dernier livre de Barthes sur la photographie, la *Chambre claire*, et un bel hommage à la disparition cette année, avec un texte de Colette vraiment somptueux.

Ce numéro fait le point sur la conservation des photos dans les musées, sur l'enseignement de la photographie dans les écoles et les universités, et sur les diverses institutions ou manifestations qui la promouvent, les Rencontres d'Arles, la Fondation de Lyon, bientôt la Fondation Larigues, le Musée du XIX^e siècle à Orsay. On y trouve des adresses, des numéros de téléphone. Ponctuellement, il est une sorte de prise de température de l'état de la photographie en France en 1980, et plus qu'un catalogue, ou une simple revue, on la gardera précieusement dans sa bibliothèque.

E. G.

★ Culture et Communication, n° 35-28. En vente à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, Paris-7. 20 F.

■ Une exposition de tapisseries de Jean Luce est présentée au château de Versailles (Hauts-de-Seine) jusqu'au 15 septembre. Une salle est consacrée à son œuvre et à ses divers moyens d'expression : outre la tapisserie, la peinture, le dessin et aussi la décoration de la porcelaine. Les visiteurs peuvent s'initier aux grandes phases de la réalisation d'une tapisserie. — (Corresp.)

■ M. Chérif Khaznadar, directeur de la Maison de la culture de Rennes depuis 1974, dirigera également, jusqu'à la fin 1983, le Théâtre de la ville de Rennes. Il assurait jusqu'à présent la direction artistique de cet établissement, dont les spectacles, en raison de travaux de rénovation, étaient accueillis à la Maison de la culture.

■ Cette semaine sera présentée par le conseil municipal comme l'expression d'une politique culturelle groupée et cohérente que la ville entend mener par une préférence de la création, dans une perspective d'usage social, sans exclusion d'aucun milieu social, d'âge ou de répartition urbaine, et dans un esprit d'harmonisation des moyens d'action culturelle de la ville.

HISTOIRE

CORRESPONDANCE

« Pleux mensonge »

M. Paul Serant, écrivain et journaliste, nous écrit :

Critiquant votre éditorial du 14 juillet, M. Daniel Mayer a écrit notamment (*Le Monde* du 10-11 août) : « Ce n'est pas à la France mais à l'Europe que Hitler a déclaré la guerre ».

En fait, Hitler s'efforçait au contraire de séduire, et malheureusement, il réussissait souvent. Il obtint le ralliement des Serbes, des Autrichiens, des Sudètes, les États italiens, hongrois, slovaques, croates, roumains, finlandais furent ses alliés. Dès que les armées du Reich eurent envahi l'Union soviétique, des centaines de milliers de Baltes, d'Ukrainiens, de Russes anticomunistes rejoignirent leurs rangs.

Hitler trouvait aussi des sympathies dans les deux Amériques, dans le monde arabe et aux Indes, sans parler du Japon... En Europe occidentale, enfin, nombre de gens pensaient qu'une entente avec le Reich était préférable à une seconde guerre mondiale. Et le maréchal Pétain n'affaiblit pas dans l'immédiat sa popularité en renvoyant Hitler à Montoire : les Français espéraient le prompt retour des prisonniers.

Pourquoi opposer de « pleux mensonges » ce que qu'on enseigne l'histoire ?

مكتبات الأمل

LA BANQUIER

théâtres

Les théâtres de Paris

Aïre Uvay (322-70-74), 20 h. : 30.
Délire à Cruz : 22 h. : Prospérance.
Assète-Théâtre du XIX^e (334-34-31).
50 h. 30 : Les Bonnes.
Carrère (369-85-39) (369-85-39).
21 h. : Le Cirque de Molitard.
Comédie-Française (321-32-32), 21 h. :
Le Cid.
Euzouf (378-48-40), 20 h. 30.
Histoires vraies.
Fontaine (374-74-10), 20 h. 45 :
L'Amour, la Saison et la Mémoire.
Gault - Montparnasse (322-16-18).
18 h. 15 : Rufus ; 22 h. : Le Père
Noir.
Le Brasseur (374-75-59), 21 h. : Un
roi qui des malheureux.
Lucas (364-32-31), Théâtre nord.
18 h. 30 : En compagnie d'Apollinaire ; 20 h. 30 : Rante surveillant ; 21 h. 30 : L'Éclaircie.
Nijinsky — Théâtre royal G.
18 h. 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : La
Folle nuit.
Molly Bloom... XII, 18 h. 15 :
Parlons français ; 23 h. 30 :
Les Femmes d'alors.
Marigny (232-20-74), 21 h. : Kass.
— Salle Comptoir, 21 h. : Bagatelle ;
22 h. 30 : Nuit de noces de Cen-
trodor.
Montparnasse (325-35-00), 20 h. 30 :
La Cage aux folles.
Musée d'Art Moderne (374-74-10),
20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais des Congrès (307-48-52), 20 h. 30 :
Le Grand tournoi de la mort.
Théâtre d'Edgar (231-11-23), 20 h. 45 :
En plein dans le milieu.
Théâtre de la Ville (337-88-14).
20 h. 30 : Fuls clois.
Théâtre de Poche (548-54-97).
Théâtre de la Sorbonne (374-74-10).
Théâtre de l'Olympia (770-80-94).
21 h. : L'Avara.
Variétés (322-32-32), 20 h. 30 : Je
me souviens.

Les cafés-théâtres

[illegible]

L'Echandoir (240-58-27), 21 h. 30 :

Le Fanal (321-97-17, 19 h. 45 : L'unique
manga, l'autre bot) 21 h. 15 : Le
Président.

Petit Casino (270-36-03, 17 h. 15 h. 30 :
L'Enfance de l'homme.)

22 h. 15 : Du moment qu'on met
pas sourd... II 20 h. 45 : 51 la
compagne m'avait ; 21 h. 45 :
Sursaut.

Le Port-Virgile (278-57-03, 20 h. 30 :
Tranchées de vie ; 21 h. 30 : Cher-
che homme pour facher terran
22 h. 30 : Les deux hommes.)

Théâtre de Dix-Heures (606-07-46, 20
h. 30 : Cabaret chaud sept ; 21
h. 30 : Les Jolibois ; 22 h. 30 :
Otto Westsky.

Théâtre du Marais (378-57-21, 21 h. :
Pièdre à repamer.

Théâtre des Centes-Coupes
(332-39-69, 20 h. 30 : Parle à mes
oreilles, mes pieds sont en vacan-
ces ; 21 h. 30 : Y. Blot ; 22 h. 30 :
Le Conquérant.)

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45).
21 h. : Sans le mot « con »,
monsieur, le dialogue n'est plus
possible.

I.e. music-hall

Dawnon (281-69-14), 21 h. : Pepe
Cordoba et sa Fiesta flamenca.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Magie
and Co.

La danse

Mairie du IV^e (278-60-56), 21 h. :
Ballets historiques du Marais.

Les concerts

Lacarne, 18 h. 30 : M. Delvaia, J. J. Lippa
Stravinsky, Chopin, Dominate)
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Ars Antiqua

Jazz, pop, rock, folk

Chapelle des Lombards (236-65-11),
20 h. 30 : M. Portal, J.-L. Chate-
tine, L. Scavia et J. di Donato ;
22 h. 45 : Los Salomars.
Coast (544-35-83), 20 h. 30 :
20 h. 15 : Stripes, Roxy.
Demois (584-57-34), 21 h. : J. Lind-
bergh
Lacarne (544-87-34), 22 h. 30 :
Les Triboules
Eliverpo (325-63-71), 22 h. 30 : Dis-
phane Quintet.

XV. Festival estival

de Paris
(329-37-57)
Conciergerie, 18 h. 30 et 20 h. 30 :
Ensemble Percival, dir. G. Robert
(théâtre et musique du Moyen
Âge).

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 21 août

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

Les grandes reprises

[illegible]

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits
aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Challiot (704-24-24), 15 h. : les Fils de Peau, de J. Rouch et R. Rosfeldt; 19 h. Le patrimoine cinématographique français; les Deux Timides, de R. Clair; 21 h. : Persona, d'I. Bergman.

Beaubourg (278-35-57), 15 h. Le patrimoine cinématographique français; Maldene, de J. Grémillon; 17 h. : Loulou, de J. Lescner et R. Oswald; 19 h. : Stage Struck, d'A. Dwan.

Les exclusivités

[illegible][illegible]

film américain de Barbara
Peters (v.) (232-67-20) V.F.
L'AMOUR EN FOLIE (v.) :
scén. de (232-67-20) V.F.
Opéra (v.) (232-67-20) V.F.
Gare de Lyon, 12 (242-01-30).
O.G.C. Gobelins, 15 (232-
67-20) V.F.
30-32, Mutual, 14 (232-52-43).
BASTILLE (v.) :
scén. de L'ENFANT MAS-
SACRÉ, film japonais de Kenji
Mizoguchi (v.) : L'ensem-
blage (232-67-77) V.F.
Point Show, film (225-87-25).
ODO NOTO, film sans titre de Cos-
ta Gavras (v.) (232-67-20) V.F.
(232-50-80). Lucernaire, 6
(242-54-34).
LA NUIT DES TRAGÉDIQUES, film
français de Jean Rollin (v.) :
Balaço, 5 (281-10-10) V.F.
70-72, 77-80, Eldorado,
5 (200-15-70).
**LES PLUS SECRETS DES AGENTS
SPECIALS (A. v.) :** Paramount-
Montparnasse, 15 (232-67-20).
Point Show, 8 (225-67-29) ; V.F. :
Paramount-Mareux, 3 (236-
50-80).
LE FILIAT SUE LE NIL (A. v.) :
Paramount-Montparnasse, 15 (606-
10-10).
LES PERS (A. v.) : 14 Juillet-
Parmaise, 5 (240-50-50).
LES PERS (A. v.) : COMMENCEMENT
(A. v.) Quintette, 5 (324-
35-40) ; Pagoda, 15 (705-12-15).
Cinéma, 15 (705-12-15).
Culpaiz, 17 (230-30-11).
LE ROI ET L'OUISSE (A. v.) : Ciné-
ma, 15 (705-12-15).
LE SAUVAGE D'ETIOLE, film (A. v.) :
Studio de l'Etoile, 17 (380-19-19).
LE SAUVAGE DES VIDES (A. v.) :
Studio de l'Etoile, 17 (380-19-19).
14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (373-
50-10).
**HERLOCK HOLMES ATTAQUE
L'ORIENT EXPRESS (A. v.) :**
Cinéma, 15 (705-12-15).
LES MOVIES LES BELLIES, film (A. v.) :
LES SOUS-DONNES (Fr.) : Capit. 25
(592-11-02) ; Marginal, 15 (232-
62-32) ; Montparnasse-Paoli, 14
(322-18-22) ; Napoléon, 17 (380-
19-19).
LES ROSES (A. v.) : Kinoparc-
naise, 15 (366-50-30) (70 km).
LES ROSES (A. v.) : Kinoparc-
naise, 14 (232-52-11) ; V.F. :
Kinoparc-naise, 15 (366-50-30).
LE TROQUEUR (Turc. v.) : Ba-
lacio, 5 (823-43-71) ; 14 Juillet-
Beaugrenelle, 15 (373-50-10).
Bastille, 11 (257-90-61) ; 14 Juil-
let-Beaugrenelle, 15 (373-50-10).
S. : Studio Alpha, 5 (354-
39-67) ; Publicis Champs-Elysées,
15 (373-50-10).
S. : Publicis Champs-Elysées,
5 (742-35-31) ; Paramount-Mont-
parnasse, 15 (232-67-20).

L'Irlande à saisir.

Pour une semaine en automne, des prix et des paysages à ne manquer sous aucun prétexte.

	Prix par personne*	
	Avion et voiture	Bateau et voiture
7 jours en liberté	1515F Free-drive	Pour 4 passagers : A-R gratuit voiture Départ: Le Havre ou Cherbourg
7 jours dans les hôtels de votre choix (petit déjeuner compris)	1580F Prix spécial Départs 29 août ou 5 septembre	1470F
	2075F (autres dates)	1270F (octobre)
7 jours à la ferme (petit déjeuner compris)	1955F	1260F
7 jours dans une chaumière irlandaise	1565F 1440F (octobre)	1145F 640F (octobre)
7 jours en bateau sur le Shannon	1735F (sans voiture de location)	

* Sur la base de 4 personnes (excepté Freedom 2 personnes) et à partir de septembre, sauf indication

Tous ces programmes sont à votre disposition chez votre agent de voyages.

Pour de plus amples informations, saisissez-vous de vos ciseaux, découpez ce bon, et ne tardez sous aucun prétexte à nous l'envoyer très vite.

----- ✂ -----
Nom _____
Adresse _____

Envoyez ce coupon au Tourisme Irlandais
9 boulevard de la Madeleine, 75001 Paris (4^e étage),
ou téléphonez-nous au 261.84.26.

 **Irlande**
Allez loin sans aller loin.

MERCREDI 27 AOUT

L'ÉVÉNEMENT LA BANQUIÈRE

L'autobiographie dévorante

(Suite de la page 11.)

Car c'est bien à l'ethnologie selon Philippe Lejeune qu'il faut rattacher toutes ces autobiographies de ceux qui ne parlent pas, dont Oscar Lewis dans les *Enfants de Sanchez* a fourni le modèle insurpassé. Il y a toujours un intermédiaire (journaliste, romancier, etc.), appartenant à la classe qui produit et consomme les livres, qui a interrogé un individu qui appartient à un autre milieu et, en général aussi, à la génération précédente. On est dans une situation ethnologique : « une civilisation en questionne une autre. »

Et d'étudier les différents modes de transcription de cette littérature orale où l'on opère tantôt par « la plus près de la parole » (réservée le plus souvent, non sans condescendance, à ces illettrés que sont les immigrés), tantôt par la « toilette faite au discours », afin de l'adapter à la communication écrite si différente de la communication orale (la Vie d'une famille ouvrière, de Jacques Deshayes), tantôt pour l'élaboration littéraire (Mémé Santerre, de Serge Groussin).

ETUDIANT sans parti pris l'inflation toute récente de l'autobiographie, venant de ceux qui écrivent (« l'écriture reste le fondement de la gloire ») comme de ceux qui n'écrivent pas, Philippe Lejeune aborde un problème crucial de notre civilisation : l'influence des nouveaux médias sur la littérature. Il y détecte l'importance primordiale prise par le « vécu », quitte à la ruiner par l'analyse des techniques propres à l'écrit qui le transmet. Mais il en rend responsables la radio, la télévision. La faim d'informations que ces médias appellent et satisfont occulte l'essence même de la littérature, dit Philippe Lejeune, digère la littérature. Et c'est d'abord contre cet ennemi qu'il se bat.

« La voix vieillit plus vite que la parole », constate-t-il après avoir réentendu les célèbres entretiens de Jean Amrouche avec Claudel, de Parinaud avec Colette, de Robert Mallet avec Paulhan, sur lesquels il nous livre des notes d'écoutes fort drôles. Car ce théoricien d'un genre ne se prive pas de juger ses pièces ni même d'épingler les monstres sacrés qui défilent devant lui : Sartre dans son film, pris au piège par les nouveaux médias, contribuant le plus sérieusement du monde à ce qu'il avait paré jadis dans les Mots, la légende du grand homme...

Tout conformisme, tout respect mis à l'écart donc. C'est pourquoi cet ouvrage savant, nourri d'abondantes lectures et qui ne refuse pas la théorie, ne distille aucun ennui. C'est souvent en jouant, parfois en se jouant de lui-même, ironiquement, qu'il nous arme pour inventer la production contemporaine. Il y a aussi de l'écrivain chez ce critique. Dans ce domaine, je suis un autre me paraît être un exemple à suivre.

JACQUELINE PIATIER.

★ JE SUIS UN AUTRE, de Philippe Lejeune. La Seuil, coll. « Poétique », 333 pages. Environ 35 F.

entretien

Portraits d'historiens

● Georges Duby et Philippe Ariès au magnétophone

LA vogue du livre-entretien, qu'il s'agisse de faire ou de lire, n'est pas nouvelle, monsieur X... ? — en deux cents pages atteint aujourd'hui, avec un temps de retard, le domaine de l'histoire. Tentative rendue inévitable par la popularité extrême de cette discipline, tentative décevante si l'on considère la personnalité caractéristique des bons historiens, hommes sensibles et imaginatifs, mais gens de papier, de plume et de poussière, vivant par procuration, du fond de leurs bibliothèques, des vies exotiques et dangereuses des paysans du treizième siècle et des bourgeois du dix-huitième.

Georges Duby a prudemment choisi l'enquête théorique dans le livre qu'il vient de réaliser avec Guy Lardreau, philosophe. Ces Dialogues produisent malgré tout l'effet d'un ping-pong lent, étrange, dans lequel l'expérience théorique de l'historien (s'agissant du champ de l'histoire de concepts empruntés aux sciences humaines) se heurte à l'innocence historique du philosophe (qui ignore jusqu'à la signification du couple seigneur-féodalité). Ils ne mettent pas en valeur le grand historien qu'est Georges Duby.

Médiévisme au sens strict, isolatisme, campe sur les septième-treizième siècles, celui-ci n'a pas développé l'intuition fondamentale de Marc Bloch sur la continuité de la civilisation agraire européenne du dixième au dix-huitième siècle, continuité majestueusement indifférente au découpage de notre

vieille Sorbonne, qui oppose le Moyen Âge à l'époque moderne.

Georges Duby n'est pas un théoricien. Il est, chose beaucoup plus rare et originale en notre époque pressée et superficielle, un merveilleux érudit, capable de plonger, sans perdre le souffle, dans les conflits sociaux, intellectuels, religieux et artistiques d'époques invraisemblablement lointaines. Surtout, il fait sentir à ses lecteurs, spécialistes et amateurs, l'esprit et les mentalités de ces temps reculés.

Les confidences de Philippe Ariès, « accouché » par Michel Winock dans *Un historien du dimanche*, sont plus stimulantes. Cet historien de l'enfance, de la famille et de la mort est doublement marginal. D'abord parce qu'il n'est pas un universitaire et n'a été reconnu que tardivement par ses collègues de la fonction publique. Ensuite et surtout parce que les origines intellectuelles de cet authentique représentant de la nouvelle histoire sont celles d'un homme de droite.

Né dans un milieu royaliste, catholique et d'action française, Philippe Ariès a accepté son héritage. Sa trajectoire politique, des années 30 à la guerre d'Algérie, est absolument typique de ce monde d'émigrés de l'intérieur, messianiques et aigres jusqu'au triomphe du maréchal Pétain. Cette droite revendique bruyamment le mot France, mais n'a aucune idée de ce que signifie la nation, concept dont les origines et le légendaire sont, en France, de gauche.

Politiquement, cette famille d'esprit est irrécupérable. Mais les intellectuels de culture majoritaire — républicaine et de gauche — s'aperçoivent aujourd'hui qu'elle a produit beaucoup, sur le plan intellectuel : d'Augustin Cochin, dont François Puret vient de démontrer l'importance pour l'analyse des phénomènes révolutionnaires et idéologiques (1), à Philippe Ariès, dont l'œuvre concerne la famille ou la mort.

Sur ces deux points — famille et mort — les préoccupations des idéologues réactionnaires sont curieusement proches de celles de la psychanalyse. C'est sans doute la raison pour laquelle Philippe Ariès apparaît moderne à notre époque, qui révère Freud plus que tout autre prophète.

EMMANUEL TODD.

★ DIALOGUES, de Georges Duby et Guy Lardreau. Flammarion, 126 pages. Environ 35 F.
★ UN HISTORIEN DU DIMANCHE, de Philippe Ariès. Seuil, 218 pages. Environ 35 F.

dossier

Le très singulier théâtre de Valère Novarina

● Mettre la langue dans un état de tremblement

SUPPOSONS qu'il soit arrivé quelque chose à la langue française : une catastrophe intime, une convulsion, une attaque, une hémorragie. Il s'agit quel ? La panique ? Peut-être la censure. On l'a vu avec Rabelais, Jarry, Céline ou Artaud. Célébris, certes, commentés, mais avec gêne, de façon forcée. Le vrai français légitime et officiel de France n'aime pas qu'on lui rappelle la marge grouillante où son identité disparaît. La langue française oscille bizarrement entre une absence osseuse de corps et un trop d'organes, un excès physique. Aucun autre pays, sans doute, n'est obligé de se partager aussi visiblement entre deux cultures, en presque complète contradiction. C'est une vieille histoire, l'actualité même.

L' « hém »

Valère Novarina, comme ses amis de la courge revue TXT, est un possédé des profondeurs viscérales de la langue. Sa singularité à lui est d'en faire immédiatement un théâtre, de vouloir la lancer dans l'air à travers la voix des acteurs. La Lutte des morts, après le Babil des classes dangereuses, se présente d'emblée comme des dialogues d'étrangers. Voici des personnages, dont les noms paraissent préhistoriques, en train de s'écarter des phrases, des slogans, des impératifs, des descriptions de manipulations fort bizarres dont on saisit peu à peu qu'elles représentent quelque chose comme la bonhomie sexuelle elle-même surgie du fond des âges. Pas la moindre trace de sentimentalisme, de psychologie, de l'obscénité nette et joyeuse de la marionnette humaine, son côté chimpanzé bavard, est ici réduite à une gestuelle dans les mots.

Novarina veut « mettre la langue dans un état de tremblement ». Il dit qu'il veut écrire « pour les oreilles », « pour les acteurs phonétiques ». Un tel obstination physiologique ne peut que choquer la croyance fort commune à l'existence des personnalités et des caractères, des secrets du cœur et de l'âme, bref l'humanisme persistant qui, comme chacun sait, est une réalité de synthèse. D'autant plus que l'homme, ici, devient l'« hém », c'est-à-dire un être verbal nouveau, un animal nouveau en train de se débattre dans la maladie du langage.

L'homme, il faut le dire, ne nous inspire plus aucune confiance. Mais l'« hém », avec son accent circonflexe réflexe, nous

plonge aussitôt dans une hilarité pathétique et confiante, comme Ubu, le père Ubu, s'imposait et s'impose toujours à nous. Vous avez écouté les discours du pape Jean-Paul II. Eh bien, vous avez entendu cette merveille : la proclamation des droits de l'homme (c'est ainsi que Sa Sainteté polonaise prononce), et l'affaire n'est pas seulement touchante et drôle, elle est aussi terrible si l'on pense que cet homme, depuis des millénaires, est celui qu'on embarque régulièrement dans des aventures où il doit se faire massacrer. Qui sait si le fait de considérer l'homme avec un peu plus de curiosité, donc de compassion, n'est pas la meilleure façon de le sauver, de l'alléger, de le respecter, de lui rendre hommage ?

« Pour bien travailler, écrit Novarina, il faut avoir l'esprit bien vide et les articulations bien déliées, tout le corps souple et insectif ». Drôle d'ascèse. Je ne crois pas qu'on ait jamais rien exprimé d'aussi précis, d'aussi violent et lucide, sur la technique d'écriture, sur cette folie qui veut qu'un individu parle et trace des signes tout seul avec comme seule garantie une discipline lointaine quasi gymnastique ? L'image convenue de l'écrivain vole en

écarts. On le voit comme un travailleur de force sur soi-même : adieu romantisme, symbolisme, éthérisme, automatisme, surréalisme, naturalisme.

« La longue catastrophe rythmique »

Encore une fois, l'auteur nous prévient : la langue n'a rien de naturel, elle peut devenir d'un moment à l'autre une machine révélatrice, le « langage ». C'est cet état où les mots sont des choses explosives, où l'on touche leurs nerfs enflammés, où l'on voudrait presque redevenir animal muet pour être délivré du délire. Après tout, les lettres de Flaubert sont pleines de visions de ce genre. « On s'écrit pas, dit Novarina, on donne la liasse et l'heure où la langue se reproduit. » Vieux rêve de l'expérience littéraire : arriver à ce que ça se fasse tout seul, entrer dans une sorte de non-temps, de « sacrilège scientifique », dans la « longue catastrophe rythmique ».

Au lecteur, je conseillerai d'abord Novarina par le jour-

nal qui suit la Lutte des morts, et qui s'appelle le Drame de la langue française. Qu'il lise aussi le numéro 13 de la revue TXT où l'auteur finit par s'expliquer très simplement, par commettre son expérience, sa souffrance, son vertige, mais aussi, il n'hésite pas à le dire, son excès. « J'ai voulu inventer une langue plus rapide. Parce que les choses se précipitent, vont se précipiter. » L'avenir est à ceux qui n'ont pas peur du vide. « La français est une langue à coudre. » Il pensait avoir été coupé par la langue. « Il y a la fibre, l'enthousiasme de ce rituel magique qu'on appelle la création littéraire, et en même temps le regard clinique sur soi, l'incision sur soi.

À quel bon attendre pour entendre les vraies voix de ce qui nous touche ? L'expérience littéraire en est là. Que le décor académique et le marché s'en défendent, rien de plus normal. Mais l'art nouveau, l'esprit nouveau, n'en continuent pas moins leur marche harassante, diabolique. Ars nova, ars novarina.

PHILIPPE SOLLERS.

★ LA LUTTE DES MORTS, de Valère Novarina (éditions Christian Bourgois), 4 TXT, n° 13 (14), 126 pages. Environ 64 F.

Les effets d'une disparition

LE ministre des universités vient de supprimer la formation de DEA (diplôme d'études approfondies) et de troisième cycle. Analyses du texte littéraire, dont je suis responsable, à Paris-VIII (Vincennes). Cette formation, fondée par Jean-Pierre Richard, fonctionnaire depuis 1974. Elle comporte vingt-neuf enseignements, cent onze thèmes en cours. Elle avait un rapport très favorable à la Direction des enseignements supérieurs et au CNESE. Il faut comprendre ce que signifie cette disparition.

La littérature est le point le plus faible des sciences humaines : celui où l'opinion met le moins de scientificité. Dans « sciences humaines », y a science. Il est obscurantiste de s'y attaquer. C'est la science qui défend. Il ne me semble pas qu'on ait jusqu'ici défendu les recherches sur la littérature. En littérature, l'attitude la plus traditionnelle, l'histoire littéraire, l'homme et l'œuvre, l'œuvre et son temps, l'attitude psychologique et l'attitude sociologique, c'est cette manière extérieure et ancienne d'aborder la littérature qui a été privilégiée par le ministère lors des distributions de DEA-troisième cycle.

Une chose a été oubliée. C'est que la littérature aussi fait l'objet d'un travail de pointe, non plus seulement sur les cir-

constances de l'œuvre, mais sur sa spécificité et l'historicité de son langage — le travail sur le texte. C'est ce travail qui a été visé, dans les universités parisiennes : plusieurs formations de troisième cycle qui comptent en France, sur ce plan, celles de Julia Kristeva, de Gérard Genette, de Tzvetan Todorov, la sémiologie à Nanterre, et la poétique à Paris-VIII. Si la formation de D.E.A. troisième cycle « Analyses du texte littéraire » disparaît, c'est toute la spécificité de la littérature comme telle qui disparaît, à ce niveau, à Paris-VIII. Dont le démantèlement passe aussi par là.

Le révélateur le plus sensible

Une entreprise qui atteint la recherche littéraire, en France, aujourd'hui, ne laisserait en place, dans les universités parisiennes, que la philologie et l'histoire littéraire. Nouvel aspect de la querelle des anciens et des modernes, de Picaud contre Barthes. Mais en restant seules en place, ces disciplines qui se présentent comme les défenseurs de la tradition se stérilisent

elles-mêmes. C'est le conflit qui était producteur. La suppression de l'un des termes n'avantage pas l'autre, elle étouffe la relation qui les faisait vivre.

Cette suppression atteint la recherche du sens de la littérature dans notre société, par quoi elle touche aux problèmes du sens même de cette société. La littérature est toujours le révélateur le plus sensible de ce qu'on fait à une société, parce qu'elle est l'enjeu et la stratégie des sujets dans la social, entre eux et vis-à-vis du pouvoir. Cet enjeu se reporte sur l'étude de la littérature. Ce n'est donc pas seulement quelques littéraires qui sont touchés si on supprime cet aspect de la recherche. On veut étouffer la critique, qui est la pluralité des sujets. C'est pourquoi la littérature et la recherche en littérature sont l'affaire de tous. Il est urgent, et capital, de les défendre.

HENRI MESCHONNIC.

R.D.L.R. — On doit à Henri Meschonnic deux volumes de critique littéraire. Pour la poétique, dont le quatrième est consacré à Victor Hugo ; pour l'épique, un ouvrage de théorie du langage : le Signe et le poème (1975) ; trois livres de poèmes : Désobéissance (1978) ; Éléments de poétique (1979) ; enfin, des traductions de la Bible : Les Cinq rouleaux (1979). Tous ces ouvrages ont été publiés chez Gallimard.

la vie littéraire

Celle par qui Gide fut père

Elisabeth Van Rysselberghe, qui vient de mourir à Neuilly, à quatre-vingt-deux ans, le 20 août, mérite une place singulière dans l'histoire littéraire. C'est elle, la fille de la « petite dame » et de David, qui donna à ce dernier son unique enfant, Catherine, en 1923.

L'année précédente, dans un train, l'écrivain, qui était âgé de cinquante-trois ans, avait glissé à Elisabeth, de vingt ans, un billet bien dans sa manière : « Je n'aimais qu'une seule femme (il pensait à son épouse Madeleine) et je ne puis avoir de vrai désir que pour les jeunes garçons. Mais je me résigne moi-même. »

Longtemps il avait été envisagé qu'Elisabeth aurait été enfant avec le cinéaste Marc Allégret, à qui le fait de son rapport plus amoureux. Mais Gide mit son projet à exécution « un dimanche de juillet, dans la solitude maternelle d'un beau jour... » C'est la petite dame, la future belle-mère et grand-mère, qui note ce détail dans ses Cahiers (1918-1929, pages 145 à 152).

Elle soulignera par la suite la passion de pédagogie, d'antimodernisme et de père affectueux que Gide portera à sa fille. Mais, à l'en croire, l'annonce de la grossesse le vit plutôt « honte et dépit ». Il est remarquable que le Journal aux dates correspondantes ne souffre mot de la nouvelle. B. P.-D.

Harry Whittington

chez les Amis du crime.

Les Amis du crime publient un hommage à Harry Whittington, conçu et réalisé par

Jean-Jacques Schleret. Un entretien, une bibliographie et une filmographie permettant d'évaluer l'œuvre d'un écrivain prolifique (plus de cent quarante romans) et pourtant méconnu. Il a, pourtant, tenu honorablement sa place dans la génération intermédiaire du roman noir américain, aux côtés de David Goodis, Don Tracy et William Campbell Gault.

Les amateurs se souviennent de certains de ses romans parus dans la Série noire : Les des visions, la Boîte à moustiques ou le Chant de l'illuminé. Un petit récit comme Veuve de Satan, sorti en 1953 chez Flammarion, dans la collection « Le Fantôme », et qui le rend aujourd'hui, ne manque pas de charme, sans parler de Mourir... ma maîtresse ou de la Femme dangereuse.

Whittington, qui reconnaît avoir été influencé par James Cain, Frédéric C. Davis et Ray Kene, est un des écrivains les plus vivants du genre. La mort tombe dans ses livres sous les formes les plus diverses : culinaire piégée, alligator, moustique porteur d'un virus mortel. Mais la pire ennemie, c'est la femme. Elle tue pour l'argent et dévore ceux qui succombent à ses charmes.

Whittington oppose à toute la laideur d'un monde en proie au fric et au sexe un écrivain qui lui ressemble. Plutôt taciturne, intelligent, il accomplit ses exploits et pulse cherché à se faire oublier. — R. S.

★ Les Amis du crime, en vente à la librairie « Au troisième œil », 37, rue Montchaillon, 75009 Paris, et dans les librairies spécialisées.

Charles-Maurice

et Valençay

« Il n'est pas possible que Dieu fasse, par génération, deux esclaves pareils. » Le mot est de Mirabeau, qui s'y connaissait. Il concerne Charles-Maurice Talleyrand-Périgord dont, après Léon Noël, Lacour-Gayet, Louis Madelin (et combien d'autres ?), André Castelot raconte la vie. Talleyrand ou le cynisme (Librairie académique Perrin) : l'accent, par le titre, est mis sur la position de l'auteur qui, visiblement, a moins d'indulgence que son prédécesseur Jean Orieux pour les roueries, volte-face, bassesses, malversations et autres trahisons dont le personnage porte le poids d'opprobre.

À Valençay, on oublie tout cela. On voit le faste, on pense à la réussite qui, si souvent, a coïncidé avec une réussite pour la France. Le château, au milieu d'un parc gigantesque — un de nos plus beaux édifices Renaissance et superbement maillé, — a subi bien des dégradations depuis le temps où les enfants d'Espagne arrosaient au jet (1) les plantes de leur pays qu'ils essayaient vainement de faire pousser dans la chambre aux boiseries délicates qui y vit la dernière nuit de Talleyrand. Le département de l'Indre, aidé par le Crédit agricole, vient d'acheter l'ensemble acquis en 1929 par Talleyrand sur ordre du Premier Consul, auquel il trouva le moyen de faire payer une partie de la note. Un musée y sera développé à partir des collections préexistantes. On y pourra venir, obtempérer à l'orgueilleuse injonction du prince de Bénévent : « Je veux que, pendant des siècles, on continue à discuter sur ce que j'ai été, ce que j'ai pensé et ce que j'ai voulu. » — G. G.-A.

pensez à lire.

TONY CARTANO

Blackbird

roman

L'écriture ouverte et claire de Tony Cartano vous entraîne et vous emporte.

GEORGES ANEX / JOURNAL DE GENEVE

Buche/chastel

كتاب من الأصل

et recherches en littérature

Une nouvelle génération

● Renaud Camus et Benoit Peeters dans la lignée du Nouveau roman

Où il y a une nouvelle génération. Ce qu'il faut entendre, évidemment, de deux manières : d'une part, dans la lignée des Nouveaux romanciers, il y a des écrivains de plus jeune âge ; d'autre part, dans la lignée du Nouveau roman, il y a une nouvelle façon d'engendrer les ouvrages.

Citons en conséquence des noms presque nouveaux : Renaud Camus, dont l'attachement à Peeters, son troisième roman, a été publié voilà quelques mois ; Benoit Peeters, dont le passionnant *Bibliothèque de Villers*, son deuxième livre, est sorti au printemps.

Dégageons d'abord ce qui semble être une nouvelle communauté de principes : face aux textes des Nouveaux romanciers, en effet, leur posture est celle, non pas d'un refus (le Nouveau roman, à présent, c'est une vieille lune), non point d'une continuation (le Nouveau roman existe, nous l'allons continuer), mais celle d'une reprise (le Nouveau roman insiste, nous allons l'utiliser).

Grossissement et raffinement

Cet usage, pour s'en tenir au plus simple, disons qu'il prend une double forme.

L'une pourrait s'appeler la *reprise basse* : son mécanisme est de l'ordre du grossissement. Il s'agit de reprendre tel fonctionnement déjà présenté mais avec la systématique la plus grande.

Renaud Camus opère plutôt dans la voie de cette mise en cause que l'on a pu nommer « le récit enlaid » : il renoue ainsi, à sa façon, dans l'écriture, avec un écrivain que le Nouveau roman a permis de relire autrement, Raymond, Roussel. Un

méthodique dispositif de parenthèses, faisant songer à celui des *Nouvelles Impressions d'Afrique* (1) et adoptant l'allure d'un vertigineux enlaidissement de notes en bas de page, y agresses, selon de savoureuses digressions, un récit lui-même soumis à toutes autres sortes d'aventures.

Benoit Peeters travaille plutôt cette mise en cause que l'on a pu appeler « le récit excessif » : il rejoint ainsi, à sa manière, dans la *Bibliothèque de Villers*, un autre écrivain dont le Nouveau roman a fait ressortir certains aspects, Jorge Luis Borges. L'on s'en souvient peut-être : dans la *Mort et la Boussole* (2), les lieux de divers meurtres, spatialement calculés, désignent l'endroit d'un crime ultime. L'analyste Lomrot, qui l'a compris, s'y rend et y trouve bien l'assassin qui, pour l'exécuter, lui avait ainsi donné rendez-vous : dans la *Bibliothèque de Villers*, de même, une suite de crimes savants, non moins géométriquement déterminés, signalent les endroits de meurtres inédits. Dans la nouvelle de Borges, il est possible de noter l'insistance de certaines couleurs (le jaune, le rouge, le vert) et de deux nombres (trois et quatre) ; dans le roman de Peeters, de même, il est facile d'observer le travail analogue de deux « couleurs » (le noir et le blanc) et d'un nombre (cinq).

La seconde forme de cet usage pourrait se nommer la *reprise haute* : son mécanisme est de l'ordre du raffinement. Il s'agit de conduire tel fonctionnement déjà présenté jusqu'à de très minutieuses délicatesses dont les effets, pour l'amateur, peuvent offrir des caractères inédits.

Ainsi, dans *Traverses* (p. 136), en note, une amusante énumération, sous le signe du *Je n'aime pas*, se termine par ceci : « la suite dans *Barthes*... ». Ce qui s'accomplit, de la sorte, évidemment, c'est une aggravation du système digressif : ce qui était un détour à l'intérieur du texte (une parenthèse intrusive) se métamorphose en quelque sorte en un méandre

à l'intérieur du texte (une parenthèse extratextuelle). Ce qui se donne à lire, aussi, fait-il mine de le paradoxe d'un hommage ambigu : écrire que la suite est dans *Barthes*, c'est, à n'en point douter, rendre hommage à telle page idéologiquement énumératrice (la page 120) du *Roland Barthes* par Roland Barthes (3), mais c'est non moins, en faisant communiquer deux énumérations jusque-là distinctes, battre en brèche, par un effet d'intertexte, l'idée barthesienne de la singularité dite « mon corps n'est pas le même que le vôtre », affirmée, précisément, à la spécificité du contenu de l'énumération.

Ainsi, dans la *Bibliothèque de Villers*, la géométrie meurtrière conduit bien sur les lieux du dernier crime. Seulement, par une entière inversion de la *Mort et la Boussole*, c'est non point l'enquêteur qui reçoit le trépas mais bien, et nullement par suicide, l'assassin que l'on présumait. En conséquence, s'il vent parvenir au coupable, le lecteur se trouve invité à relire le livre afin d'y découvrir ce que, dans sa *sièvre première*, il n'avait pas eu le temps de lire (4).

Dévoilée par Borges à la fin de la nouvelle, la solution est différée par Peeters dans les détails clandestinement calculés par son texte.

Il semble nécessaire, en ce point, de répondre à deux questions.

L'une concerne l'intérêt d'un rapprochement de ces deux écrivains avec le Nouveau roman. La réponse présente au moins trois faces. D'une part, ainsi qu'on l'a vu, il est possible de souligner une précise communauté de stratégie : la mise en cause de la

naturalité du récit. D'autre part, ces jeunes écrivains ne font pas mystère de ce rapport : soit qu'ils en multiplient les citations (surtout Renaud Camus), soit qu'ils ne répugnent point à un décapitant pastiche (surtout Peeters, dans *Omnibus* (5), son livre précédent), soit que se trouvent repris, ça et là, diverses situations, certains noms de personnages. Enfin, ce rapprochement des textes suscite, labyrinthiques, d'innombrables réseaux de relations par lesquels le lecteur est en mesure de toujours mieux lire ce qu'il croyait avoir déjà bien lu.

L'autre question concerne la particularité respective de chacun de ces écrivains. Souligner, avec ses différentes tactiques, la communauté de stratégie qui unit Camus et Peeters, ce n'est aucunement, comme certains pourraient le croire, se plaire à les réduire l'un et l'autre jusqu'à ce qu'ils se confondent à un même monde. C'est, au contraire, établir le fond partagé sur lequel peuvent se mieux voir les différences. Ainsi, chez Renaud Camus, un dispositif de composition : le texte, en ses extensions dégressives, devient capable d'acquiescer les formes de discours les plus variées. D'où le sentiment d'une substance pléthorique que l'étendue du livre, par elle-même, confirme. Ainsi, chez Benoit Peeters, un mécanisme de concentration : le texte, en sa permanente obsession de désigner subrepticement le coupable, se calcule sans cesse au plus juste. D'où une impression de plénitude d'étoffe que la minceur de l'ouvrage, par ailleurs, accentue.

Deux livres donc aux saveurs très diverses, mais dignes, l'un comme l'autre, à n'en douter guère, de certains lecteurs scrupuleux.

JEAN RICARDOU.

* TRAVERS, par Renaud Camus et Tony Dupart. Éditions Bachelot, collection « Poi », 226 pages. Environ 45 F.
* LA BIBLIOTHÈQUE DE VILLERS, par Benoit Peeters. Éditions Robert Laffont, collection « L'Esprit », 126 pages. Environ 35 F.

Les contradictions de Jean-Pierre Faye

● La foi dans l'écriture « dangereuse » n'écarte pas tous les pièges.

POÈTE, essayiste, « narrateur », Jean-Pierre Faye est aussi théoricien critique des « langages totalitaires » et, depuis une dizaine d'années, animateur d'une revue, *Champs*, dont les buts sont autant littéraires que politiques. De ses multiples activités et de leurs visées, il se confesse aujourd'hui à Philippe Boyer, dans une longue suite d'entretiens. Si ses intentions n'inspirent que de la sympathie, l'esprit et les formes concrètes de leur développement soulèvent un certain nombre de questions.

Nous vivons, c'est connu, une époque de crise. Toutes les certitudes s'effondrent et, avec elles, également, les idéologies du progrès. Les partisans de ces idéologies, messagers d'une transformation positive et radicale du monde, réagissent de diverses manières. Les uns, du jour au lendemain, abandonnent sans remords leur foi d'hier pour rallier le pouvoir officiel. Les autres, au contraire, s'attachent à leurs idées comme si de rien n'était, avec une force et une obstination justes assés excessives pour révéler une nostalgie.

Si elle est humainement plus acceptable, cette dernière attitude n'en présente pas moins des limites. Elles apparaissent aussi chez Jean-Pierre Faye.

Celui-ci, il est vrai, n'a pas choisi la facilité. Sa foi révolutionnaire n'est pas limitée, comme chez d'autres, à un radicalisme verbal. À une peinture velleitaire du paradis futur, il a préféré, à chaque fois que l'occasion s'est présentée, une dénonciation précise de la répression actuelle. De même, la confiance qu'il fait au pouvoir « transformateur » de l'écriture est d'abord une rare attention à ses vertus critiques.

Aussi bien, Faye dévoile avec la même vigueur le stalinisme (jusque dans ses formes renouvelées) que la répression en France ou au Portugal. Mieux, il reconnaît l'inauthenticité jusque chez les « siens ». Pour tout dire, l'éventail et le choix de ses ennemis dénote, chez lui, une incertitude — et une honnêteté — peu « parisiennes ». Reste à déterminer les perspectives dans lesquelles ses qualités s'inscrivent.

Un jeune poète, il y a quelques années, adressait à Faye une lettre ouverte où il le mettait en garde contre une tentation : celle de confondre pensée et théorie. Le destinataire, cette fois, a eu tort de couper l'écoute. Car, tout en soulignant l'aspect critique de la pensée et de la création — et c'est là, finistère, un incontestable et rare mérite — il n'évite pas lui-même le piège des idéologies.

Une vision utopique de l'avenir

L'idéologie qui le guette n'est pas tant, comme on pourrait le penser, celle d'un marxisme figé. Même si la distinction qu'il fait entre Marx et ses « déformateurs » est un peu facile, le principal danger qui menace Faye est ailleurs : dans la fascination qu'il éprouve, avec tant d'autres, pour les avant-gardes, pour les mouvements novateurs de l'âge d'or de l'art moderne, et qui l'amène à

vouloir ressusciter ce qui appartenait fatalement à une autre époque. Une vision utopique de l'avenir, fondée sur des illusions démesurées quant aux effets réels des œuvres d'art, est évidemment l'axe de cette tentative : l'écriture telle que Faye la conçoit est « dangereuse », même si ses effets ne devaient se faire sentir que « dans un siècle » (théorie des « langages à retardement »).

Or le modèle avant-gardiste transporté à l'échelle actuelle, ne peut être qu'une forme vide. Le langage même du livre est là pour le prouver, en particulier grâce à l'intervieweur qui multiplie « plus narratifs » et « déplaçements du discours ». Quant aux idées, une fois dépouillées de leur déguisement — d'une traduction épistémologique de tout réel en termes de langage — elles sont souvent plutôt floues et banales. On enregistre, la pensée devient un simple ornement, un jeu sur les mots, qui explore les structures « paranoïaques » du langage, en négligeant, hélas ! autant leur pouvoir « magique » que leur vrai impact (les néologismes comme *hystérisation*, *conservatoire*, *l'artifice seul*, enfin, prêté au choix des œuvres concrètes, citées pour soutenir les théories avancées (en l'occurrence les travaux des collaborateurs de *Champs*). Peu convaincant, ces exemples ramènent en fait ces théories à un simple programme de groupe.

Qu'on me comprenne bien : c'est à un type de discours que je m'en prends, pas à l'homme dont il est question. Mais cette critique me semble nécessaire au nom des principes mêmes dont ce discours se réclame. Car, sous prétexte de continuer les avant-gardes, on risque en réalité de renouveler la fausse poésie que les avant-gardes étaient venues combattre, tout en n'ayant le plaisir dans la bonne volonté, la pensée dans les idées, le travail créateur dans une béotie « militante ». Ce qui manque à ce discours, en somme, c'est un peu plus et un peu moins de musique.

PETRI KRAL.

* COMMENCEMENT D'UNE FIGURE EN MOUVEMENT, de Jean-Pierre Faye, entretiens avec Philippe Boyer. Stock, 322 pages. Environ 55 F.

Quarante avis de décès

LES avant-gardes, depuis un siècle, se suivent, se succèdent, meurent ou survivent. René Lourau, pour nous donner une idée de ce mouvement brownien où scintillent les idées, les rêves, l'utopie, le rire, a réuni quarante manifestes d'autodissolution. On lira donc les avis de décès de groupements littéraires (le symbolisme, Dada, le surréalisme), politiques (les trois internationales, l'Internationale situationniste, la Gauche prolétarienne), ou encore d'entreprises hors catégories, comme les *Sex Pistols*, le *Journal Actuel* et l'École freudienne de Paris.

Une entreprise saine

L'entreprise, en un sens, est saine. Elle prouve que certaines avant-gardes n'ont que trop duré. Le surréalisme a mis quarante-cinq ans à s'éteindre. La littérature et la IV^e Internationale sont frappées d'obsolescence.

Quelques jours avant le premier *Manifeste surréaliste* de Breton, les amis de Dada annonçaient sa « mort à la fleur de l'âge d'une littérature algébrique ». Lénine, en novembre 1914, proclamait : « La IV^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme ». À bas l'opportunisme et vive la IV^e Internationale, débarrassée des rivaux et aussi de l'opportunisme ! C'est deux exemples montrant que chaque autodissolution peut en cacher une autre ; on finit par se voir assez de appels au meurtre, oris de victoire, points d'exclamation et renoncements qui préparent d'autres compromis, d'autres asservissements à un groupe ou à un chef.

RAPHAËL SORIN.

* AUTODISSOLUTION DES AVANT-GARDES, par René Lourau. Éditions Galilée, 316 pages. Environ 75 F.

DERVY-LIVRES

Dr Marc HAVEN

LE MAÎTRE INCONNU CAGLIOSTRO

A certaines dates passent dans l'humanité des êtres étranges qui forcent l'attention de toute une époque. L'auteur a étudié de très près les événements de la vie et le caractère de ce personnage hors du commun qui disait : « Je ne suis d'aucune époque ni d'aucun lieu... Je ne suis pas né de la chair, je suis né de l'esprit... Tous les pays me sont chers, je les parcours pour que, partout, l'Esprit puisse descendre et trouver un chemin vers vous ».

Ouvrage illustré de 18 planches

6, rue de Savoie, 75006 PARIS. 326.90.72

François Thibault LA PÉRÉGRINATION DE FERNÃO MENDES PINTO



Comment un ancien valet portugais, un à leur soldat, esclave, pirate, marchand, découvre le Japon en 1543, et devient l'ami du grand homme de son époque, le futur Saint François Xavier.

Collection "Étonnants Voyageurs"

Seghers

LE NOUVEAU

COMMERCE

« SUPPLÉMENTS » au cahier 45/46

VIENT DE PARAÎTRE

VICTOR SEGALÉN

VOYAGE AU PAYS DU RÉEL

(80 p., accompagné des dessins de l'auteur, avec tirage de tête)

ALEJO CARPENTIER

VARÈSE VIVANT

(avec un portrait par Mich Ray)

PIERRE PACHET

Du bon usage des fragments grecs (nouvelle édition illustrée)

Diffusion Librairie : N.G.L., 73, boulevard Saint-Michel, 75006 PARIS. Liste des suppléments adressée sur demande.

«Ce drame de la séparation d'un couple par la mort, depuis "Le temps d'un soupir" de Anne Philipe, je n'en avais pas lu de plus poignant.»

Joël Schmidt / Réforme

«Luce Amy qui a su, à chacun de ses livres, nous émouvoir au plus profond, témoigne pour la douloureuse puissance du lien qui unit une femme et un homme, l'amour dans toute sa vérité, l'amour unique.»

Lucien Guissard / La Croix

Luce Amy L'amour de Sven

roman

GRASSET

pensez à lire

TONY CARTANO Blackbird

roman

Ce roman, par ses rebondissement multiples, tient le lecteur en haleine de bout en bout.

QUEST FRANCE

Buchet Chastel

l'été, c'est aussi
le temps de la réflexion

ALVIN TOFFLER

La 3ème VAGUE

Alvin Toffler annonce le commencement
d'une autre histoire humaine

L'EXPRESS

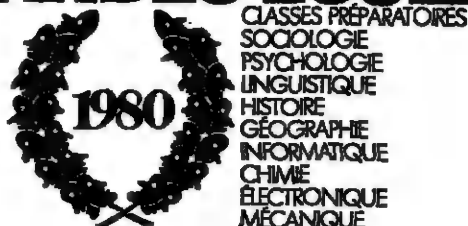
- un document capital
- un livre vivifiant
- une vision percutante de l'avenir

denoël

Le Monde DE
L'EDUCATION

REVUE - JUILLET-AOÛT 80 - 15 RUBRES (FRANCE) - 75427 PARIS CEDEX 09 - TEL. 2467232 - AN 80-77

LE PALMARES DES UNIVERSITES ET GRANDES ECOLES



CLASSES PREPARATOIRES
SOCIOLOGIE
PSYCHOLOGIE
LINGUISTIQUE
HISTOIRE
GEOGRAPHIE
INFORMATIQUE
CHIMIE
ELECTRONIQUE
MECANIQUE

JOBS D'ETE: BIEN NEGOCIER SON CONTRAT
DES LIVRES D'ENFANTS LES METIERS DU DESIGN
POUR LES VACANCES

NUMERO DE JUILLET-AOÛT - EN VENTE PARTOUT 7 F



ABONNEZ-VOUS AVANT AUGMENTATION

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement
le Monde de l'éducation, il suffit de nous envoyer le bulletin
ci-dessous. Vous ne paierez que 70 F pour onze numéros au lieu
de 77 F. Et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros déjà
publiés.

RECEVEZ GRATUITEMENT
l'un des numéros suivants :

- « Histoire : la vérité sur la crise », n° 61, mai 1980.
- « Les jeunes et l'orientation », n° 60, avril 1980.
- « Le sport à l'école », n° 58, février 1980.
- « Quel enseignement dans dix ans ? », n° 57, janv. 1980.
- « Les jeux de société », n° 56, décembre 1979.
- « Les enfants et la publicité », n° 55, novembre 1979.
- « Apprendre les maths : le casse-tête », n° 54, oct. 1979.
- « Orientation : quel bac choisir ? », n° 50, mai 1979.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander en plus de
votre numéro-cadeau d'autres numéros. Il vous suffit
d'ajouter à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire
demandé.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Je vous règle la somme de 70 F pour mon abonnement d'un an
lance numéros au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau
l'un des numéros cochés ci-dessus.

Envoyer votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal
à l'ordre du « Monde »), au « Monde de l'éducation », serv. abonnem.,
6, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09 - Tél. : 246-72-22

lettres étrangères

Mon stade est ma patrie

(Suite de la page 11.)

On sait les angloises du récit
américain : la peur de l'immense-
sité, le sentiment de solitude, la
sensibilité d'être étranger dans
son propre pays et, pour vaincre
ces inquiétudes, l'image de l'or-
phelin en quête d'un père réel
ou spirituel, ou, à défaut, d'une
mère. La quête conduit ici à un
groupe de femmes d'un certain
âge : vêtues de blouses blanches,
elles enlèvent les vêtements de
nos héros, les mettent au bain,
lavent leur petit zizi, leur met-
tent des couches propres, les
installent dans un lit à barreaux,
leur donnent le biberon, etc. On
leur chante une chanson, mais
attention, s'ils viennent au air
autre que celui qui est prévu, ce
sera 98 cents en plus.

Les idéologies civilisatrices sont
également passées à la mouli-
nette. L'entraîneur de la ligue
s'en va en Afrique où il organise
la première partie de base-ball
jamais jouée sur le continent
africain entre des équipes indi-
gènes. Des joueurs instinctifs,
certes mais indisciplinés. Au
nom de leurs droits culturels
inaliénables, les nègres veulent
généraliser la « glissade ». Pas
question, réplique l'entraîneur,
car, avec ces gens-là, quand on
leur en donne long comme le
doigt, ils en prennent long
comme le bras. Pendu par les
pieds, l'Américain est contraint
d'assister à un match de base-
ball à l'afrique.

Rien n'échappe à la verve car-
navalesque de Philip Roth — et
surtout pas l'humour flam-
boyant qui engendre, à intervalle
régulier, des accès de charité,
suivis d'une remise au pas. Lors-
que la ligue recrute le premier
main dans l'histoire du base-ball
américain, toute la nation se
passionne pour la cause de ces
êtres qui, « pour être petits, n'en
sont pas moins des hommes ». Pendant
ce temps, nègres, juifs
et autres métièques sont main-
tenus à l'écart.

Puis ce sont les
années 50 et la
grande purge :
on découvre
l'existence d'une
conspiration in-
ternationale pour
détruire la ligue.
Les ennemis sont
parmi nous. On
s'aperçoit qu'ils
vivent déguisés,
les agents de
Moscou, déguisés
en capitaine, dé-
guisés en joueurs
professionnels, et
même déguisés en
propriétaires de
clubs. Sur le ton
cabaret, tout cela
est significatif à
l'aube des années
50 où s'annoncent
les signes d'un
nouvel essor
du conservatisme
américain.

Le nouveau ro-
man de l'auteur
de *Portnoy* serait
sur plusieurs re-
gistres, simulta-
nément : c'est un
manuel technique
pour la base-ball,
comme *Moby Dick*
l'est pour la chasse à la baleine.
C'est une allégorie, une varia-
tion sur une lettre, la lettre « R »
— comme Ruppert, comme Ro-
manichiel — au même titre que
l'est la *Lettre scarlatine*. C'est une
inversée — certes à reculons —
de l'espace américain, comme le
voyage de Huck Finn au pays
des nègres. Et le roman améri-
cain — le Grand roman améri-
cain — est sans doute un mélange
subtil de ces ingrédients que
Roth traite, pour sa part, sur le
mode de l'outrance, de l'ironie
et de la tendresse tout à la fois.
On songe à *Hellzapoppin*.

Dans un prologue à l'ancienne,
Roth dit sa dette à Melville,
Hawthorne et Mark Twain. A la
différence de (Papa) Hem-
ingway) rencontré toujours



• Dessin de D. Levine. Copyright
Opéra Mundi.

dans le prologue, par l'auteur
présent du livre, Philip Roth
sait qu'il y a de grands
romans américains, mais que le
Grand roman américain n'existe
pas. Hem, est-il raconté, s'avance
vers l'opérateur de la Western
Union et pointe son pistolet vers
la mâchoire du jeune homme
tremblant : « A messieurs
Hawthorne, Melville, Twain et
James aux bons soirs du départe-
ment de littérature, collègue
Vassar, New York. Chers morts
illustrés : le Grand romancier
américain, c'est moi. Signé,
Papa. »

PIERRE DOMMERGUES.

★ LE GRAND ROMAN AMERI-
CAIN, de Philip Roth. Editions
Gallimard, 206 pages. Environ 55 F.

Retour au romantisme

• Une collection de
littérature fantastique à
l'Herné

L'ANNÉE dernière avec « Le
romantisme noir » (1), les
Cahiers de l'Herné rom-
paient avec la tradition de l'ou-
vrage consacré à un seul per-
sonnage. Ils proposent un
thème de réflexion : l'émergence
de la littérature « gothique »,
anglo-américaine, à la fin du
XVIII^e siècle et au début du dix-
neuvième siècle. Contrairement
aux niaiseries policières peuplées
de cadavres transformés en spi-
rites et dégoûtant d'hémoglobi-
ne, la vraie littérature fan-
tastique transcende les limites
d'un genre considéré par cer-
tains à tort, comme mineur.

Ce dépassement de la frontière
qui sépare, arbitrairement, la
culture populaire de l'art raf-
finé, la vie quotidienne de son
image « stylisée », devait aboutir
aux écrits fameux d'un
Poe, d'un Hoffmann, d'un
Kafka, d'un Meyrink. Le retour
au romantisme baroque ou
gothique, l'engouement pour la
littérature fantastique de qua-
lité n'a rien à voir avec une
attrance malsaine pour les
productions alléchantes, prometteuses
de « frissons garantis ».
Depuis quelques années déjà,
l'idée d'une collection qui satis-
ferait ce goût retrouvé pour le
roman dit noir, faisait son
chemin à l'Herné. L'accueil
chaleureux réservé aux cahiers
« Gustav Meyrink » (2), en 1978,
et « Mikros Eklade » (3), en 1979
(personne n'ignore aujourd'hui
que l'histoire des religions est
aussi un conteur du fantasti-
que), emporta finalement la
décision de grouper et de faire
connaître les auteurs moins
illustrés s'inscrivant dans ce cou-
rant littéraire. Après les étran-
ges textes de jeunesse d'Ellade
— *Mademoiselle Christina* et
le *Serpent* — voici deux auteurs
oubliés : Raoul de Warren et
Fitz James O'Brien.

tastique. Deux romans et quel-
ques autres récits suivront après
la guerre, mais sans doute ne
venaient-ils pas dans leur temps.
Personne n'en parla, hormis
quelques rares initiés. Après de
longues années d'indifférence et
d'oubli, avec la publication de
trois romans importants, cet
auteur, que certains n'hésitent
pas à comparer à Meyrink, trouve
enfin l'audience que
mérite son talent.

La vision cosmique de Raoul
de Warren s'exprime surtout dans
la *Bête de l'Apocalypse* : un
rêve toulou, dicté par l'incon-
scient, dans lequel le récit s'or-
ganise autour d'un naufrage qui
se répète à des siècles d'inter-
valle. Comme si le temps, enivré
par l'éternité, se mettait à tour-
ner autour du même axe
événementiel. Évidemment stig-
matiquement prophétique, car an-
nonciateur de l'instant fatal où
l'humanité, maîtresse enfin de sa
destinée, découvre l'instrument
terrifiant de sa perte, la force
cachée dans l'atome.

Dans *l'Enigme du mort-vivant*,
trois personnages qui s'ignorent,
mais par une soudaine impul-
sion, se retrouvent dans une vieille
église à Paris. Réincarnation,
magie noire, envoiements pré-
sident à cette rencontre fau-
sément fortuite sur laquelle plane,
inquiétante, l'ombre du grand
chaumais du dix-huitième si-
cle, le comte de Capote. De
l'énigme, décodée à la fin du
roman, se dégage le thème du
doublement si important dans
la littérature fantastique. On
retrouve le même sujet dans la
Clairière des eaux mortes, texte
resté jusqu'ici inédit : dans un
désert d'hallucinations — forêt
millénaire, eaux stagnantes,
vieilles demeures mystérieuses,
les personnages se transforment
et deviennent leur contraire,
images en négatif, images spec-
trales sorties de la nuit.

Une intarissable
façonde

Une nouvelle parue naguère
dans un recueil chez Gallimard,
quelques récits édités il y a trente
ans chez Robert Marin, une bio-
graphie assez vague, c'est tout ce
que nous savons, en France, de
Fitz James O'Brien. Il est né
en Irlande « vers » 1828. Il fait

des études à l'université de
Dublin. En 1852, émigré à
New-York, il s'occupe par son
talent extraordinaire, par son
intarissable façon de ses contes,
ses poèmes, sont présents dans
toutes les publications litté-
raires. O'Brien meurt jeune : la
balle d'un Sudiste le tue à la
fin de la guerre de Sécession, en
Virginie, privant ainsi l'Amérique
d'un écrivain aussi original que
Poe, que Melville.

L'un des fantasmes de Scarier
O'Hara et de ses plantations,
que nous raconte cet Irlandais
curieux et très devenu un véri-
table yankee ? L'histoire d'un
pensionnaire tranquille à New-
York, dans une maison frémissant
d'insupportables présences
qui lui feront perdre le sens de
la réalité (*la Chambre perdue*).
La tragédie destinée d'une
épouse américaine, belle et très
cultivée, qui s'identifie à Médée
(*Médée*). La passion d'un bri-
coleur de microscopes pour une
étrange créature (*la Lentille de*
diapason). La fin horrible d'une
amie de créatures maléfiques,
automates minuscules en bon-
heur au siècle dernier (*la For-
gée des merveilles*). La puis-
sance de l'hypnose, utilisée dans
un dessein de haine, qui conduit
un enfant à la mort (*le Bohé-
mien*). Et comment ne pas croire
aux revenants qui se promènent
dans les récits intitulés *le Pot de*
chaises et *Qu'étais-ce ?*

Le regrettable Roger Caillots affir-
mait que le fantastique était à la
fois la faiblesse et le châtiement
des esprits forts. La découverte,
aujourd'hui, de ces deux auteurs
confirme que cette faiblesse est
heureuse et féconde la sanction.

EDGAR REICHMANN.

★ LA BÊTE DE L'APOCALYPSE,
de R. de Warren, roman, L'Herné,
« Les Livres noirs », 315 pages. En-
viron 50 F.

★ L'ENIGME DU MORT-VIVANT,
de R. de Warren, roman, L'Herné,
« Les Livres noirs », 320 pages. En-
viron 52 F.

★ LA CHAMBRE PERDUE ET
AUTRES RECITS, de F. J. O'Brien,
traduit de l'anglais par Jacques
Fapy, L'Herné, « Les Livres noirs »,
275 pages. Environ 45 F.

(1) Voir « le Monde des livres »
du 6 février 1979.

(2) Voir « le Monde des livres »
du 22 juillet 1978.

(3) Voir « le Monde des livres »
du 31 mars 1978.

Rituels et simulacres à l'anglaise...

DANS une banlieue anglaise,
vit une famille comme les
autres. Apparemment. Le
père semble bien bizarre : bou-
gon et ordonné. Il a décidé de
cimentier tout son jardin pour
faire plus propre. Il meurt avant
d'avoir pu achever son projet.
Sa femme reste seule avec qua-
tre enfants à charge : Julie,
dix-sept ans, Jack — le narra-
teur, — quinze ans, Susan, une
seur cadette, et le petit Tom,
six ans. Protection illusoire, car
cette mère ne tarde pas à tom-
ber malade et meurt à son tour,
dans son lit. Que faire ? Les
quatre enfants qui redoutent l'or-
phelinat décident de l'enterrer à
leur façon : dans le cave, au
fond d'une grande cantine rem-
plie de ciment.

Tel est le point de départ de
l'étrange roman de Ian McEwan,
le Jardin de ciment. Notons que
cette entrée en matière ressemble
curieusement au roman de Julian
Glas, publié en 1984 chez Gal-
limard, *le Tabernacle*. On y
voyait, de la même façon, sept
enfants enterrer dans le jardin
leur mère décédée, pour éviter
toute intrusion du monde exté-
rieur et ériger sur sa tombe
une cabane qui devenait le lieu
d'un culte secret et fervent.
Coincidence ?

Une atmosphère
ironiquement
déliquescence

Quel qu'il en soit, le roman
de Ian McEwan impose très vite
une atmosphère inoffensive, ambi-
guë, qui va des froides retou-
nées d'un humour grinçant jus-
qu'aux parages de la cocasserie
morbidité et de l'horreur. Nous
entrons avec lui dans une suite
de rituels et de simulacres qui
sont les enfants à survivre tant
bien que mal en marge des nor-
mes.

Chacun d'eux, pourtant, do-
mine son angloise à sa façon :
Susan tient un journal intime où
elle correspond avec sa mère ; la
petite Tom, las d'être battue à
l'école, se déguise en fille et
régresse vers l'âge des nouvea-
nés ; Jack se tient volontairement
malpropre et s'adonne avec fré-
quente à la masturbation. Quant
à Julie, l'aînée, elle joue les
coquettes avec un joueur de bil-
lard professionnel, Derek. Aucun
d'eux, quels que soient leurs
heurts et leurs complaisances
qui vont jusqu'aux carresses inco-
nscientes, ne rompt cette solide
rité tant soit peu malsaine. Mal-
heureusement, Derek est un peu
trop curieux et, si les tombes
ferment mal, le ciment peut avoir,
lui aussi, d'impardonnables fis-
sures...

Écrit tantôt sur un ton amè-
rement gouaillard, tantôt avec
l'implacable minutie d'un rap-
port d'enquête, mais toujours
avec une remarquable maîtrise,
le Jardin de ciment exerce une
sorte d'envoûtement sur le lec-
teur. Un premier roman où l'au-
teur se révèle un maître-alcibi-
stique en atmosphère ironique-
ment déliquescence.

PIERRE KYRIA.

★ LE JARDIN DE CIMENT,
de Ian McEwan, traduit de
l'anglais par Claude Malroux.
Le Seuil, 194 pages. Environ
45 F.

ANDRE
BAY
des
mouches
et des
hommes

L'étude propre
de l'homme,
c'est la mouche.

JEAN ROSTAND

denoël

502 من الأصل

Le Monde

jours d'été

SAÏD ET MOI

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS. — A la recherche de sa fille, enlevée par un jeune Algérien, le docteur Rieux découvre Oran by night, en même temps qu'un énigme ténébreuse, Saïd, et se souvient d'une robe jaune à bretelles.

Jeu 21 août.

« Huit mètres trente que multiplient trois mètres quatre-vingts ? »

Rieux pose quatre et retient deux. Sa main en sueur colle au cahier où il aligne ses chiffres. Entre deux opérations, il lève les yeux à la recherche d'un signe que la chaleur suffoquante va lâcher prise. Rien, pour l'instant, n'annonce la délivrance. L'horizon est cerné de montagnes roses, couleur de machefier en fusion. Au pied de la terrasse dont il achève le relevé, le bourg de Mansourah semble un plan sans relief, tant le soleil tape droit. Pas trace, au revers des rues, de ces filets d'ombre fraîche et indigo dont son père rehaussait ses aquarelles, en cliquant de béatitude sous son canotier. Rien que des cubes grisâtres, que quadrillent des avenues poussiéreuses de western, et que flanquent les quilles crasseuses des minarets. Le muezzin sur sa terrasse vient d'appeler à la prière de treize heures trente. Dans l'air torréfié comme à la bouche d'un four, on n'entend que le pas menu des ânes rapportant des citernes l'eau que les moteurs de la ville, en panne, ne pompent plus, le rire d'une boîte de conserve disputée par une nuée d'enfants, le bruit des pas sur le pavé, le nasillement des transistors montant des courtes carrelées d'où les femmes en robes de fête, stoïques qu'on surprend leur affaiblement, regagnent leurs cages de nuit.

Tahar Kheddad se redresse, poings sur les hanches, et dévisage son « entrepreneur » :

« Che qui nous fait combien en ch'mètres carrés ? », demande-t-il avec un étrange accent de ch'nord.

Rieux, essuie une goutte de sueur au bout de son nez. Ses oreilles bourdonnent. Il se sent comme un gosse de onze ans en composition de calcul. L'absurdité de la situation ne lui apparaît plus : elle l'absorbe. « Si mes externes de l'hôpital me voyaient ! », murmure-t-il ; puis, imitant le ton d'un lynchage de mariage à Passy, avec un rire nerveux : « Je vous présente le beau-père de ma fille ! ». La père d'Omar lui sourit de toutes ses dents crénelées de métal. Depuis ce matin, l'homme répond à ses signes d'anxiété par ce sourire muet, doux, indépassable.

Saïd et Rieux n'ont pas eu de mal à trouver « Monsieur Kheddad ». A l'aube, un car les a amenés d'Oran à Tiemcen.

et ils ont gagné Mansourah en stop. Quel qu'en ait dit l'ingénieur péremptoire du ferry, « toute l'Algérie » n'est pas en train de se « surlever d'un étage ». Une trentaine d'enfants ont escorté les deux « étrangers » vers un des rares chantiers de la ville. Au pied de l'échafaudage branlant où trois maçons maniaient la truelle, le ch' maître de maison a souri. La femme de La Caillote ne s'était pas trompée : Tahar Kheddad avait bien un fils Omar, étudiant à Abc. Père de onze autres enfants restés à Lens, il mettait ses économies de trente ans à la mine dans ce cube de ciment, habitable l'an prochain. Il n'est pas sûr que sa famille, venue l'été passé, voudrait revenir dans ce pays torride, jugé sans attrait par les enfants ; et lui-même n'est pas certain d'y prendre sa retraite prochaine. Mais il a voulu se préparer cette « base de repli » au cas où « en France, ça n'irait plus pour nous ».

الغريب

Dans le car de Tiemcen, Rieux a fini par confier à Saïd la vérité sur son voyage et son intention d'« observer » le père d'Omar, sans plus. Il a été convenu qu'ils ne feraient que le « sauter au passage » de la part de ses cousins de La Caillote. Kheddad s'est montré très touché de la démarche. Il a aussitôt mis Rieux à contribution. Son entrepreneur étant venu se faire payer, et lui-même ne sachant ni écrire ni compter, il s'agissait de relever et de calculer les surfaces de ciment fournies. L'opération a duré deux heures, en plein midi. Tiemcen de chaleur, Rieux s'est acquitté de sa tâche en luttant par un zèle enfantin contre les larmes de fatigue qui lui montaient aux yeux. Par une solidarité instinctive, il tentait d'avantager le ch' maître de maison, qui n'en demandait pas tant et prenait le parti de l'entrepreneur contre lui. Saïd, aussi, semblait lui donner tort, et s'amuser de lui, dans des a parties en arabe.

Démentant tous les préjugés de Rieux sur la palabre orientale en affaires, les deux hommes tombent d'accord sans un mot. Ce sera dix millions anciens, fournitures, et autant de main-d'œuvre. Le paiement a lieu de suite, chez le voisin, Rachid, cousin de Kheddad. Des femmes ont servi le thé à la menthe, et lui derrière des rideaux à fleurettes roses. La pièce en béton brut ne reçoit de lumière que d'une lézarde au toit. Deux lits de camp et un téléviseur grand écran composent tout le mobilier, à même la terre battue. Kheddad sort d'une valise effondrée des liasses de dinars, pour la moitié de sa dette. L'autre partie sera payable Dieu sait où, dans Dieu sait quelle monnaie.

Roman-reportage
de Poirot-Delpech

IV. — Le ch' maître de maison

L'entrepreneur range l'argent dans un carton à chaussures, et s'en va. Dans l'ombre, Rieux a suivi la transaction en songeant à son poids de pelme. Avec ce carton plein de billets huileux, s'éloigne le fruit d'une vie entière, à un kilomètre sous les brumes du Pas-de-Calais !

« Ici, un chômeur parisien est un seigneur », confie Saïd à Rieux. Il peut faire bosser trois mecs rien qu'avec son ASSEDIC !

« Et si l'entrepreneur a compté trop ? », s'inquiète Rieux.

Kheddad avale son thé d'un trait :

« Allah le punira ! »

الغريب

Plus tard, quand les trapèzes d'ombre commencent à pousser au détour des maisons, Saïd, Kheddad et son cousin Rachid entraînent Rieux pour une promenade dans les rues de Mansourah. A la sortie, vers le col d'Hafir, sur un remblai d'ordures que les émigrés du cru ont baptisé la « porte de la Chapelle », des contrebandiers proposent des jeans et des grosses montres à quartz, passés par la proche frontière marocaine.

« Les Marocains alment bien ce qui se voit, plaisante Saïd. Leur roi agit

toujours sous les caméras un chrono de deux kilos ! »

Matraque à la main, des dizaines de policiers surveillent le trafic sans l'interdire. Saïd se fait expliquer par Rachid à quel correspondent les uniformes bleus (police), verts (gendarmerie) et marron (gardes champêtres). Il trouve que c'est « trop ». Il s'indigne que l'un des fonctionnaires injurie et maltraite un passant qui n'a pas ses papiers. La force lui paraît omniprésente. Il parle d'Etat policier, militaire.

« Il faut de l'ordre », explique Rachid dans un français que Rieux ne soupçonnait pas jusque-là. C'est dans tous les pays pareil. Votre Peyrefitte aussi, à ce qu'il paraît, oblige les gens à avoir des papiers sur eux ! Surtout s'ils sont arabes. »

Plus loin, Saïd demande des journaux parisiens dans une espèce de confiserie oriolante, où pendent quelques magazines de triot.

Naturellement, rouspète Saïd, il n'y a que le Moudjahid, qui va nous dire de redoubler de vigilance contre l'impérialisme et le sionisme international ! La vraie information, la pluralité, ce sera pour quand la révolution aura triomphé de ses ennemis, c'est-à-dire jamais !

« On ne peut tout faire à la fois », corrige Rachid. Viens plutôt faire ton service et travailler chez nous, si tu trouves que ça ne va pas assez vite ! »

الغريب

En une heure de balade, ils n'ont croisé que des hommes oisifs : pas de femmes, sinon enveloppées de voiles et chargées comme des mules.

« Vous trouvez ça normal ? », demande Saïd.

Kheddad opine. C'est une des raisons pour lesquelles ses filles aînées préfèrent Barok. L'été dernier, lorsqu'elles en ont eu assez de vivre cloîtrées et qu'elles sont sorties en jeans dans les rues de Mansourah, ce fut l'émeute. Rachid, lui, reste muet : on ne parle pas de ces choses-là.

Rieux se garde d'intervenir dans les affaires intérieures de ses hôtes. Epuisé, il traîne les pieds en pensant à Isabelle. Quelque chose lui dit qu'elle ne se piera jamais à cet esclavage ; qu'il vit un moment caché, et qu'il observe à la dérobée le père d'Omar, qui se prépare une chicotte, tout en marchant. Une envie de s'enfuir le saisit. Il parle de chercher un hôtel pour la nuit, de téléphoner d'urgence en France. On lui répond en riant très fort qu'il ne trouvera rien de tel à Mansourah, que rien ne presse jamais.

Retour devant le chantier de Khed-

dad, le cousin Rachid sort des cageots dans la rue. On s'assoit en rond. Près de là, une camionnette vient de livrer un mouton. La bête sera égorgée le lendemain en vue d'une noce. La promis est de Paris. Il est arrivé l'avant-veille. C'est sa mère qui a arrangé le mariage à distance. Il n'a pas encore vu sa fiancée. Il sait seulement qu'elle apportera trois millions anciens en espèces, un collier d'or, et une virginité que les vieilles voisines garantissent. Rieux ne peut cacher son effacement.

« Ce ne sont pas les hommes qui en ont décidé ainsi, n'allez pas croire, ironise Saïd. C'est Dieu en personne ! »

الغريب

Un fou de village passe. Un fou comme Rieux n'en a pas vu depuis la Salpêtrière. Il y a trente ans : contourné, le front cabossé, les mains éventail devant un rire hennissant.

« Encore une chance », ajoute Saïd, que nous autres, arabes, nous n'ayons pas de libido ! »

Rachid sort de chez lui accompagné de son père, en djellaba blanche, un tourd chèche au ras des sourcils, une canne sculptée au poing. Ils parlent en arabe à Saïd, qui traduit à Rieux : « C'est décidé : nous restons coucher ici. »

« Mais... La gorge de Rieux se noue.

« Refuser serait mal compris », conseille Saïd.

Kheddad, le « futur beau-père », prend des photos de son chantier au Polaroid. Dans l'ombre de la maison Rachid, des gamelles trébuchent. Une femme sort en courant acheter des pastèques. Le ciel se détache en rose derrière le minaret, d'où va tomber l'appel à la prière du soir. Sur un âne arrêté, un enfant laisse balier ses jambes fatiguées de son, et bâille. Le vieillard à chèche se penche vers Rieux. Il a travaillé en France de 1957 à 1962. Une question le dérange :

« Que devient le Gaumont-Palace ?

— Démoli, annonce Rieux.

— Et qu'est-ce qu'il y a à la place ? »

Rieux réfléchit :

« Euh, rien. »

L'homme fixe le bout de la rue, où la montagne, enfin, cesse de flamber. Un rêve admiratif passe dans son regard, que brouille une tale :

« Cinq balcons, qu'il avait, le Gaumont-Palace ! Cinq ! »

Demain :

NUIT BLANCHE

MÉTÉOROLOGIE

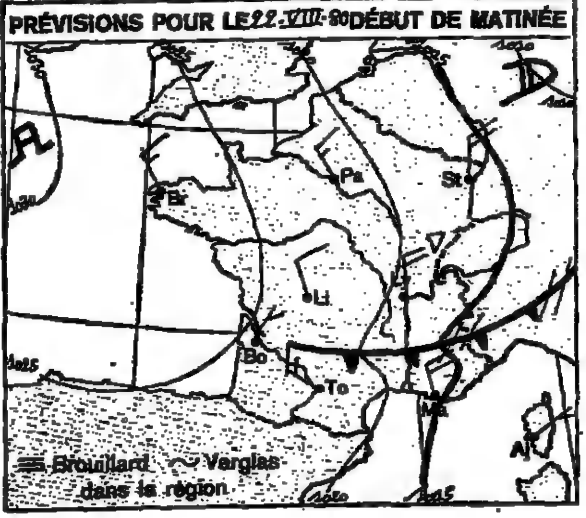


SITUATION LE 21 AOÛT. A 0 h G.M.T.

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 21 août à 24 heures et le vendredi 22 août à 24 heures :

Les basses pressions de Scandinavie ne se déplaceront que très lentement vers l'est et les masses d'air un peu moins chaud qu'elles dirigent sur leur face occidentale pénétreront sur la France à l'arrière de la limite frontale des Britanniques qui sera peu active. Vendredi, un passage très nuageux sans orage le matin sur le Jura, le nord des Alpes et du Massif Central où quelques faibles précipitations éphémères pourront tomber, puis quelques éclaircies se développeront. Sur le reste de la France, le temps sera nuageux avec des éclaircies. Ces dernières deviendront plus hautes près du golfe du Lion et les vents de nord se renforceront un peu et sur nos régions proches de l'Atlantique après des brouillades matinales. Les températures maximales de la journée seront stationnaires ou en légère baisse.

Le jeudi 21 août, à 2 heures, la pression atmosphérique mesurée au-dessus de la mer était, à Paris, de 1 018,6 millibars, soit 764,8 millibars de mercure. Température (le premier chiffre indique la maximum enregistrée au cours de la journée du 20 août ; le second le minimum de la nuit du 20 au 21) : Alais, 28 et 17 degrés ; Biarritz, 28 et 18 ; Bordeaux, 28 et 14 ; Bourges, 28 et 15 ; Clermont, 27 et 15 ; Orléans, 26 et 15 ; Paris, 27 et 15 ; Valenciennes, 25 et 12 ;



PRÉVISIONS POUR LE 22 AOÛT DÉBUT DE MATINÉE

25 et 18 ; Le Caire, 33 et 21 ; Les Canaries, 28 et 20 ; Copenhague, 17 et 12 ; Genève, 27 et 13 ; Lisbonne, 28 et 20 ; Londres, 25 et 19 ; Madrid, 35 et 18 ; Moscou, 18 et 10 ; Nairobi, 28 et 9 ; New-York, 21 et 18 ; Palma-de-Majorque, 34 et 17 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 16 et 12 ; Téhéran, 38 et 21.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 21 août 1980 :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 27 février 1973 relatif aux diplômes nationaux de l'enseignement supérieur ;

● Relatif à l'application de la loi du 6 juillet 1979 concernant les études médicales et pharmaceutiques ;

● Accordant un permis exclusif de recherches de mines.

DES ARRÊTÉS

● Portant fixation du prix de vente des alcools d'égout ;

● Relatif à l'homologation des ceintures de sécurité pour les occupants adultes des véhicules à moteur.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 22 AOÛT

« Souvenirs et peintures romanes », 14 h. 30, entrée du Musée des monuments français, place du Trocadéro. Mme Saint-Giron.

« Art russe et religion orthodoxe », 14 h. 12, rue Daru. Mme Hulot.

« Le Tribunal de commerce au Palais de Justice », 15 h. 15, métro Cité. Mme Oswald.

« Manufacture des Gobelines », 15 h. 42, avenue des Gobelines. Mme Penne (Chaires nationales des monuments historiques).

« École de Launay », 15 h. 17, quai d'Anjou. Mme Camus.

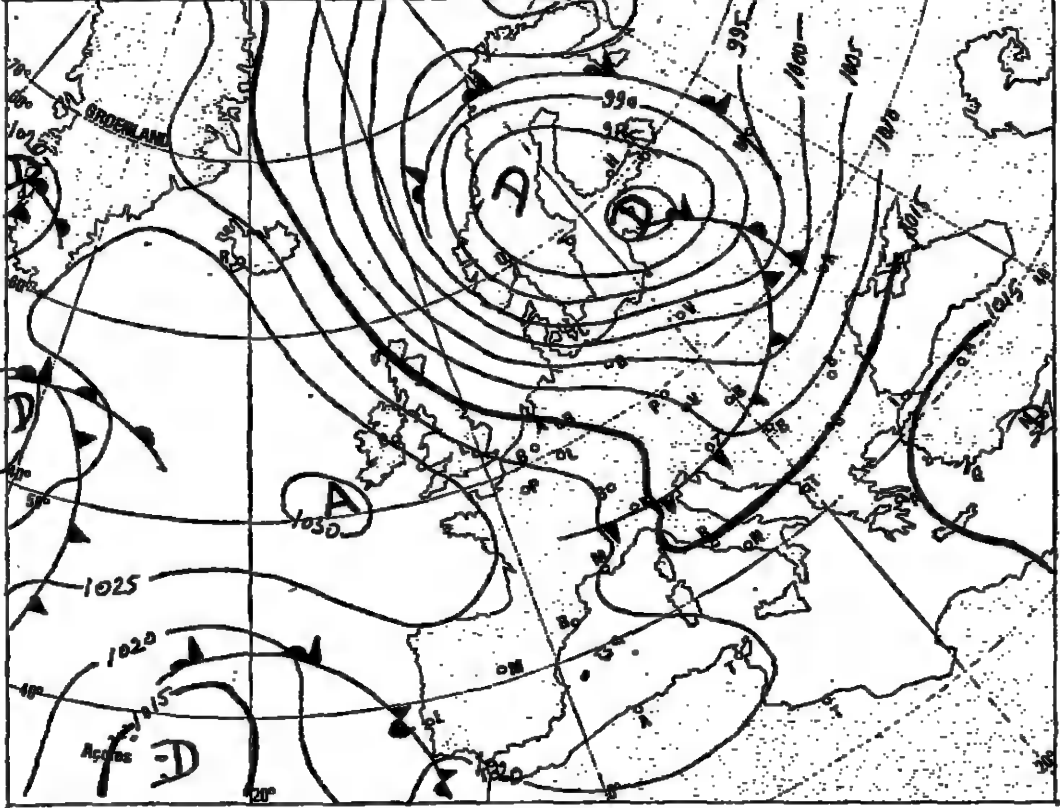
« La basilique de Saint-Denis », 15 h. 15, devant l'entrée (Conservatoire d'Art et d'Architecture).

« Le Marais », 15 h. 15, métro Saint-Paul (Réserve du patrimoine).

« Follies Françaises », 15 h. 30, Grand Palais (Tourisme culturel).

« Les hôtels du Marais », 15 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville (Le Vieux-Paris).

PRÉVISIONS POUR LE 22 AOÛT À 0 HEURE (G.M.T.)



BREF

EXPOSITIONS

LE CALENDRIER DES FOIRES ET SALONS. — L'Union des foires internationales vient de publier le calendrier des foires et salons pour les années 1981-1982-1983. Liste par pays, par ville, par spécialité, calendrier mural.

* UFI, 35 bis, rue Joffroy, 75011 Paris, tél. 755-99-12, 755-17-17, 755-75-74.

FORMATION PERMANENTE

CONSEILLERS ET CADRES DE P.M.I. — La CEFAGI, association créée sur l'initiative du ministère de l'Industrie, de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, de la Confédération des petites et moyennes entreprises et du Conseil national du patronat français, organise du 6 octobre 1980 au 29 mars 1981 un stage de formation pour diri-

gents, ingénieurs, cadres et assimilés ayant une expérience de plusieurs années en entreprises et s'orientant vers les postes de conseillers et cadres dans les chambres de commerce et d'industrie, les organisations professionnelles, les cabinets de conseil, les entreprises.

* Réunion d'information le mercredi 3 septembre, à 9 h. 30, CEFAGI, 80, avenue Kléber, 75016 Paris, tél. 737-51-68.

patrie

antisme

des mouchoirs et des hommes

INFORMATIONS « SERVICES »

ANIMAUX

Les secours d'urgence à Paris

Un de nos lecteurs parisiens ayant eu récemment à faire soigner son chien s'est livré à une petite enquête sur la façon dont fonctionnent les services d'urgence à l'intention des animaux. Voici les renseignements pratiques qu'il a recueillis :

- **S.O.S. Vétérinaires**, 371-20-81 (Paris et proche banlieue) ; 302-45-07 (grande banlieue). Un vétérinaire vous donne, la nuit et les jours fériés, les coordonnées du vétérinaire de garde le plus proche.
- **Ambulances FARO**, 265-02-02, 61, rue d'Anjou, 75009 Paris. Le personnel donne la première aide et transporte l'animal chez le vétérinaire. Sur les départements : 75, 92, 93, 94 : 150 F et 180 F la nuit. Si le vétérinaire est à plus de 5 kilomètres, majoration de 30 F (chiffres de mai 1980).
- **Hôpital Fréglé**, 254-03-80 ou 254-38-00, AMI VE TO, 15, rue André-dela-Sarte, 75016 Paris. Ouvert de 20 heures à 8 heures du matin ou la journée avec ordonnance spéciale d'un vétérinaire, ainsi que les dimanches et jours fériés.
- **LE SARU de Poissy** (Service animalier régional d'urgence), 979-87-24, 18, avenue des Ursulines, 78-Poissy. Il a débuté son activité il y a quelques mois. Le SARU possède deux ambulances et rend service gratuitement, cependant une adhésion est toujours la bienvenue (50 F et 100 F). Des bénévoles (environ quatre-vingts personnes) au Poissy et sa région se relaient pour assurer les permanences. Ils donnent les premiers soins (courage formation chez un vétérinaire). Les horaires : de 17 heures à 23 heures les jours non fériés. De 7 heures à 23 heures les jours fériés.
- **Ne pas oublier Police-Secours**, qui au 17 donne le numéro des ambulances animalières FARO.

AUTOMOBILE

VÉHICULE « ENLEVÉ »... COMMENT LE RETROUVER ?

Si votre véhicule ne se trouve plus à l'endroit où vous l'avez laissé en stationnement, il peut avoir été simplement déplacé (pour des raisons de sécurité entre autres), avoir été enlevé (encas d'infraction grave au code de la route), ou encore avoir été volé.

Dans ces trois cas, adressez-vous au commissariat de l'arrondissement qui vous indiquera le lieu où se trouve votre véhicule s'il a été déplacé ou mis en fourrière, dans l'un des six centres parisiens : Centre Bercy : 18, boulevard Poniatowski, 75012 Paris ; Centre Bastille : rue J.-B. Serbelli, 75013 Paris ; Centre Montparnasse : 64, rue du Château, 75014 Paris ; Centre Pénit : rue de la Marcellaise, 75018 Paris ; Centre Solfèbre : Pont de Bir-Hakeim, 75015 Paris, tél. : 280-33-22, 277-11-00.

SPORTS

VOILE

LE VOILIER AUSTRALIEN BATTU PAR LE SUÉDOIS A NEWPORT

À la surprise générale, l'Australien a été battu mercredi 20 août dans la lutte qui l'opposait en rade de Newport (Rhode Island) au voilier suédois *Sverige*. Celui-ci a terminé cette régatta de la Coupe de l'Amérique avec une avance de 3 minutes 28 sec.

Australie ne mène donc plus que par deux victoires à une dans la demi-finale des challenges, à moins qu'il ne soit fait droit à la réclamation que les Australiens du Royal Perth Yacht Club ont déposée pour un refus de tribord.

Les Suédois qui avaient demandé mardi une trêve d'une journée, en avaient profité pour multiplier les essais en mer du lever au coucher du soleil.

Du côté américain, *Citipet*, battu par Russell Long qui avait été battu mardi par le voilier favori *Freedom* de Dennis Connor, a remporté les deux régates qu'il a disputées face à Conroy et Ted Turner, vainqueur de la Coupe de l'Amérique en 1977.

VENTE A RAMBOUILLET

M. ANDREUOL, commissaire-priseur 14, rue d'Angoulême, 75120-Rambouillet - Tél. 463-01-33. Vente aux enchères publiques LE DIMANCHE 24 AOÛT 1980 à 10 h 30 - IVOIRES, FAÏENCES DE LA CHINE, TAPIS D'ORIENT A 14 h 30 - BIJOUX, ARGENTERIE, TABLEAUX, SIBILOTS, MEUBLES.

TENNIS

LES TÊTES DE SÉRIE POUR L'OPEN DES ÉTATS-UNIS

Le Suédois Björn Borg et l'Américain Tracy Austin ont été désignés têtes de série n° 1 par la Fédération américaine pour l'Open des États-Unis, dont le premier tour aura lieu mardi 26 août à Flushing-Meadow (New-York). Voici les têtes de série :

- Simple messieurs** : 1. Borg ; 2. McEnroe ; 3. Connors ; 4. Vilas ; 5. Guerin ; 6. Gene Mayer ; 7. Solomon ; 8. Dible ; 9. Fleming ; 10. Lendl ; 11. Tanner ; 12. Cieri ; 13. Gottfried ; 14. Flink ; 15. Noak ; 16. Amey.
- Simple dames** : 1. Tracy Austin ; 2. Martina Navratilova ; 3. Chris Evert-Lloyd ; 4. Evonne Coolidge-Cawley ; 5. Wendy Turnbull.

Le docteur John Schaman, le médecin canadien qui suit Björn Borg depuis que la blessure au genou de celui-ci l'avait contraint à abandonner en finale du tournoi de Toronto, a déclaré, mercredi, que le souffrance du champion suédois avait été extrêmement vive et que ses chances de participer à l'Open des États-Unis étaient d'autant plus compromises qu'il est à présent victime d'une infection à la main droite.

John McEnroe, souffrant de nouveau de sa blessure à l'épaule, a été battu au cours du premier tour du tournoi d'Atlanta en deux sets (7-6, 6-4) par John Austin, un joueur non classé, le frère de Tracy Austin avec laquelle il avait gagné le double mixte à Wimbledon.

À Mason (Ohio), Pascal Portes a battu Wojtek Fibak (7-5, 6-7, 6-2).

JEUX

« L'énigme attique »

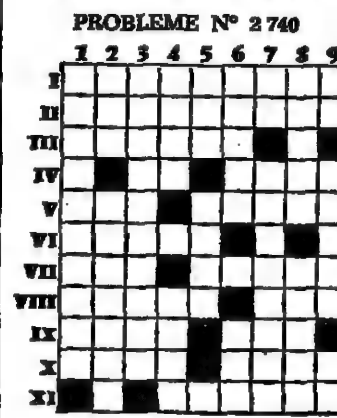
Problème n° 23

Le sphinx, monstre fabuleux à corps de lion et à visage humain (à figure de femme selon certaines versions), pourvu d'ailes aussi parait-il, fut envoyé par Héra contre la ville de Thèbes, capitale de ce qu'on appelait la Boétie (et non « la Boëtie », comme on entend dire parfois : La Boétie fut un écrivain du seizième siècle, ami de Montaigne). Il ravageait le pays, dévorait les êtres humains, tuait les passants qui ne pouvaient résoudre les énigmes (du grec *aenigma* (discoeur obscur) qu'il leur posait. Les gens passants ne devaient pas être difficile à « coller » si l'on considère les acceptions du nom commun *boëties* obtenu par antonomase : « ignorant, bête, fruste, grossier, inutile, lourd, borné... »

- 1) Je suis dans le milieu du monde. J'ai quatre pieds dans un tonneau. Je ne suis pas dans l'air, je ne suis pas dans l'eau. Et cependant je suis dans l'onde.
- 2) Je suis naïf et fin, honnête et malhonnête. Moins sincère à la cour qu'un simple taudis. Je fais d'un air plaisant trembler les plus hardis. Le fou me laisse aller et le sage m'arrête. Je quitte mon état quand je suis sans témoin. Et je me puis enfin vanter d'être la chose Qui contie le plus et qui coûte le moins.
- 3) Je suis en liberté sans sortir de prison. Je suis au désespoir sans quitter l'espérance ; Chaque dans le péril, je suis en assurance ; J'ai parti à l'armée et suis en garnison. J'ai part, sans lâcheté, même à la trahison ; Je suis à la richesse autant qu'à la souffrance ; Je préside à la rime autant qu'à la raison. Et, dernière faveur, je suis seconde en France.

Enfin, quelle est la particularité de ce texte un peu fou : William et Sophie, sujets anglais, allèrent en kayak de Yarmouth (Grande-Bretagne) à Yokohama (Japon), en deux ans. Adoptés du zen et végétariens, ils n'absorbèrent, durant les vingt-quatre mois, que des algues et du fromage. Que dire de plus de leur petit voyage ? Rien. Possidon-Neptune fut bien gentil pour eux, et nul ouragan, nulle trombe, ne vint perturber leur navigation. J.-P. COLIGNON.

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 2740

VERTICALEMENT

1. Cris poussés parfois par des petits fous. — 2. Un étranger ; Barrasin ou bien noir. — 3. Se terminant à Jérusalem pour Chabriel. — 4. Peut-être être difficile à porter quand il est trop chaud ; Comme la table quand on se dispute. — 5. N'est empruntée qu'en passant ; Souvent mauvaise quand on est patient. — 6. Impératrice d'Orient ; Poème. — 7. Mot d'enfant ; Evocation un mont pour une prière. — 8. Pas dans le droit chemin ; Comme un arctique parfois. — 9. Pronom ; Peut-être se déchausser quand elles sont fatiguées ; Règles.

HORIZONTALEMENT

1. Ne sont jamais tout sereines quand elles sont gendres. — 2. Nom qu'on donne à un cercle. — 3. Qui n'a donc pas été sacrifié. — 4. Avant J.-C. ; Perdu quand on déménage. — 5. Longue période ; Moment où l'on aime avoir un bon dîner. — 6. Peut se dire pour un ouï ou pour un non. — 7. Lait pour une grande école ; Est parfois très chou. — 8. Ville Sa valeur s'accroît quand elle est pointée ; Pronom. — 9. Chef de l'école française ; Circulant en Roumanie. — 10. Ville de l'Orne ; Très dur. — 11. Que l'on a donc fait circuler.

Solution du problème n° 2739

Horizontalement

1. Isolateur. — 2. Manœuvre. — 3. Sue ; Plais. — 4. Et ; Vile. — 5. Ce ; Anis. — 6. Tr. ; Us. — 7. Lén ; Style. — 8. Lige ; Sue. — 9. Et ; Il. — 10. Tonnelets. — 11. Enée ; Unan.

Verticalement

1. Imbécillité. — 2. Sauterie ; Ou. — 3. One ; Angine. — 4. Lo ; Va ; Elne. — 5. Apéline ; La. — 6. Tullise ; La. — 7. Evasé ; Yunnan. — 8. Orlé ; Rale ; Ta. — 9. Réals ; Es ; Su.

GUY BROUTY.

MÉDECINE

PUBLIÉE AU « JOURNAL OFFICIEL »

La réforme des études médicales institue le « résidanat » et modifie l'internat

Le « Journal officiel » de ce jeudi 21 août publie le décret, daté du 18 août, relatif à la réforme des études médicales. En préparation depuis plusieurs mois (« Le Monde » des 23, 28 et 31 mai), ce texte définit, dans leurs grandes lignes, les modalités d'application de la loi du 6 juillet 1979, qui avait en son temps suscité de vives inquiétudes de l'ensemble des parties prenantes : en effet, le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) et le conseil supérieur des hôpitaux, organismes consultatifs des ministères des universités et de la santé, avaient successivement rejeté le projet de décret dans la forme où il leur avait été présenté.

Le texte paru au « Journal officiel » ne comporte pas de modifications de fond par rapport aux projets initiaux. Il organise le cadre juridique permettant à la fois d'instituer le « résidanat » — une formule nouvelle — et de modifier profondément l'accès aux diplômes de spécialités par une réforme de l'internat. Des arrêtés devraient, en septembre, fixer les modalités pratiques de cet ensemble de dispositions. Les pouvoirs publics ont néanmoins souhaité, en faisant paraître ce décret dès l'été, fixer les étudiants en médecine sur les modifications de leur cursus universitaire.

L'un des principaux points de l'actuel décret vise la création d'un cycle de formation spécifique d'une durée de deux ans destiné au futur généraliste : le « résidanat ». Actuellement, au terme du deuxième cycle des études médicales (D.C.E.M.), l'étudiant effectue une année de « stage interne », le plus souvent dans des centres hospitaliers de deuxième catégorie. Le « résidanat » augmentera d'une année la durée minimum des études médicales. Il comportera un enseignement théorique, dispensé par les unités d'études et de recherche (U.E.R.), et une activité hospitalière, analogue à celle des anciens internes, mais dispensée par des stages extra-hospitaliers auprès de médecins généralistes ou d'organismes de santé publique. Si le futur résident ne se sent pas en mesure de faire face à ces exigences, il peut, avant d'entrer en « résidanat », demander à être « résident », au terme de son D.C.E.M.

Sélection

La réforme vise, entre autres, à permettre une meilleure adéquation des effectifs médicaux à la pratique médicale. Elle a, en outre, pour but essentiel de parvenir à une stricte maîtrise des effectifs médicaux en formation. Il s'agit, pour le ministère, après avoir fixé précisément le nombre global des étudiants admis chaque année à poursuivre leurs études, de diriger leur répartition sur le territoire et dans les modes d'exercice.

Le contrôle du nombre de praticiens existait déjà depuis 1971 avec l'instauration du « système à quotas » pour l'accès au concours d'entrée en deuxième année du premier cycle des études médicales (D.C.E.M.). Le texte de la loi du 6 juillet 1979 prévoyait, d'autre part, « à titre transitoire » pour les années 1980 et 1981, que « la variation des effectifs globaux des étudiants admis à poursuivre leurs études au-delà de la première année du P.C.E.M. ne pourrait excéder 10 % par rapport à l'année précédente ». Récemment cependant (« Le Monde » du 13 juin), M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, annonçait que ce pourcentage dégressif serait maintenu jusqu'en 1983 de manière que cinq mille étudiants seulement rejoignent un diplôme sanctionnant leurs études contre un peu plus de sept mille cette année. L'actuelle réforme ne devrait donc concerner l'effectif plus réduit que celui qui était initialement prévu. On précise, d'autre part, au ministère, que cette sélection ne devrait pas être appliquée de manière homogène sur l'ensemble du territoire. Le taux de réduction des effectifs serait, en effet, modulé selon les universités et les régions afin de tenir un réajustement des densités médicales. C'est ainsi, par exemple, que dès la rentrée prochaine, le taux de réduction des effectifs sera plus élevé dans les unités d'études et de recherche (U.E.R.) méridionales que celui de la moyenne nationale.

Un dispositif incomplet

Au-delà des modifications concernant la formation du futur généraliste et les modalités du concours de l'internat, l'actuelle réforme des études médicales complète donc un ensemble de mesures qui permettent aux pouvoirs publics de réguler, dans le délai des flux de médecins depuis leur entrée en faculté jusqu'à l'exercice de leur activité. Avec ce décret et les arrêtés qui le complèteront, ce dispositif de planification des effectifs sera en place et prêt à fonctionner. Il n'en reste pas moins vrai qu'il est, en l'état actuel, incomplet, notamment parce que le Conseil d'État n'a pu, lors de sa dernière session, en examiner toutes les dispositions.

L'ensemble de ces mesures ont été prises, M. Barrot l'a fréquemment souligné, afin d'établir une adéquation entre la formation des médecins et les besoins du pays, entre l'offre et la demande en matière de santé. Une fois que seront résolus les problèmes qui ne manqueront pas de se poser pour l'actuelle réforme (des difficultés, sont, par exemple, à prévoir dans le fonctionnement de la planification, des désordres en place et prêt à fonctionner. Il n'en reste pas moins vrai qu'il est, en l'état actuel, incomplet, notamment parce que le Conseil d'État n'a pu, lors de sa dernière session, en examiner toutes les dispositions.

Des données seront sans doute obtenues pour la médecine libérale, par l'analyse des tableaux statistiques de l'activité professionnelle ou formelles, pour la médecine hospitalière, par les « commissions régionales » qu'institue la nouvelle réforme. Fourniront-elles à elles seules, la totalité des renseignements nécessaires pour permettre une appréciation de ces besoins ? En toute hypothèse, elles ne constitueront que des informations en provenance de la profession médicale, secteurs public et privé réunis. Peut-être conviendrait-il d'affiner cette appréciation des besoins en matière de santé, faite de quoi la quasi-totalité des mesures réformant les études médicales pourrait très vite n'apparaître que comme une tentative — réussie — de limitation des effectifs et, par là même, un essai de réduction des dépenses de santé.

JEAN-YVES NAU.

Océanographie

UN FESTIVAL « JEUNESSE ET MER » A DINARD

du 29 août au 7 septembre

Le troisième Festival International Jeunesse et mer aura lieu à Dinard (Ille-et-Vilaine) du 29 août au 7 septembre. Le maire de la ville, M. Yvon Bourges, ministre de la défense, et plusieurs associations sont à l'origine de cette manifestation, qui se propose de présenter la mer sous ses multiples aspects : sports nautiques, recherche scientifique, protection du littoral, littéraires... Des expositions, des régates de planches à voile, des films, des initiations aux principaux sports nautiques et de nombreux spectacles de musique et de danse seront organisés à cette occasion.

Outre M. Bourges, cette manifestation est parrainée par MM. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, Robert Galley, ministre de la coopération, et Aymar Achille-Fould, président de la mission interministérielle de la mer. Cinq pays doivent participer cette année à ce Festival : la France, la Grande-Bretagne, la Pologne, le Canada et l'Allemagne fédérale.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
servie uniquement sur abonnement
Exemplaire spécimen sur demande

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER TOUS CUMULÉS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS			
TRANCHE D'AOÛT DES SIGNES DU ZODIAQUE							
Tirage n° 44 DU 25 AOÛT 1980							
TRANCHE	FINALES DES SIGNES	SOMMES DU ZODIAQUE	SOMMES À PAYER	TRANCHE	FINALES DES SIGNES	SOMMES DU ZODIAQUE	SOMMES À PAYER
1	1 001	capricorne	10 000	6	205	scorpion	10 000
	28 191	scorpion	1 000		4 026	taureau	7 500
	10 501	scorpion	100 000		7 006	scorpion	7 500
2	0 002	scorpion	7 500	7	0 224	scorpion	7 500
	2 000	scorpion	750		0 226	scorpion	7 500
	0 000	scorpion	700		0 226	scorpion	7 500
3	00 002	scorpion	700	8	00 123	scorpion	1 000
	17 102	scorpion	100 000		11 006	scorpion	100 000
	17 102	scorpion	100 000		25 105	scorpion	100 000
4	00	scorpion	100	9	00 123	scorpion	100 000
	4 322	scorpion	7 000		07 107	scorpion	7 500
	0 000	scorpion	10 000		0 207	scorpion	7 500
5	00 000	scorpion	100 000	10	0 207	scorpion	7 500
	30 000	scorpion	100 000		7 007	scorpion	7 500
	00 000	scorpion	100 000		7 007	scorpion	7 500
6	000	scorpion	300	11	00 000	scorpion	100
	0 000	scorpion	700		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
7	0 000	scorpion	10 000	12	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
8	0 000	scorpion	10 000	13	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
9	0 000	scorpion	10 000	14	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
10	0 000	scorpion	10 000	15	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
11	0 000	scorpion	10 000	16	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
12	0 000	scorpion	10 000	17	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
13	0 000	scorpion	10 000	18	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
14	0 000	scorpion	10 000	19	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
15	0 000	scorpion	10 000	20	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
16	0 000	scorpion	10 000	21	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
17	0 000	scorpion	10 000	22	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
18	0 000	scorpion	10 000	23	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
19	0 000	scorpion	10 000	24	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
20	0 000	scorpion	10 000	25	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
21	0 000	scorpion	10 000	26	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
22	0 000	scorpion	10 000	27	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
23	0 000	scorpion	10 000	28	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
24	0 000	scorpion	10 000	29	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
25	0 000	scorpion	10 000	30	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
26	0 000	scorpion	10 000	31	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
27	0 000	scorpion	10 000	32	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
28	0 000	scorpion	10 000	33	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
29	0 000	scorpion	10 000	34	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
30	0 000	scorpion	10 000	35	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
31	0 000	scorpion	10 000	36	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
32	0 000	scorpion	10 000	37	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
33	0 000	scorpion	10 000	38	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
34	0 000	scorpion	10 000	39	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
35	0 000	scorpion	10 000	40	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
36	0 000	scorpion	10 000	41	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
37	0 000	scorpion	10 000	42	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
38	0 000	scorpion	10 000	43	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
39	0 000	scorpion	10 000	44	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
40	0 000	scorpion	10 000	45	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
41	0 000	scorpion	10 000	46	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
42	0 000	scorpion	10 000	47	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
43	0 000	scorpion	10 000	48	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
44	0 000	scorpion	10 000	49	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
45	0 000	scorpion	10 000	50	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
46	0 000	scorpion	10 000	51	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
47	0 000	scorpion	10 000	52	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
48	0 000	scorpion	10 000	53	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
49	0 000	scorpion	10 000	54	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
50	0 000	scorpion	10 000	55	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
51	0 000	scorpion	10 000	56	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
52	0 000	scorpion	10 000	57	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
53	0 000	scorpion	10 000	58	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
54	0 000	scorpion	10 000	59	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
55	0 000	scorpion	10 000	60	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
56	0 000	scorpion	10 000	61	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
57	0 000	scorpion	10 000	62	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
58	0 000	scorpion	10 000	63	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
59	0 000	scorpion	10 000	64	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
60	0 000	scorpion	10 000	65	0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
	0 000	scorpion	10 000		0 100	scorpion	100 000
61	0 000	scorpion	10 000				

PRESSE ÉCHECS

VICTOR KORTCHNOÏ QUALIFIÉ POUR LA FINALE DU TOURNOI DES CANDIDATS

Les Noirs jouent et gagnent ! En remportant trois parties — les trois seules qu'il ait gagnées —, avec les Noirs, dans la demi-finale du Tournoi des candidats qui l'opposait, à Buenos-Aires, au grand maître soviétique Lev Polougatchev, le grand maître apatride Victor Kortchnoï a réalisé un exploit sans doute unique. Rejoint en extrême par Polougatchev, qui égalisait à dix parties dans la douzième partie du match, Kortchnoï, avec les Blancs, ne pouvait que faire nulle dans la treizième avant de forcer son adversaire à l'abandon dans la quatorzième partie et de se qualifier ainsi pour la finale sur le score de 7,5 à 6,5.

Dans la deuxième demi-finale du Tournoi des candidats, qui se disputait à Abano-Terme (Italie), les grands maîtres Lajos Portisch (« Robert ») et Robert Huebner (R.F.A.) sont toujours à égalité (4-4) après huit parties nulles.

« Six cents joueurs participent à ce cinquante-quatrième championnat de France masculin, qui se déroule, jusqu'au 22 septembre, dans le hall des sports de l'île de France (Hauts-de-Seine). Les concurrents sont répartis en quatre tournois : « national », « accession classique », « accession ligas », et « open ».

LISEZ
Le Monde des PHILATÉLISTES
REVUE DE LA PHILATÉLIE

NEUF MOIS APRÈS SA RÉPARATION
Le «Times» est de nouveau menacé par une grève des journalistes

De notre correspondant

Londres. — Neuf mois après sa réparation à l'issue d'une suspension de publication d'un an, le Times risque de nouveau de ne pas paraître. En effet, pour la première fois dans son histoire, le Times est menacé d'une grève de ses journalistes. Après la décision de la direction de refuser l'augmentation de 21 %, recommandée par un arbitre indépendant, les membres présents du syndicat (N.U.J.) ont décidé, mercredi 20 août, à la nette majorité de 83 voix contre 37, de noter cependant que le total des affiliés à la section du Times est de 280, de se mettre en grève à partir du vendredi 22 août. Les journalistes et la direction du Times ont cependant accepté de se rencontrer encore une fois sous l'égide des services officiels de conciliation. Mais, à moins qu'un accord de compromis n'intervienne dans les prochaines heures, le Times risque de ne pas paraître samedi 23 août. La direction pourrait certes utiliser des journalistes indépendants, non affiliés à une organisation professionnelle, mais les dirigeants du syndicat des journalistes de la composition, eux-mêmes en litige avec la direction, ont laissé entendre que leurs adhérents ne tenteraient pas de franchir les éventuelles piquettes de grève des journalistes et qu'ils n'utiliseraient pas de copie rédigée par des « jaunes ».

Les journalistes du groupe Times se déclarent depuis longtemps mécontents de l'attitude de la direction qui, après leur avoir imposé la formule de l'arbitrage, ignore l'obligation morale qu'elle avait contractée d'accepter les

situation est assez sérieuse pour menacer l'existence même de nos publications. La direction rappelle encore que les journalistes ont été augmentés de 45 % l'an dernier, en dépit des perspectives financières déplorables et laisse clairement entendre que le consortium Thomson ayant des intérêts variés (pétrole, tourisme, etc.) pourrait désormais préférer investir ses capitaux dans des affaires plus rentables que celle d'une presse travaillant à perte.

D'autre part, elle ne manque pas de faire état de la baisse officielle des salaires de 10 % d'inflation et de la modulation relative des revendications salariales dans d'autres industries.

Le syndicat estime que le loyalisme envers l'entreprise n'impose pas une approbation d'une décision qui a ignoré l'esprit sinon la lettre de la procédure d'arbitrage. Il souligne également que la différence entre les 31 % proposés par l'arbitre et les 18 % offerts par la direction représente une somme de 115 000 livres, une faible somme par rapport aux 40 millions de livres de dépenses que la compagnie s'est infligée à elle-même par sa décision de suspension l'an dernier.

Le N.U.J. rappelle, enfin, que les demandes originales des journalistes du Times étaient de l'ordre de 33,3 %. Si les propositions de l'arbitre étaient acceptées, la moyenne des salaires annuels des journalistes du Times passerait de 11 571 à 13 650 livres.

HENRI PIERRE.

Plusieurs rédacteurs du bureau parisien du « Progrès » sont mutés à Lyon

De notre correspondant régional

Lyon. — Dix journalistes du bureau parisien du Progrès de Lyon ont reçu, début juillet, une lettre les informant de leur mutation à Lyon pour le début du mois d'août. Après des demandes d'explication formulées par les intéressés, huit nouvelles lettres signées par le P.-D.G. du Progrès, M. Jean-Charles Lignel, précisent que « faute de réponse avant le 15 août et faute d'avoir rejoint leur poste au plus tard le 31 août », la direction se verrait « dans l'obligation de (les) considérer comme démissionnaires ».

Le bureau parisien du Progrès emploie actuellement quatorze journalistes. Trois d'entre eux sont affectés à la rubrique télévision du quotidien lyonnais. Ces trois emplois devraient être maintenus ainsi que celui d'un journaliste récemment nommé chef adjoint du bureau. Deux journalistes n'ont pas reçu de lettre fixant comme seule alternative la mutation ou la démission.

Les deux délégués syndicaux S.N.J. et S.J.P.-C.P.D.T. de la société Delaroché ont adressé une lettre détaillée et circonstanciée à M. Lignel. Bien que souhaitant une rencontre en vue d'élaborer une « solution amiable », les deux signataires ont essentiellement argumenté sur le terrain juridique. Ils estiment notamment que la jurisprudence assimile une

Les Editions Des Femmes viennent de publier un ouvrage intitulé *Mythologie des Femmes du Nicaragua* sous la signature d'une Chilienne, enseignante associée à l'université de Paris-VIII (Vincennes), Mme Pas Béjevo (225 pages).

CLAUDE REGENT.

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

La ligne	La ligne T.C.
57,00	67,03
14,00	16,48
39,00	45,86
39,00	45,86
105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA

La m/m	La m/m	T.C.
33,00	38,80	
8,00	9,40	
25,00	29,40	
25,00	29,40	
25,00	29,40	

REPRODUCTION INTERDITE

emploi international

IRRIATION SALES - AFRICA
International American Company with base in Europe, requires experienced irrigation equipment sales person to sell agricultural and turf irrigation equipment and services. Extensive travel and fluent English with French mother tongue required.

Send C.V. to box 6.999, « Le Monde », Publicité, 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Urgent, recrute pour KADUNA (Nigeria). Deux complices commerciaux en lettres classiques, anglais, espagnol, italien, espéranto. Envoyer C.V. et T.R. à HAVAS 4700 MARSEILLE ou 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

POUR BAGDAD (IRAQ)
Ingénieur Directeur travaux de construction. Très compétent. Bilingue anglais - 27-49-35.

RÉGIONALES
Fabricant produit gds consommables, lead, spiritueux, foies gras, roch, V.R.P. mutar, etc. en grande quantité. Alimentaire. Envoyer rti à HAVAS 4700 MARSEILLE ou 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

offres d'emploi

roussel uclaf
ROMAINVILLE
recrute pour son Centre de Recherches
UN TECHNICIEN CHIMISTE
possédant le BTS ou le DUT et une première expérience effective de l'analyse chimique par HPLC et CPV.
Anglais lu indispensable.
Ecrire à Service des Ressources et des Relations Sociales
102, Route de Noisy - 93230 Romainville.

COLLEGE BANLIEUE SUD
recherche
PROFESSEURS
Allemand, Espagnol,
Sciences Eco, Phys-Chimie,
Maths (2 cycles)
CONSEILLER PRINCIPAL
d'Education pouvant assurer
encadrement interne
Expér. pédagogique exigée.
Véhicule indispensable.
Tél. 01-46-34-76-51
Collège International
de BONNELLES
75038 BONNELLES

Saint-Pierre
Anciens classes primaires
11, rue de Toul
97400 LILLE CEDEX
contrat d'association avec l'Etat
recherche des professeurs
et intervenants
en Mathématiques
Sciences physiques
Programme des classes
des Mathématiques supérieures
et Méthodes spéciales
Diplôme souhaité : CAPES,
agrégation, diplôme d'ingénieur.
Adresser C.V. détaillé.

travail à domicile
Demande
Fem. 38 ans, 18 ans, D.E.A. dact., m. écriv. thèses et autres text. Tél. : 335-36-71.

enseignem.
Carte. Econom. de D.E.C.S.
Révision intensive Paris.
Méth. 22 ans. 24-4-1980.
AFAEGE - Tél. : 753-60-37.

propositions diverses
Scalpteur cherche modèle en commanditaire. M. FERRE
Le Château, 67200 Rucheville.
Tél. (03) 65-00-37.

travaux à façon
Entreprise T.C.E.
tous travaux
— Plomberie
— Electricité
— Chauffage
— Peinture
Délais 24 heures.
225-59-21

demandes d'emploi
Jeune fille, 21 ans, sérieuse, recherche emploi stable, salaire médicale, expérience 2 a. à partir de septembre. Salaire minimum 300 F. Tél. : 473-99-40.

CADRE DE DIRECTION
28 ans, universitaire, 4 langues. Expérience marketing. Publité, import-export, relations publiques. Très bonne connaissance des marchés Amériques latine et Sud-Est.

RECHERCHE
secteur direction écoles, gestion globale ou poste à responsabilité. Libre à partir du 1er septembre. Ecrire au 4064, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Prof. certifiées lettres mod. 5 a. d'enseignement en collège et lycée. Cher. enseigner à Paris et banlieue proche pour rentrée de classe institut. Tél. : Mme COLIN : 700-02-43.

occasions
Plans droits et à queue, épave et débris.

VENTE
EXCEPTIONNELLE
avant travaux liquidation partielle de stocks
occasions exceptionnelles
location vendus experts
garantie et services assurés.
PIANOS MAGNE
Tél. : 322-30-90

automobiles
vente
- de 5 C.V.
Vendu L.V. 3 CV 1978
BLEU METALLISE
40 000 km, excellent état.
Tél. 330-45-03, poste 35 B ou 76-25-46, après 18 heures.

8 à 11 C.V.
ALFA ROMEO GTV 2000 11 CV
Année 1978 - 22 000 km
Excellent état, 1er main
Disponible début septembre
Prix Atout à débattre
Tél. : 542-03-26, apr. 18 h.
Urgent. Particul. vend Lancia Delta 1900, modèle 1981. Bleu métall., jantes alliage, vitres teintées, radio F.M., L.V. km, garantie usine. Prix : 47.500 F. Tél. : 974-51-44, après 19 h.

divers
Vendu essai
LANCIA BETA III
DELTA 7-8 CV
A 112-4 VERSIONS
11, rue de Mirel - Paris
336-39-35

Ne prenez pas les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer l'habitant sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'immobilier

appartem. vente
7° arrdt.
AV. CHARLES-FLOUQUET
part. vit. 13m2 1.900.000 F.
Tél. : 734-36-48 de 11 à 14 h.

9° arrdt.
Square Montebello (ort)
Lyonnais 5 pièces, 110 m2, 1er étage de l. chbre de serv., entrée partiel. 1.500.000 F. T. 387-97-32.

13° arrdt.
TOLBIAC - Gd stand, piscine, 3/4 p., cuis. équ., balc. 25 m2. Jolie vue. 680.000 F. - 335-66-92.

14° arrdt.
EUROVIM PROPRIETAIRE
Maison-Montparnasse (150 m)
Luxe et grand studio, idéal pied-à-terre ou placement d'avenir - 555-92-72

15° arrdt.
PASTEUR 4 P. Imm. récent, 3 ch., balc., vue dégagée, 610.000 F. - Natin : 734-36-71.

16° arrdt.
PORTE D'ANTUIL
Bel imm. pierre de 1. Resc. chbres, s/large bd, très beau studio, cuisine équipée, baign. Solaire. Impecc. Profession libérale possible. N. LE CLAIR : 339-03-31

17° arrdt.
WAGRAM - PERRIERE
Pierres de l'original apt de 22 m2 environ + studio 45 m2, poss. division 175 m2 + serv. 70 m2 - 734-36-72

18° arrdt.
SAINT-NOUVEAU-BRETECHE
part. vit. 13m2 1.900.000 F.
Tél. : 734-36-48 de 11 à 14 h.

94
Val-de-Marne
SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS
part. vit. 13m2 1.900.000 F.
Tél. : 045-25-09 (H.B.)
058-35-98 Domicile

immuebles
PROPRIETAIRE VEND
ensemble de 2 appartements
diés et différentes surfaces de bureaux (200 m2 au total) vue exceptionnelle (idéale placement).
Bureau EUROVIM, 555-92-72

locations non meublées Offre
PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9. Ecr. 1790, « Le Monde », 5, r. des Halles, 75001 Paris-9.

PARIS 17°
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent, 23 m2. Loyer 1.567 F. Charges 274 F. Studio 2 P. Loyer 2.041 F. Charges 444 F. Parking 253 F. S'adresser chez la gardienne 38-40, rue Louis, Paris (17e) Téléphone : 763-46-45

PARIS 12°
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing Studio 1.245 F. Charges 345 F. 2 P. Loyer 1.454 F. Charges 540 F. Parking 196 F. S'adresser l'annuaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (12e) ou 31-29-49.

locations meublées Demande
PARIS
EMBAUSSE SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT de studio ou 2 pièces Paris et banlieue Ouest. Ecr. 17

La marine nationale prête à intervenir dans le conflit des marins-pêcheurs

• Fos bloqué à son tour • Les syndicats sont décidés à élargir le conflit

Déçu par l'échec des négociations avec les armateurs et les pouvoirs publics, irrités par les déclarations de M. Raymond Barre, les marins-pêcheurs maintiennent partout leur blocus des ports de pêche, de plaisance et de commerce. Ils l'ont même renforcé en occupant le canal conduisant aux darses de Fos-sur-Mer et celui menant à Rouen. Des incidents les ont opposés en différents endroits aux plaisanciers et la tension monte de jour en jour.

Ce sont assurément les conséquences du blocage des grands ports de commerce qui sont les plus dommageables. Plus de cinquante bâtiments de tous tonnages attendent au large et environ quatre-vingts autres sont immobilisés le long des quais. Les armateurs de la marine de commerce, qui qualifient leurs pertes d'« incalculables », ont été reçus mercredi 20 août par M. François Essig, directeur de la marine marchande, à qui ils ont demandé que « des mesures soient prises pour que soit respectée la loi dans les ports français ».

En effet, sur l'ensemble du littoral, la situation était jeudi en fin de matinée pire que celle de la veille. A Dunkerque, les marins-pêcheurs ont laissé débarquer la cargaison de bananes

arrivant des Antilles et que leurs collègues du Havre avaient refusé d'accueillir, mais le barrage a été immédiatement rétabli. A Boulogne, marins-pêcheurs et transporteurs routiers, après une réunion fort houleuse, ont passé un accord : seuls seront embarqués les camions portant des denrées alimentaires autres que du poisson, bien entendu. En revanche, les camionneurs s'engagent à bloquer les frontières en cas d'importation de poisson.

Au Havre, où l'on fait les comptes, le directeur du Port autonome estime que 800 000 tonnes de marchandises ont été détournées, 45 000 passages de touristes annulés et 5 000 journées de travail de dockers perdues depuis le début du blocus. La raffinerie de la C.F.R. ne peut plus exporter ses productions et elle envisagerait de fermer plusieurs de ses unités la semaine prochaine si le port reste clos. Aussi le directeur du Port autonome a-t-il engagé une action devant le tribunal correctionnel contre les trente-deux chalutiers qui ferment les passes. Il leur réclame 1,5 million de francs d'indemnités « à titre de provision ».

Cette réaction ne paraît guère intimider les pêcheurs. Ceux d'Honfleur ont au contraire,

mercredi après-midi, tendu un câble de 200 mètres au travers du canal qui mène à la basse Seine, bloquant ainsi Port-Jérôme, Rouen et même Paris. Une quinzaine de chalutiers montent la garde à proximité du câble. Cela n'a pas empêché trois cargoes de l'occuper le passage jeudi matin 21 août. A la suite de cet incident, les marins-pêcheurs ont levé le barrage et regagné le port de Honfleur.

A Cherbourg après l'évacuation des six mille touristes britanniques, le blocus a été rétabli. Hôtels et restaurants se désolent de voir leur saison gâchée. Quant aux routiers français, britanniques et espagnols dont les camions chargés de fruits attendent un embarquement, ils manifestent un vif mécontentement. Une cinquantaine d'entre eux ont bloqué mercredi après-midi le centre de la ville avec leurs véhicules.

En Bretagne, la situation demeure inchangée. Seul le port de Roscoff s'est entrouvert mercredi pour laisser débarquer les passagers et les voitures d'un car-ferri qui attendait en rade depuis quarante-huit heures.

A Saint-Nazaire, on commence à s'inquiéter pour l'approvisionnement de la raffinerie de Donges — la plus importante de la façade

atlantique française. Si le blocus devait se prolonger au-delà d'une dizaine de jours certaines unités devraient cesser leur travail.

Un souci identique anime les responsables des ports de Fos-sur-Mer et de l'étang de Berre. En effet une douzaine de barques de pêche barrent le canal de Caronie, fermant ainsi le passage vers les raffineries de la Shell et de la C.F.R. Une douzaine de chalutiers ont d'autre part jeté l'ancre en travers du canal qui permet aux grosses unités d'accéder aux darses de Fos. D'autres encadrent les remorqueurs. Plusieurs super-pétroliers sont ainsi bloqués en rade.

Les diverses raffineries de la région ont en stock 4,5 millions de tonnes de pétrole, 6 millions de tonnes de gaz et 1,5 million de tonnes de produits raffinés. Elles peuvent tenir plusieurs jours mais elles sont en tête des pétroliers alimentant la vallée du Rhône, l'Alsace, les forces de l'OTAN et le Sud de l'Europe. Aussi les bâtiments de la flotte de guerre de Toulon ont-ils reçu un ordre de réquisition du préfet. Certaines unités ont appareillé et se tiennent prêtes à intervenir. De leur côté les pêcheurs de Martignes attendent des renforts venant du Grand-Roi et de Sète.

Après l'échec de la réunion chez le ministre des transports

Séances de travail dans les préfectures côtières en fin de semaine

« Je suis déçu », « Nous sommes déçus », M. Le Theule et ses interlocuteurs du bureau du comité central des pêcheurs maritimes (C.C.P.M.) ont trouvé les mêmes mots pour qualifier leur rencontre du mercredi 20 août.

Pourtant, on aurait pu penser que trois heures de discussion entre le ministre, ses collaborateurs chargés du dossier « pêche », et les responsables syndicaux de la profession (C.F.P.T., C.G.T., Fédération des syndicats autonomes, Union patronale des armateurs) auraient pu déboucher sur un résultat concret, aussi minime soit-il. Il n'en a rien été. Ce fut un véritable dialogue de sourds.

Les pêcheurs — unis pour l'occasion — ne voulaient débattre

L'EFFET DE SURPRISE

On attendait les chaires russes, c'est la marine française qui fait mouvement : effet de surprise totale. Le gouvernement qu'on disait endormi sous ses parasols, « loin de tout ça », vient de faire preuve d'une étonnante faiblesse stratégique. Espérons que les marins-pêcheurs français ne se prendront pas pour les ouvriers de Gdansk, sinon on va au massacre. — J.-P. Q.

que de l'abaissement du prix du carburant. Ils demandaient en fait que le gazole leur soit facturé en fonction de ce qu'ils peuvent payer, quatre-vingt centimes, disaient-ils. Le manque à gagner pour les pétroliers (deux cent cinquante millions de francs, a

UNE LETTRE DU MINISTRE DES TRANSPORTS AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

M. Le Theule a rendu public ce mercredi matin une lettre qu'il a adressée le jeudi 14 août à M. Gandelach, vice-président de la commission des Communautés européennes chargée du dossier de la pêche. Le ministre des transports insiste ainsi sur la responsabilité de Bruxelles, où une réelle politique commune n'a pu être mise en place, dans la crise de la pêche française.

Il rappelle que, selon la France, l'avenir des pêches européennes implique « la liberté d'accès dans les eaux communautaires, la juste répartition des quotas entre les États membres, les mesures de conservation qui assurent le renouvellement du stock halieutique, mais qui tiennent compte aussi des réalités économiques et sociales des zones littorales ». Il ajoute qu'il a le sentiment que la préparation du prochain conseil des ministres des pêches, qui devra mettre en place cette politique communautaire, n'est pas menée avec la célérité et la vigueur nécessaires.

• Six thoniers français et deux thoniers espagnols ont été arraisonnés vers le 10 août à Nouadhibou, dans le nord de la Mauritanie. L'un après ce mercredi 20 août à Dakar. Leurs équipages sont accusés d'avoir pêché illégalement dans les eaux territoriales mauritaniennes. Leur matériel a été saisi, et une forte amende leur est réclamée. — (Régier)

M. RAYMOND BARRE : le gouvernement appelle les marins-pêcheurs à prendre une juste conscience de l'intérêt national.

Les services du premier ministre ont publié le communiqué suivant :

Depuis plusieurs jours, un grand nombre de ports français subissent dans leur trafic de graves perturbations provoquées par les interventions des marins-pêcheurs qui bloquent leur accès. Cette situation a déjà porté atteinte aux activités de commerce, de tourisme et de transport de voyageurs. Depuis quelques heures s'y ajoutent des tentatives de blocage du port pétrolier de Fos-sur-Mer. Tous les Français comprennent que le gouvernement ne puisse tolérer une telle escalade qui met en cause l'approvisionnement pétrolier du pays et risquent de paralyser sa vie économique.

Les marins-pêcheurs peuvent faire usage du droit de grève reconnu par la Constitution, mais ce droit ne les autorise pas à arrêter le trafic des ports de commerce et les activités autres que celles de la pêche. Le libre fonctionnement des grands ports est une obligation de service public dont le gouvernement assume la responsabilité. C'est pourquoi le premier ministre a invité les ministres des transports, de l'intérieur et de la défense à prendre les dispositions nécessaires pour assurer, en priorité, la liberté de circulation dans les ports pétroliers, notamment à Fos avec le concours actif de la marine nationale.

À un moment où les problèmes de la pêche française sont examinés selon les procédures normales de discussions et de négociations, le gouvernement appelle les marins-pêcheurs à prendre une juste conscience de l'intérêt national.

Sur réquisition du préfet de département

Dès le temps de paix et en permanence, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la marine nationale est une mesure rare. Elle est d'autant plus difficile à prendre que les marins de guerre entretiennent traditionnellement de bons rapports avec les marins-pêcheurs, auxquels ils portent souvent secours, que ce soit en cas de naufrage ou pour le ravitaillement, les soins médicaux et la courtoisie par des visites de combat aux chalutiers pêchant dans les mers froides.

Pour forcer le blocus, la marine nationale peut faire appel à ses ressources (de haute mer, côtières ou de rade), à ses gabares et ses bâtiments (souvent d'anciens dragons) de soutien dans chaque région maritime (Cherbourg, Brest et Toulon). Les marins peuvent se faire aider par des gardiens maritimes pour constater les délits éventuels et par des plongeurs ou des commandos-marine pour couper les hânes et les pontons qui retiennent entre eux les bateaux de pêche. Les services de la marine nationale assurent les contrevenants — comme ils ont déjà occasion de le faire — ou les possèdent coque contre coque.

• M. Eric Hiltnermann, secrétaire général du P.S.D., a pris position jeudi 21 août en faveur de la réunion d'un Grenelle de la pêche, où les pêcheurs, les organisations professionnelles et les pouvoirs publics recherchent ensemble par la concertation, une solution d'avenir pour sauver cette importante activité économique, ce qui pourrait assurément mieux que l'appel à la marine nationale, à l'heure où le monde suit avec sympathie le déroulement d'une autre grève, en Pologne, en souhaitant que soit exclu tout recours à la force. —

• M. Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national à l'élection présidentielle, a déclaré, mercredi 20 août, à propos du conflit des marins-pêcheurs : « On ne peut que condamner de la manière la plus ferme les méthodes de chantage et de violence utilisées par les syndicats révolutionnaires, ainsi que la jacobinisme d'un État incapable de faire respecter la loi commune, les libertés des citoyens français et des étrangers qui sont nos hôtes. »

Si les Neuf...

(Suite de la première page.)

Depuis treize jours, les 170 bateaux crevetiers du Schleswig-Holstein (R.F.A.) restent au port, leurs marins demandant des subventions pour réduire le prix du carburant. Partout, des mesures d'aide ont été mises en place. En Angleterre même, le gouvernement a dû au début de ce mois d'août, devant la menace d'arrêt de tous les navires, mettre en œuvre un nouveau plan d'assistance.

Si une réelle politique commune de la pêche avait été mise au point à Bruxelles, la crise ne serait pas aussi grave. D'abord, l'aide aux pêcheurs aurait pu être harmonisée dans l'ensemble de la Communauté. Rancœur et regards envieux chez les voisins n'envenimeraient pas le dossier.

Surtout, la protection des fonds de la mer du Nord — et donc leur repeuplement — aurait pu être engagée depuis longtemps. Les pêcheurs auraient ainsi la quasi-certitude que, dans quelques temps, leurs prises deviendraient ce qu'elles étaient dans leurs années fastes. Il suffirait que les chalutiers de Boulogne retrouvent leur tonnage de pêche des années 60 pour qu'ils épongent, sans conséquences sociales, la hausse du coût du carburant.

Le conseil des ministres européen du 30 mai a demandé que cette politique commune soit en place avant la fin de l'année. Mais que de temps perdu, dont l'insignifiance anglaise n'est pas la seule cause : la lourdeur des mécanismes européens, la diversité des situations, le peu d'intérêt de certains gouvernements pour le dossier ont aussi leur part.

Or il est capital pour la survie de la pêche française. Ne serait-ce que parce que plus de 60 % de ses prises ne font hors des eaux françaises. L'extension à 200 milles, des eaux territoriales pourrait nous fermer de nombreux lieux de pêche si une politique commune ne nous en garantit pas l'accès.

Les professionnels se retournent donc vers le gouvernement. D'autant que les spécificités françaises aggravent leur situation. Notre système de

distribution alourdit les frais de commercialisation et donc réduit le prix d'achat du poisson aux pêcheurs, ceux-ci étant plus loin que les Anglais ou les Danois des lieux de pêche ont des frais de coût de carburant plus importants. D'où la revendication commune à toute la profession : l'accroissement de l'aide au gazole.

Pour l'obtenir, elle fait, pour une fois, cause commune. Cela a été clair, mercredi après-midi 20 août, quand M. Le Theule a reçu une délégation du comité central des pêches maritimes, chambre de délibération de la profession. Quel qu'il en dise, dans cette optique, les armateurs ne sont pas mécontents de l'extension du conflit à Boulogne.

Le « flou » de la distribution

Mais cette unité ne peut être que de façade, tant les intérêts sont divers. Doit-on aider de la même manière les pêcheurs de langoustines et de homards du pays bigouden et ceux d'écumeaux de Normandie ? Le ministre des transports ne le pense pas, qui estime que ce serait recommencer l'erreur de l'agriculture où le gros agriculteur de l'Alsace profite, en fait, des aides dont a besoin l'éleveur de Lozère.

La pêche industrielle, ainsi, verrait d'un bon œil l'aide au carburant ne plus être forfaitaire mais modulée en fonction des besoins de chacun. Les artisans, quelle que soit leur situation, n'acceptent pas de perdre une telle prime.

Le gouvernement ne voulant pas, ne pouvant pas diminuer le coût du carburant, que peut-il faire ? L'aide à la modernisation de la flotte ne peut suffire. Beaucoup a déjà été fait en la matière, et c'est le déficit des comptes de gestion qui doit être réduit.

Une première possibilité est de réduire, là où ils existent, les frais salariaux. C'est ce qui est tenté à Boulogne. Sans grand succès... La seule solution est donc d'améliorer le prix d'achat du poisson aux pêcheurs. Comment ne pas être cho-

qué par la différence entre le coût du maquereau à la criée et à l'œil du poissonnier. L'explication en est simple : c'est pour les mêmes raisons que le prix du kilo de tomates est multiplié par quatre ou cinq entre le producteur de la vallée du Rhône et l'épicier parisien.

Les traditions du monde du poisson sont encore plus complexes. Il se satisfait en tout cas du « flou » de ses circuits de distribution qui doit bien profiter à quelques-uns. Les études ici sont rares et anciennes, comme si personne n'osait regarder de trop près ce qui se passe entre le pêcheur et le consommateur.

L'action en la matière ne peut donc avoir d'effets qu'à long terme. Les agriculteurs ont su créer des coopératives de commercialisation et de transformation pour maîtriser eux-mêmes — en partie au moins — le devenir de leurs produits. Leur revenu en ont bénéficié, même si le consommateur n'en a pas profité. Peut-être est-il possible de faire la même chose pour le poisson, même s'il ne représente que 4 % de l'alimentation des Français ?

Ce qui a été, ce qui est possible pour l'agriculture ne l'est-il pas pour la pêche ?

THIERRY BREHIER.

DES STOCKS PÉTROLIERS CONFORTABLES

Actuellement, la France dispose sur son territoire de stocks pétroliers (pétrole brut et produits finis) équivalant à une centaine de jours de consommation. Ces stocks sont répartis entre les raffineries, divers dépôts et le réseau de distribution.

À la fin du mois de juin (dernières statistiques disponibles) les raffineries et dépôts divers contenaient 10,6 millions de tonnes de pétrole brut, et 10 millions de tonnes de produits intermédiaires et de produits finis. A cela s'ajoutaient 5 millions de tonnes chez les distributeurs. Si l'on compare ces montants à ceux de fin juin 1979, on constate un accroissement des stocks (de l'ordre de 2,5 millions de tonnes).

En juillet et début août, il n'y a eu, semble-t-il, que peu de changements, et la situation est considérée comme « normale » par les spécialistes. Il faut savoir que la législation française prévoit que le niveau des stocks ne doit pas être inférieur à quatre-vingt jours de consommation. En principe, on ne peut prévoir sur ces réserves stratégiques — égales à trois mois de consommation. Les stocks réellement disponibles ne correspondent donc qu'à une dizaine de jours.

AUTOMOBILE

BRITISH LEYLAND ET B.M.W. NÉGOCIENT

UN ÉCHANGE DE COMPOSANTS

Le groupe automobile nationalisé British Leyland et le constructeur allemand B.M.W. ont entamé des discussions en vue d'échanger certains composants mécaniques, a annoncé un porte-parole du groupe sur une « simple coopération » et non sur d'éventuelles fusions ou licences, a-t-il précisé. L'accord devrait concerner des organes destinés aux modèles haut de gamme de British Leyland (Jaguar et Rover), auxquels devraient pouvoir être adaptés certains pièces mécaniques (du moteur surtout) de B.M.W.

LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

Le débat sur l'adoption d'une nouvelle stratégie du développement risque d'être dominé par des affrontements politiques

Une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies se tiendra, du 28 août au 5 septembre à New-York, en vue d'adopter la « stratégie du développement » pour les années 80 — la troisième décennie. Elle examinera également l'état d'avancement des travaux préparatoires au lancement en 1981 de « négociations globales » sur les grandes questions économiques mondiales (matières premières, énergie, développement, monnaie et finances).

Les deux démarches sont, en fait, complé-

mentaires, les négociations globales devant avoir lieu dans le cadre de la stratégie afin de voir s'il est concrètement possible d'en atteindre les objectifs. L'une et l'autre forment l'élément central du dialogue — dit Nord-Sud (1) — entre pays industrialisés et nations en développement, qui se poursuit dans diverses instances depuis 1974.

La conférence de l'ONU va débattre, sous l'angle ouvertement politique, des relations Nord-Sud, de la coopération internationale, de la lutte contre la pauvreté. Si l'on n'en attend

pas de décision majeure, elle devrait fournir, outre la mise au point définitive de la stratégie du développement, l'occasion de prises de positions — certains pays seront représentés par leur chef d'Etat — et d'importants affrontements politiques.

Depuis plusieurs mois, un comité préparatoire, présidé par M. N.A. Naik (Pakistan), élabore le texte de la nouvelle stratégie, faisant la synthèse des points de vue des pays en voie de développement (groupe dit des « 77 »), des pays industrialisés occidentaux (groupe B) et

des pays industrialisés socialistes (groupe D). Ce texte indique que huit cent cinquante millions de personnes dans le tiers-monde vivent « à la limite du niveau de subsistance » et que des centaines de millions souffrent de la faim, de la maladie, ou n'ont ni logement ni emploi. Partant de cette constatation, le texte définit des orientations acceptables par la communauté internationale, ainsi que les objectifs généraux de la stratégie et les mesures à prendre pour les atteindre, les autres relevant d'accords internationaux, les autres des politiques propres à chaque gouvernement.

Les causes de la pauvreté, et du déséquilibre Nord-Sud sont bien identifiées. De conférence en conférence, des négociations se poursuivent — notamment au sein de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), qui ont fait marquer quelques progrès au dialogue. Néanmoins, le bilan de la seconde décennie du développement, qui sera dressé également lors de la session de l'ONU, reste décevant. Dans une note publiée à cette occasion, le secrétaire général, M. Waldheim, relève que les relations entre pays développés et nations en développement restent des « changements fondamentaux dans la structure globale de la production, de la consommation et du commerce, et la transformation progressive des économies des pays en voie de développement de leur état actuel de dépendance à l'égard des

productions primaires. Ils doivent se voir garantir une part substantielle de l'industrie et du commerce mondial des produits industriels ; des mesures assurant leur autonomie technologique ; le maximum de bénéfices des opérations des compagnies transnationales ; un contrôle complet et effectif de l'utilisation de leurs ressources naturelles ; une participation adéquate au processus de décision, au niveau international, en matière de commerce, de technologie, de monnaie et de finance. »

L'un des premiers objectifs fixés est un taux annuel de croissance de 7 % à 7,5 %. Les pays industrialisés auraient généralement souhaité une fourchette moins élevée ; mais ce taux n'a qu'un caractère indicatif. Les rédacteurs de la stratégie pensent cependant que s'il peut être atteint et même dépassé, pour

celui de l'augmentation moyenne de la population reste à 2,5 % par an, le revenu par habitant pourrait doubler d'ici au milieu des années 90. Cette augmentation de la croissance des pays du tiers-monde ne dépend pas uniquement de la coopération internationale (amélioration des termes de l'échange, transferts financiers et technologiques, etc.) et des concessions que pourraient accepter les pays riches, mais aussi et peut-être d'abord — des propres efforts des pays pauvres, ce qu'on appelle parfois le développement autocentré.

Aussi bien la stratégie tient-elle compte de se limitant à des termes généraux, de façon à obtenir l'adhésion de tous les membres des Nations unies, tenant des indépendances d'origine et des mécanismes économiques internationaux que des réformes qui s'imposent dans divers systèmes du tiers-monde. Toutefois, celui-ci insiste sur les urgences de structures au niveau international, alors que les pays développés ne souhaitent généralement pas aller au-delà de relations à l'ordre existant. D'où les difficultés de l'entreprise.

barre du taux de croissance de la production agricole pendant la prochaine décennie à 4 %. La lutte contre la famine et la malnutrition ainsi que le renforcement du système de sécurité alimentaire mondiale sont considérés comme des objectifs, bien entendu, prioritaires. Tous les pays s'accordent cependant pas la même importance aux réformes agraires en faveur des petits paysans.

● **Énergie.** — Elle est au centre du débat sur le « nouvel ordre économique ». L'augmentation rapide des prix, est-il admis, représente un élément important de l'instabilité financière et de l'endettement du tiers-monde. Une avant-garde des « 77 » — Algérie, Venezuela, pays les plus démunis — a fait un article de foi des « négociations globales ». Aussi existe-t-il une certaine concordance d'intérêt avec les pays industrialisés qui souhaitent aussi aborder cette question. Mais les discussions au sein du comité préparatoire ont souligné l'écart séparant les positions de différents groupes. La question de la protection du pouvoir d'achat des États producteurs et celle des approvisionnements des pays consommateurs ont notamment donné lieu à d'âpres discussions.

Le document sur la stratégie invite, en outre, à une « rationnalisation » de la consommation d'énergie et au développement de ressources nouvelles et renouvelables, ce qui implique que des moyens techniques et financiers soient mis à la disposition des pays les moins favorisés.

● **Monnaie et finances.** — La réforme du système monétaire international, que les « 77 » souhaitent voir réaliser au cours de la prochaine décennie, constitue l'une des principales pierres d'achoppement des conversations sur la stratégie. En faisant une telle demande, ils réclament ni plus ni moins une plus large participation à la direction du F.M.I. (l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel), à Lima en mars 1975. Les pays du groupe B admettent que ce progrès devrait avoir des effets stimulants sur le niveau de leur activité économique et de leurs échanges.

● **Agriculture, production alimentaire.** — La stratégie fixe la

Les trois camps en présence

LE GROUPE DES « 77 » (pays en développement, qui sont en fait actuellement 119). — Porte-parole du tiers-monde, le groupe s'efforce de maintenir une unité politique, bien qu'il ne soit pas homogène. Il existe, en effet, de très grandes différences de niveau de développement et des divergences importantes entre ses membres. Il compte aussi bien des pays pétroliers, à haut revenu, que des nations nouvellement industrialisées et des pays moins avancés. Certains appartiennent résolument au camp « socialiste », d'autres sont nettement pro-occidentaux, d'autres, enfin, véritablement non alignés.

Les riches pétroliers sont préoccupés par la sécurité de leurs avoirs et par la détérioration en valeur nette du prix des hydrocarbures. Les pays en voie d'industrialisation rapide sont intéressés par l'accès aux marchés, aux techniques et aux capitaux du Nord. Les pays les

moins avancés requièrent des transferts massifs d'aide. L'unité du groupe a été mise à mal lors de la réunion des pays non alignés, en septembre 1979, à La Havane, et présidé par le Venezuela, et pendant la conférence de la CNUCED, en mai 1978, à Manille, où il a été reproché aux États pétroliers de ne pas tenir suffisamment compte des difficultés des pays les plus pauvres et des conséquences pour eux des hausses des prix des hydrocarbures. Encouragé par deux pays pétroliers, l'Algérie et le Venezuela, le projet de « négociations globales » vise, à désamorcer quelque peu ces critiques. Le groupe des « 77 », ainsi poussé par des pays jouant un rôle actif — parmi eux figurent également l'Inde, le Pakistan, le Mexique, la Yougoslavie, le Brésil, mais très peu d'Afrique, de nations arabes et d'États d'Asie du Sud-Est, — est à l'origine de la majeure partie des initiatives en faveur de l'institution d'un « nouvel ordre économique international ».

Un manque d'homogénéité

L'attitude qu'adopteront les pays membres de l'OEPE au cours des débats sur la stratégie et des « négociations globales » devrait avoir une influence déterminante sur l'issue du dialogue Nord-Sud. Leur richesse, les places du côté des pays développés, qui les rendent responsables d'une partie des maux de l'économie mondiale. Leur intérêt politique les incite à la solidarité avec le tiers-monde, mais les « 77 » déplorent généralement que les hausses pétrolières ne soient pas compensées par un volume d'aide suffisant aux pays pauvres. Disposant d'un pouvoir qu'ils souhaitent encore apparemment à utiliser dans les négociations internationales, les membres de l'OEPE sont cependant intéressés au premier chef par tout changement dans la structure de l'économie mondiale.

LE GROUPE B (pays industrialisés occidentaux et Japon). — Il n'est pas non plus homogène, mais ses membres sont amenés à serrer les rangs face aux revendications du tiers-monde. La stratégie du développement, selon le mot d'un délégué européen à la conférence de l'ONU, représente la première ligne de défense des pays industrialisés et les négociations la seconde. D'une façon générale, ils ne souhaitent pas prendre des engagements à long terme autres que très généraux et font valoir, non sans raison, que toute négociation portant sur des changements notables dans les relations économiques internationales demanderait nécessairement beaucoup de temps. Toutefois les membres du groupe B recon-

naissent généralement le besoin de débattre des problèmes et adaptations urgentes, et certains d'entre eux estiment même que le moment est venu de faire quelque chose en faveur du tiers-monde.

En revanche, pour les États-Unis, le système international fonctionne « raisonnablement bien », et il y a « beaucoup à gagner » à sa maintien. M. Richard Cooper, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires économiques, déclarait, en mai, que son pays souhaite que le dialogue Nord-Sud s'oriente vers un « nombre limité de problèmes spécifiques » afin d'éviter d'« imposer des déséquilibres » et de parvenir « à des résultats tangibles ».

LE GROUPE D (pays socialistes). — Il adopte une attitude attentive, faisant peu de propositions concrètes, mais restant vigilant. Selon lui, le nouvel ordre doit être d'abord un changement dans la division internationale du travail imposée par le système capitaliste, et il faut s'attaquer aux causes de la situation économique mondiale, et non soigner les symptômes. Aussi bien les pays socialistes prônent-ils des changements dans les systèmes socio-économiques de certains pays du tiers-monde, qu'ils encouragent à assurer leur souveraineté sur leurs matières premières et à contrôler les activités des multinationales sur leur territoire. Plus favorable à toute initiative entretenant le système capitaliste, le groupe D se déclare néanmoins intéressé par des « discussions substantielles » sur des sujets comme l'énergie... — G. V.

Négociations « globales » et continues

Ces difficultés ont été soulignées par l'impossibilité de se trouver les discussions préparatoires aux « négociations globales » (le Monde du 18 juillet). A l'initiative de quelques membres du groupe des « 77 » (Algérie, Venezuela, Inde), des « négociations globales et continues » devaient, en principe, commencer au niveau politique dans le cadre des Nations unies en 1981. « Globales » parce qu'elles doivent porter sur plusieurs sujets interdépendants (matières premières, énergie, commerce, développement, production alimentaire, problèmes monétaires et financiers) et que tous les pays sont invités à y participer. « Continues » parce qu'elles doivent durer neuf mois ; elles

pourraient se poursuivre plus longtemps, étant données leur étendue et leur caractère novateur.

Le comité plénier des Nations unies chargé du dialogue Nord-Sud n'est cependant pas parvenu à établir, avant la session, le calendrier et le programme de ces négociations. Celles-ci, si tant est qu'elles puissent avoir lieu, se trouvent donc retardées, prolongeant une étape majeure des pourparlers entre pays industrialisés et pays en développement. Il est à noter que le calendrier des négociations n'est pas encore établi durant la session : une assemblée générale des Nations unies pourrait dès lors être convoquée en 1981, ou début 1982, pour les tenir.

La nouvelle stratégie passe en revue toutes les grandes têtes de chapitre du nouvel ordre économique international.

● **Commerce international et industries.** — L'une des revendications des pays en développement est l'abolition des mesures restrictives ou mesures protectionnistes empêchant le libre accès de leurs productions sur les marchés des pays développés. Cette préoccupation concerne surtout les pays ayant déjà atteint un certain niveau de développement industriel.

Les pays industrialisés, invoquant leurs difficultés économiques, n'ont pas encore accepté, sans en faire exception, les demandes qui leur étaient adressées, leur imposerait des réajustements structurels et des dépenses accrues. Ils estiment ne pas être payés de retour, à la vérité, si ne souhaitent généralement pas

provoquer des modifications dans la production et la consommation mondiale et procéder « dans un esprit de bénéfice mutuel ».

Le comité plénier des Nations unies chargé du dialogue Nord-Sud n'est cependant pas parvenu à établir, avant la session, le calendrier et le programme de ces négociations. Celles-ci, si tant est qu'elles puissent avoir lieu, se trouvent donc retardées, prolongeant une étape majeure des pourparlers entre pays industrialisés et pays en développement. Il est à noter que le calendrier des négociations n'est pas encore établi durant la session : une assemblée générale des Nations unies pourrait dès lors être convoquée en 1981, ou début 1982, pour les tenir.

La stratégie envisage un taux de croissance de 9 % par an pour la production industrielle du tiers-monde, qui devrait représenter 25 % du total mondial en l'an 2000, comme il avait déjà été fixé lors de la conférence de l'ONU (l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel), à Lima en mars 1975. Les pays du groupe B admettent que ce progrès devrait avoir des effets stimulants sur le niveau de leur activité économique et de leurs échanges.

● **Agriculture, production alimentaire.** — La stratégie fixe la

SÉCHERESSE AU NORD, INONDATIONS AU SUD

La Chine risque de voir sa production céréalière baisser de près de 10 %

De notre correspondant

Pékin. — De graves calamités affectent une partie importante du territoire chinois et menacent de sérieuses conséquences sur la production agricole. Dans le nord, et particulièrement dans toute la région de Pékin, la sécheresse, qui dure depuis le début des précipitations de juillet, désole pour les récoltes d'automne, n'ont pas dépassé le dixième de la normale et, à l'exception des plus grands ouvrages, les réservoirs sont à sec et le niveau des nappes d'eau est descendu de deux à trois mètres. En dépit des motifs d'ordre de mobilisation lancés par les autorités, il est très difficile de compenser le manque de pluie par des travaux d'irrigation ou d'arrosage. L'eau potable manque par endroits. Quelques orages accompagnés de trombes d'eau ont bien éclaté sur la capitale et ses environs depuis le début d'août, mais il est trop tard pour des céréales qui n'ont pas réussi à former leurs épis. Au sud de Pékin, par exemple, les paysans ont déjà arraché les plants de maïs, de riz, de sorgho ou de millet qui restent stériles pour tenter d'ici l'automne des cultures de remplacement, légumineuses notamment.

La même sécheresse affecte une zone s'étendant de la partie sud-ouest de Liaoning jusqu'à la région de Xian et au-delà, à travers la région des collines et plaines de loess et, vers le sud, jusqu'aux abords du delta du fleuve Jaune. Dans la région de l'herbe à pâturage, les pâturages (soit

un tiers environ de la surface totale normalement disponible), et les autorités ont recommandé, entre autres remèdes, l'abattage du bétail.

En Chine méridionale et centrale, tout le bassin du Yangtsé a, au contraire, été touché par des inondations provoquées par des pluies excessives. Il est tombé par endroits jusqu'à un demi mètre d'eau en moins de deux mois. Les ravages les plus importants ont été subis par la province de l'Anhui, qui annonce cinquante-quatre morts, tant mille hectares inondés, d'innombrables sans-abri et des ruptures dans les communications ferroviaires. Mais on compte également des morts dans le Sichuan (treize-huit), le Henan méridional (vingt-deux) et le Hunan. Le long de la rivière Hual, qui se jette dans les lacs de la province du Jiangnan, et rejoint ainsi le bassin inférieur du Yangtsé, les superficies inondées approchent les trois millions d'hectares. Les digues de ce fleuve — dont la mauvaise réputation remonte à des millénaires — ont été rompues en quatre endroits.

Le génie militaire a bien entendu été mis à contribution non seulement pour colmater les brèches et venir au secours des populations isolées, mais également pour participer aux opérations de drainage et d'assèchement qui devraient permettre de nouvelles plantations d'urgence. Celles-ci sont d'autant plus indis-

pensables que dans une province comme l'Anhui les trois quarts des récoltes de l'année proviennent des cultures d'été. L'espoir s'ajoute des invasions d'insectes destructeurs, contre lesquels le secrétaire du comité provincial du parti, M. Zhang Jungru, visitant les régions sinistrées, a estimé devoir conseiller aux habitants de développer « par compensation » les cultures aquatiques.

Des importations massives

L'alerte aux calamités naturelles en Chine a un phénomène saisonnier, et il n'est pas d'année où la presse et les autorités n'appellent les populations à lutter contre l'adversité de préférence, comme le rappelle cette semaine le Quotidien du peuple, par des moyens « scientifiques », c'est-à-dire autres que des incantations ou des sacrifices diaboliques dont la tradition persiste toujours dans les campagnes.

A l'échelle nationale cependant, il semble bien que le pays ait souffert de conditions météorologiques exceptionnellement défavorables depuis le début de l'année. Dès le 31 mai, le Quotidien du Peuple constatait que les récoltes d'été (céréales d'hiver dont la moisson s'effectue entre mai et juin) seraient inférieures à celles de l'an passé et invitait les paysans à redoubler d'efforts pour que ce déficit puisse être compensé par un rendement accru des cultures récoltées à l'automne.

qui, rappelait le journal, représentaient les deux tiers de la production nationale de céréales. Tout indique que la sécheresse prolongée au Nord et les inondations au Sud vont interférer d'atteindre cet objectif. A quoi s'ajoute des invasions d'insectes destructeurs, contre lesquels l'alerte a été lancée dans plusieurs provinces sinistrées. La Chine a bénéficié en 1979 d'une récolte record de 332 millions de tonnes de céréales. Selon les spécialistes américains, la récolte 1980 pourrait être de 8 à 9 % inférieure à ce chiffre, 10 % selon certaines estimations. La situation n'est donc pas dramatique, d'autant que la Chine dispose de stocks stratégiques fortement renforcés ces dernières années. Les autorités envisagent néanmoins de compenser les pertes prévisibles par un accroissement sensible de leurs importations céréalières. Celles-ci pourraient être en 1980 de l'ordre de quinze millions de tonnes — record historique au lieu de onze millions de tonnes l'an passé.

ALAIN JACOB.

● **Le revenu net et les dépenses des ménages japonais** durant le premier semestre ont baissé pour la première fois depuis trois ans, à la suite de la hausse des prix de détail. Le revenu net a diminué, en termes réels, de 1,4 % par rapport à l'année précédente. Les dépenses des ménages ont, quant à elles, baissé de 1,3 % en données réelles. — (A.F.P.)

SOCIAL

Le mouvement ouvrier face aux idéologies de crise

II. — La transformation du travail : un enjeu fondamental

par EDMOND MAIRE (*)

L'échec historique du mouvement ouvrier dans son ambition à construire le socialisme (1), les insuffisances de son action pour affronter efficacement les défis de la crise dans la société, les analyses sociologiques sur le déclin industriel, conduisent un certain nombre de militants ou ouvriers ou intellectuels à l'abandon des grandes espérances, même lointaines, et au scepticisme par rapport à tout projet social ou politique. C'est le sens du repli sur les droits de l'homme comme unique objet de l'action de tant de ceux qui, hier, luttaient pour le socialisme. Ce n'est évidemment pas dans un syndicat comme la C.F.D.T. que l'on mesurera le caractère fondamental pour aujourd'hui et pour demain, pour la solidarité et l'unité des exploités et des opprimés, d'une action sur les droits individuels et collectifs de la personne humaine.

Mais, dans leur acception courante, les droits de l'homme incluent-ils suffisamment l'homme au travail dans son entreprise ? La défense et la promotion de ces droits peuvent-elles prendre toute l'ampleur nécessaire en dehors d'un projet sur le travail et sur la société ? Face à la répression physique brutale, on voit bien l'importance décisive du thème des droits de l'homme. Dans une société comme la nôtre, ce qui nous guette, c'est plutôt le désintérêt pour la chose publique, la prise en main progressive de nos destinées par la technocratie et l'Etat, protecteurs et tentaculaires. Le repli sur les droits de l'homme apparaît gravement insuffisant.

Les jeunes apparaissent les plus menacés, les plus attirés, par cet affaiblissement de l'espérance socialiste. D'autant que le fossé se creuse chaque jour entre leur souhait de disposer de temps, de s'exprimer, de vivre des aujourd'hui des expériences riches et diverses, et le travail qu'on leur offre, contraint, parcellisé, monotone, précaire.

A l'âge où l'on est prêt à se mobiliser, à s'engager pour une cause qui en vaille la peine, quelle marchandise leur propose-t-on ? Révoltez-vous — sous la houlette du parti-guidé — leur dit Pierman à la fête des communistes. Vous construisez avec nous une belle société socialiste sans chômage, sans rien à payer pour apprendre et se so-

igner, comme en Union soviétique. Discours dérisoire pour qui refuse de dissocier liberté et socialisme. Ou bien leur dit Jean-Paul II, à la basilique de Saint-Denis : construisez un monde d'amour et de justice sociale. Certes, Mais, dit dans le même temps un délégué, « nous ne sommes pas venus pour demander justice ; Seigneur, pardonnez-nous nos manques d'unité ». Et volons, y compris l'engagement dans l'action du mouvement ouvrier si sommairement défini par l'action de tant exploités, et par le péché en cas de manque d'unité, qu'un Pierman a quelques chances d'y retrouver ses outils. La transcendance rend-elle obligatoire l'engagement sur les stratégies terrestres ?

Aux jeunes, rebutés par le travail qu'on leur offre, le mouvement ouvrier de notre temps doit offrir à la fois une ambition et les moyens de l'atteindre. Non, le socialisme n'est pas mort. Peut-on en dire ce qui n'est pas encore né ? Ce qui est condamné comme porteur d'espérance, c'est une certaine conception du socialisme, étatique, oppressif, productiviste, nationaliste. Tant mieux. Mais ce n'est pas sans conséquence, y compris chez nous. Dans nos rangs, la compréhension de ce qu'est réellement l'avancée vers le socialisme est en train de se modifier, douloureusement mais nécessairement. Par exemple, bien des militants ont découvert la perspective socialiste à l'époque des « cent fleurs » du P.C.F. et de l'euphorie des progrès unitaires des deux couples C.F.D.T.-C.G.T. et P.C.-P.S. Malgré l'absence d'une mobilisation consciente de forces sociales soudées par un projet, ils ont cru le socialisme à portée de la main et au simple prix d'une victoire électorale et de réformes juridiques du droit de propriété. Que les illusions de notre avenir à plus tard, quand les forces politiques seront prêtes, nous devons montrer, mieux que nous ne l'avons fait, que c'est aujourd'hui que commençait le travail sur le travail reste déterminante pour contraindre la société à changer.

Le travail, comme activité concrète, malgré ce qu'en ont fait le capitalisme et le taylorisme, reste à la fois le fondement d'une identité individuelle et collective et un objet sur lequel le mouvement ouvrier peut opérer, opère, une action transformatrice, positive et essentielle. Aucun projet socialiste, aucune stratégie de changement social, ne peut contourner la nécessité première de la transformation du travail et de ses conditions. Les analyses du déclin du mouvement ouvrier oublient une part essentielle de l'histoire ouvrière consacrée au combat. Ils négligent ainsi, à la C.F.D.T. par exemple, tout un effort de reconstruction du syndicalisme et du socialisme, l'effort de la publication d'un livre comme *Les Défis du progrès*, ils ne voient pas l'importance décisive qu'est en train de prendre le thème des conditions de travail dans l'action syndicale.

Et, pourtant, plusieurs témoignages ou constats théoriques récents ont mis en lumière la place centrale du travail dans tout projet socialiste digne de ce nom. Revenons, par exemple, Rudolf Bahro dans *Alternative*, Mikhaïl Bakounine dans *Le socialisme ou la barbarie*, Nicolas Dubost dans *Finis sans fin*. Et puis, comment penser l'avenir de la société sans prendre en compte les questions de fond posées par tant d'études scientifiques sur le travail posté, le travail à la chaîne et le vieillissement ? Il n'est pas de socialisme sans bonnes conditions de travail, sans sécurité face aux machines dangereuses, sans prévention des risques de cancers professionnels, sans une autre conception de l'organisation du travail, des qualifications.

Sur ces terrains, nous avons, depuis quinze ou vingt ans, imposé des reculs au capitalisme touchant à la sécurité dans les entreprises, aux produits toxiques, aux cadences ou, même parfois, à la parcellisation des tâches et au produit du travail. Au nom de quoi, de qui, prétendrait qu'il n'est pas là de berrains fondamentaux pour l'avenir du travail, du type de développement et de la société ?

Nous savons que ce n'est pas en martelant les vieux dogmes que nous convaincrions de la validité de notre démarche. Les résultats peuvent y réussir.

A partir de notre expérience, il nous revient — pas à nous seuls, mais à nous déjà dans le mouvement — de nous donner, de tenir, de fonder, de transformer, de fonder et de transformer le mouvement ouvrier de changer la société. Le socialisme, au concret, opère par la C.F.D.T. à son congrès de Brest, nous rend

plus assurés pour démontrer concrètement que l'action syndicale, bien orientée, donne à chaque salarié une possibilité d'agir à partir de son travail pour des modifications sociales profondes et en même temps pour la réorganisation du travail découlant de la révolution industrielle. De fortes pesanteurs, en face, à nos côtés, dans le développement de ce type de syndicalisme. Ce syndicalisme autodéterminé qui accorde autant d'importance à l'action pour l'union contre les dominations, pour un autre type de développement, contre le productivisme, qu'à l'action pour le bien-être ou l'exploitation.

Les difficultés du présent masquent souvent aux yeux des militants nos potentialités à faire progresser, même lentement, des

changements porteurs d'une dimension autogestionnaire. Et pourtant, il s'agit plus que de potentialités. Des aujourd'hui, l'action ouvrière change le cours du capitalisme. Encore faut-il en rendre conscients les acteurs, les militants, les salariés par la chanson du grand soir aux multiples versions, habitudes de ce fait à minimiser l'ambition et la portée de leurs actions courantes.

Une pleine compréhension des possibilités qu'ouvre l'action ouvrière permettrait d'en décupler l'ampleur et l'efficacité. Quand les dirigeants de la C.G.T. déclarent la politique d'action de la C.F.D.T. son « rétrograde » sur la logique syndicale, ils savent bien que qualifier cette politique d'abandon de la lutte de classe n'est que de la dialectique de bas étage ; mais s'ils le font, c'est pour tenter d'éviter, s'il en est encore temps, les progrès d'une stratégie alternative à la leur.

Donner tout son sens au travail dument inévitable, se battre sur les normes-limites en matière de production technique, limiter le travail posté, c'est déjà infliger sur le type de croissance. Plus largement, la lutte intense autour de l'information du secteur, l'élaboration de techniques de communication donne une dimension nouvelle au mouvement social de notre temps.

De l'action sur l'organisation du travail à l'action sur la structure, en passant par la bataille pour changer les rapports hiérarchiques, pour l'autonomie au cœur de l'entreprise. La conquête du droit d'expression des travailleurs sur leurs conditions de travail devient un objectif fondamental. Déjà le conflit salarial-patronal sur le rôle de la maîtrise, l'insertion plus grande des cadres dans le combat anti-hiérarchique anticipent dans une dynamique autogestionnaire d'autres rapports sociaux.

L'action sur l'outil de travail conduit, par exemple, la Fédération générale de l'agriculture de la C.F.D.T., à partir des conditions de sécurité et de santé des travailleurs, à intervenir pour qu'ils modifient leur production. Cette action sur l'outil s'élargit actuellement à l'intervention syndicale sur l'énergie nucléaire, les politiques industrielles et le développement régional, sur l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux emplois et aux qualifications, l'insertion des handicapés.

L'action sur le produit du travail, considéré du point de vue de son utilisation sociale, influe directement sur le type de développement. Ainsi à partir des conditions de travail dans les sous-bureaux, les militants de la C.F.D.T. ont fortement contribué au recul de ce type de réalisations. De même, une pression collective pour maximiser le service au public, sortir l'usager de sa situation d'individu dominé par la grande machine administrative et technique, conteste de plein fouet le « socialisme programmé ».

La classification esquissée ici en quatre thèmes n'a que valeur indicative. Mais elle montre la portée d'une action centrée sur le travail. L'expérience nous permet d'affirmer que le travailleur n'est pas qu'un robot ; que devant le travail, il n'a pas qu'une attitude de fuite ; qu'il peut être en définitive le maître de son propre travail et, en se rassemblant dans l'action syndicale, il peut commencer à changer sa situation, le sens de son travail et esquisser l'avenir collectif.

Ceux qui continuent à fonder leur espoir sur l'action du mouvement ouvrier, ceux qui y voient leur énergie, ne sont pas en retard d'une bataille. Ils savent que le mouvement ouvrier ne peut surmonter ses handicaps historiques, sa crise des buts et des modes d'action, qu'au prix d'un formidable effort. Mais il n'est pas en retard non plus d'une plus forte, plus vraie identité du mouvement ouvrier, présente dans les luttes sociales, et sont décidés à les fortifier pour que, en convergence avec les autres mouvements sociaux, le mouvement ouvrier réalise pleinement son action de transformation.

FIN.

RECEVANT UNE DÉLÉGATION DE LA C.G.T.

M. Matteoli assure que des « mesures concrètes » sont envisagées pour les chômeurs sans ressources

Près de deux heures d'entretien pour rien ou presque : au sortir de son entretien, mardi 20 août, avec M. Jean Matteoli, ministre du travail et de la participation, la délégation cégétiste a exprimé sa déception par la voix de M. Michel Warcholek, secrétaire confédéral. « Le ministre, a-t-il dit, s'est borné à prendre de bonnes notes de nos observations et revendications ».

La C.G.T. avait présenté à M. Matteoli un épais cahier de revendications, notamment une prime de rentrée scolaire de 775 francs, une allocation de 23,50 francs par jour sur chômeurs non indemnisés, une prime exceptionnelle de 700 francs pour tous les retraités et une augmentation de 20 % des retraites pour 1981. Le ministre du travail et de la participation n'a donné aucune assurance que pour les chômeurs parvenus en fin de

droits. « Des mesures concrètes, a-t-il dit, pourront être envisagées dans les mois qui viennent par le groupe de travail inter-ministériel qui vient d'être constitué par le premier ministre ».

La délégation cégétiste comprenait M. Michel Certano, le secrétaire général du syndicat C.G.T. de Renault-Billancourt, licencié après autorisation de la rue de Grenelle, M. Matteoli a indiqué qu'il allait « examiner » le recours gracieux introduit par la C.G.T., mais il a affirmé qu'une « opération de violence déterminée » [la « séquestration »] pendant quelques heures en 1977, du P.D.G. de la Région était de nature à justifier ce licenciement. Selon la C.G.T., quarante mille cartes-pétition ont été remises à M. Matteoli, après une manifestation qui a réuni quelques centaines d'ouvriers devant le ministère du travail et de la participation.

Les cadres C.G.T. veulent « développer » une action revendicative sous azimuts

En amontant, près de deux mois à l'avance, une journée nationale de lutte revendicative de l'encadrement, prévue pour le jeudi 16 octobre, le bureau confédéral de la C.G.T. et son Union générale des enseignants, cadres et techniciens (U.G.E.C.T.) ont décidé que la préparation de cette manifestation, qui se traduira à Paris par un rassemblement sur le parvis de la tour Montparnasse, s'inscrira dans une « stratégie quotidienne » des militants.

Se défendant d'adopter une « stratégie pour occuper le terrain », M. René Le Guen, secrétaire général de l'U.G.E.C.T., a déclaré que la manifestation nationale pour l'emploi des cadres s'inscrira dans une « stratégie » de la C.G.T. et de l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.E.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-Belge, de signer la « charte française sur l'avenir du travail commun », d'annoncer un « chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent mille travailleurs de l'automobile » ; ce n'est ni

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 20 AOUT

Résistance des valeurs françaises

Le comportement des valeurs françaises a, mercredi, agréablement surpris la communauté financière. En effet, l'indicateur technique a enregistré un tiers du terrain perdu après la publication de ses résultats trimestriels en septembre. L'indicateur technique a enregistré un tiers du terrain perdu après la publication de ses résultats trimestriels en septembre. L'indicateur technique a enregistré un tiers du terrain perdu après la publication de ses résultats trimestriels en septembre.

LONDRES

Le marché reste dans l'ensemble bien disposé. Seule exception à la règle, Shell, qui, initialement, reprend tout le terrain perdu après la publication de ses résultats trimestriels en septembre.

NEW-YORK

Très malmené deux semaines durant par d'abondantes prises de bénéfices, le marché de New-York a repris mercredi sa progression sous la direction des pétroles. En clôture, l'indice des valeurs industrielles a progressé de 0,46 point à 245,20, tandis que sur 1.903 valeurs traitées, 600 baissent, 407 haussent et 896 restent inchangées.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT LYONNAIS. — Lancement le 23 août d'un emprunt de 1 milliard de francs à 14,10 % de rendement. Cette émission aura une durée de huit ans et sera remboursable en une fois à son échéance. Le taux d'intérêt sera de 14,10 %.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS
Cote des Agences de Change
Base 100 = 100 (1979)
19 août 20 août
Valeurs françaises 138,5 139,5
Valeurs étrangères 112,9 112,5
Cote des Agences de Change
Base 100 = 100 (1979)
19 août 20 août
Valeurs françaises 138,5 139,5
Valeurs étrangères 112,9 112,5

BOURSE DE PARIS - 20 AOUT - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	100	100
5 %	100	100
6 %	100	100
7 %	100	100
8 %	100	100
9 %	100	100
10 %	100	100
11 %	100	100
12 %	100	100
13 %	100	100
14 %	100	100
15 %	100	100
16 %	100	100
17 %	100	100
18 %	100	100
19 %	100	100
20 %	100	100
21 %	100	100
22 %	100	100
23 %	100	100
24 %	100	100
25 %	100	100
26 %	100	100
27 %	100	100
28 %	100	100
29 %	100	100
30 %	100	100
31 %	100	100
32 %	100	100
33 %	100	100
34 %	100	100
35 %	100	100
36 %	100	100
37 %	100	100
38 %	100	100
39 %	100	100
40 %	100	100
41 %	100	100
42 %	100	100
43 %	100	100
44 %	100	100
45 %	100	100
46 %	100	100
47 %	100	100
48 %	100	100
49 %	100	100
50 %	100	100
51 %	100	100
52 %	100	100
53 %	100	100
54 %	100	100
55 %	100	100
56 %	100	100
57 %	100	100
58 %	100	100
59 %	100	100
60 %	100	100
61 %	100	100
62 %	100	100
63 %	100	100
64 %	100	100
65 %	100	100
66 %	100	100
67 %	100	100
68 %	100	100
69 %	100	100
70 %	100	100
71 %	100	100
72 %	100	100
73 %	100	100
74 %	100	100
75 %	100	100
76 %	100	100
77 %	100	100
78 %	100	100
79 %	100	100
80 %	100	100
81 %	100	100
82 %	100	100
83 %	100	100
84 %	100	100
85 %	100	100
86 %	100	100
87 %	100	100
88 %	100	100
89 %	100	100
90 %	100	100
91 %	100	100
92 %	100	100
93 %	100	100
94 %	100	100
95 %	100	100
96 %	100	100
97 %	100	100
98 %	100	100
99 %	100	100
100 %	100	100

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	100	100
5 %	100	100
6 %	100	100
7 %	100	100
8 %	100	100
9 %	100	100
10 %	100	100
11 %	100	100
12 %	100	100
13 %	100	100
14 %	100	100
15 %	100	100
16 %	100	100
17 %	100	100
18 %	100	100
19 %	100	100
20 %	100	100
21 %	100	100
22 %	100	100
23 %	100	100
24 %	100	100
25 %	100	100
26 %	100	100
27 %	100	100
28 %	100	100
29 %	100	100
30 %	100	100
31 %	100	100
32 %	100	100
33 %	100	100
34 %	100	100
35 %	100	100
36 %	100	100
37 %	100	100
38 %	100	100
39 %	100	100
40 %	100	100
41 %	100	100
42 %	100	100
43 %	100	100
44 %	100	100
45 %	100	100
46 %	100	100
47 %	100	100
48 %	100	100
49 %	100	100
50 %	100	100
51 %	100	100
52 %	100	100
53 %	100	100
54 %	100	100
55 %	100	100
56 %	100	100
57 %	100	100
58 %	100	100
59 %	100	100
60 %	100	100
61 %	100	100
62 %	100	100
63 %	100	100
64 %	100	100
65 %	100	100
66 %	100	100
67 %	100	100
68 %	100	100
69 %	100	100
70 %	100	100
71 %	100	100
72 %	100	100
73 %	100	100
74 %	100	100
75 %	100	100
76 %	100	100
77 %	100	100
78 %	100	100
79 %	100	100
80 %	100	100
81 %	100	100
82 %	100	100
83 %	100	100
84 %	100	100
85 %	100	100
86 %	100	100
87 %	100	100
88 %	100	100
89 %	100	100
90 %	100	100
91 %	100	100
92 %	100	100
93 %	100	100
94 %	100	100
95 %	100	100
96 %	100	100
97 %	100	100
98 %	100	100
99 %	100	100
100 %	100	100

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	100	100
5 %	100	100
6 %	100	100
7 %	100	100
8 %	100	100
9 %	100	100
10 %	100	100
11 %	100	100
12 %	100	100
13 %	100	100
14 %	100	100
15 %	100	100
16 %	100	100
17 %	100	100
18 %	100	100
19 %	100	100
20 %	100	100
21 %	100	100
22 %	100	100
23 %	100	100
24 %	100	100
25 %	100	100
26 %	100	100
27 %	100	100
28 %	100	100
29 %	100	100
30 %	100	100
31 %	100	100
32 %	100	100
33 %	100	100
34 %	100	100
35 %	100	100
36 %	100	100
37 %	100	100
38 %	100	100
39 %	100	100
40 %	100	100
41 %	100	100
42 %	100	100
43 %	100	100
44 %	100	100
45 %	100	100
46 %	100	100
47 %	100	100
48 %	100	100
49 %	100	100
50 %	100	100
51 %	100	100
52 %	100	100
53 %	100	100
54 %	100	100
55 %	100	100
56 %	100	100
57 %	100	100
58 %	100	100
59 %	100	100
60 %	100	100
61 %	100	100
62 %	100	100
63 %	100	100
64 %	100	100
65 %	100	100
66 %	100	100
67 %	100	100
68 %	100	100
69 %	100	100
70 %	100	100
71 %	100	100
72 %	100	100
73 %	100	100
74 %	100	100
75 %	100	100
76 %	100	100
77 %	100	100
78 %	100	100
79 %	100	100
80 %	100	100
81 %	100	100
82 %	100	100
83 %	100	100
84 %	100	100
85 %	100	100
86 %	100	100
87 %	100	100
88 %	100	100
89 %	100	100
90 %	100	100
91 %	100	100
92 %	100	100
93 %	100	100
94 %	100	100
95 %	100	100
96 %	100	100
97 %	100	100
98 %	100	100
99 %	100	100
100 %	100	100

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	100	100
5 %	100	100
6 %	100	100
7 %	100	100
8 %	100	100
9 %	100	100
10 %	100	100
11 %	100	100
12 %	100	100
13 %	100	100
14 %	100	100
15 %	100	100
16 %	100	100
17 %	100	100
18 %	100	100
19 %	100	100
20 %	100	100
21 %	100	100
22 %	100	100
23 %	100	100
24 %	100	100
25 %	100	100
26 %	100	100
27 %	100	100
28 %	100	100
29 %	100	100
30 %	100	100
31 %	100	100
32 %	100	100
33 %	100	100
34 %	100	100
35 %	100	100
36 %	100	100
37 %	100	100
38 %	100	100
39 %	100	100
40 %	100	100
41 %	100	100
42 %	100	100
43 %	100	100
44 %	100	100
45 %	100	100
46 %	100	100
47 %	100	100
48 %	100	100
49 %	100	100
50 %	100	100
51 %	100	100
52 %	100	100
53 %	100	100
54 %	100	100
55 %	100	100
56 %	100	100
57 %	100	100
58 %	100	100
59 %	100	100
60 %	100	100
61 %	100	100
62 %	100	100
63 %	100	100
64 %	100	100
65 %	100	100
66 %	100	100
67 %	100	100
68 %	100	100
69 %	100	100
70 %	100	100
71 %	100	100
72 %	100	100
73 %	100	100
74 %	100	100
75 %	100	100
76 %	100	100
77 %	100	100
78 %	100	100
79 %	100	100
80 %	100	100
81 %	100	100
82 %	100	100
83 %	100	100
84 %	100	100
85 %	100	100
86 %	100	100
87 %	100	100
88 %	100	100
89 %	100	100
90 %	100	100
91 %	100	100
92 %	100	100
93 %	100	100
94 %	100	100
95 %	100	100
96 %	100	100
97 %	100	100
98 %	100	100
99 %	100	100
100 %	100	100

